

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Commémoration du 64^e anniversaire de la mort du colonel Si M'hamed Bougara

P. 3

RENCONTRE PÉRIODIQUE AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE NATIONALE

Président de la République : "la Syrie ne saurait être privée de ses droits"

P. 24

ALGÉRIE- GRANDE BRETAGNE

M. Attaf s'entretient à Londres avec le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères

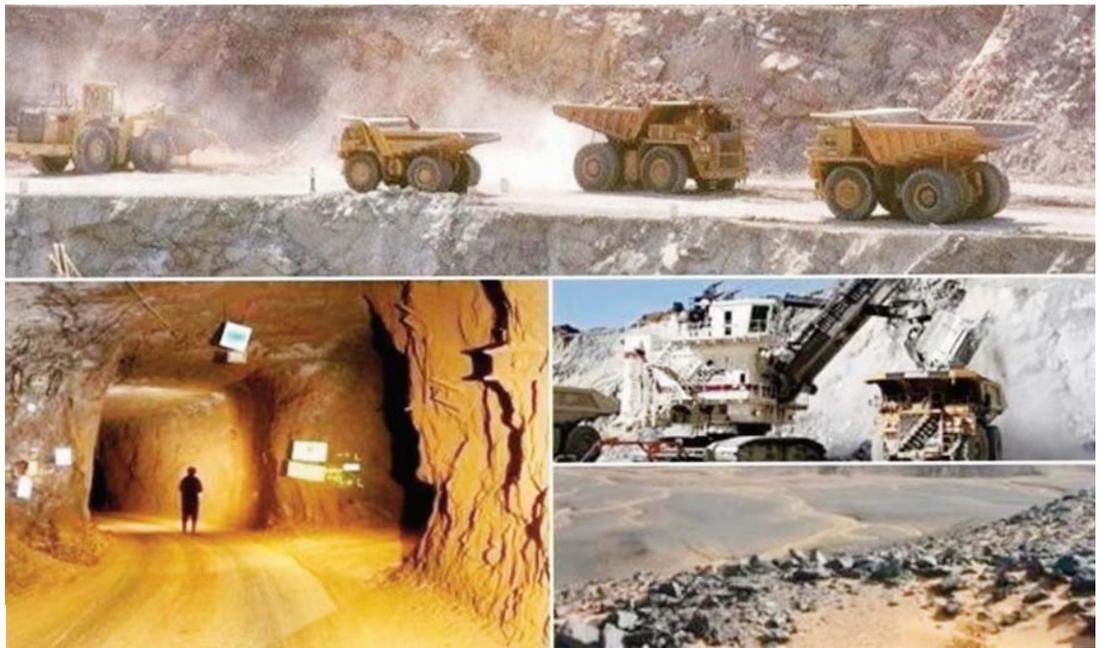
P. 24

NATIONALISATION DES MINES

Une célébration sur fond d'un ambitieux programme de relance du secteur

L'Algérie a célébré la date historique du 6 mai 1966, marquant la nationalisation des mines, sur fond d'un ambitieux programme de relance du secteur à travers le lancement de grands projets structurants dans l'objectif de contribuer de manière substantielle à la diversification de l'économie nationale. La nationalisation, annoncée par l'ancien chef de l'Etat, le défunt Houari Boumediène, concernait onze principales sociétés minières, totalement récupérées et placées sous la tutelle du Bureau algérien de recherches et d'exploitations minières (BAREM), qui venait d'être créé.

P. 6



FIN DE L'ANARCHIE DANS L'URBANISME

La démolition des constructions illicites habitées obéira à un plan étudié (ministre)

P. 4

CRÉDIT POPULAIRE ALGÉRIEN

Les dépôts de la finance islamique ont dépassé les 25 mds DA

P. 6

HABITS TRADITIONNELS

Le turban "Toutia" résiste à l'oubli

P. 8

SANTÉ

GÈNE AUDITIVE, DOULEUR, DÉMANGEAISONS

Comment ne plus avoir mal à l'oreille

P.p 12-13

F   T B A L L

CAN 2023 (U17) - GR.A - 3^e ET DERNIÈRE JOURNÉE

CONGO-ALGÉRIE 1-1

Anatouf propulse les "Verts" en quarts de finale

P. 21



BRÉSIL

Réglementation de l'utilisation de l'intelligence artificielle

P. 17

ASSASSINAT D'UN HOMME D'AFFAIRES À BATNA

De nouveaux rebondissements

P. 8

MOBILIS

Pour la deuxième année consécutive, une croissance de 13 %



L'opérateur de téléphonie mobile "Mobilis" a réalisé un chiffre d'affaires de 36,7 milliards de dinars durant le premier trimestre de 2023, contre 32,5 milliards de dinars durant la même période de 2022, soit une augmentation de 13% en une année, indique un communiqué de l'opérateur public.

Mobilis a également obtenu un résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA) "positif", faisant ainsi un bond de 15% pour atteindre 16,6 milliards de dinars au 31 mars 2023.

Il a, en outre, enregistré une augmentation significative de 7% du nombre d'abonnés, représentant 1,4 millions de nouveaux abonnés entre le premier trimestre de 2023 et la même période de 2022, portant ainsi le total à 21,7 millions d'abonnés.

AFRIPOL

Approbation de l'inscription de la proposition d'admission de l'Algérie à la qualité de membre permanent

Le Comité de pilotage du Mécanisme de coopération policière de l'UA (AFRIPOL) a approuvé l'inscription de la proposition d'admission de l'Algérie à la qualité de membre permanent au sein du Bureau exécutif de l'organisation, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale.

"Cette approbation intervient dans le cadre des recommandations des travaux de la 11e session tenue les 3 et 4 mai 2023 à Tunis et sera soumise pour validation lors des travaux de l'Assemblée générale prévue en octobre 2023", précise le communiqué.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE Cérémonie à la wilaya d'Alger



La wilaya d'Alger a organisé jeudi une cérémonie en l'honneur de la famille médiatique à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse célébrée le 3 mai de chaque année.

Nombre de journalistes et de médias ont été honorés à l'occasion en guise de reconnaissance à leurs efforts dans leur profession difficile.

S'exprimant à l'occasion, le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabei a mis en avant le rôle des journalistes algériens et leur contribution à "l'édification de l'Algérie nouvelle dont les fondements sont jetés avec détermination par le président de la République".

HADJ 2023

Des vols directs à partir de l'aéroport de Tamanrasset (ministère)



Le ministère des Transports a annoncé jeudi dans un communiqué que l'aéroport de Tamanrasset (Aguenar-Hadj Bey Akhamouk) sera exploité pour le transport direct des hadjis vers les Lieux Saints durant la saison du Hadj 1444/2023.

"En application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et dans le cadre des préparatifs continus de la saison du Hadj 1444/2023, le ministère des Transports annonce le renforcement de la liste des aéroports nationaux concernés par le transport des pèlerins vers les Lieux Saints via des vols directs à partir de l'aéroport de Tamanrasset (Aguenar - Hadj Bey Akhamouk), précise le communiqué.

Selon la même source, des vols directs pour le transport des hadjis depuis les wilayas de Tamanrasset et de Bordj Badji Mokhtar vers les Lieux Saints seront programmés au niveau de l'aéroport de Tamanrasset.

PORT DE MOSTAGANEM

Près de 100.000 tonnes de marchandises exportées durant le 1er trimestre 2023

Les exportations de marchandises depuis le port de Mostaganem, durant le premier trimestre de cette année, ont atteint près de 100.000 tonnes, a-t-on appris, jeudi, de la Direction générale de cette entreprise portuaire.

La même source a indiqué que les exportations hors hydrocarbures, effectuées depuis le port commercial de Mostaganem ont enregistré, durant la période allant de 1er janvier au 31 mars derniers, une hausse de 30 pc, par rapport à la même période de l'année écoulée.

La même source a attribué cette hausse des exportations à la multiplication des expéditions, notamment des matériaux de construction (ronde à béton), (158 pc), l'hélium (125 pc), le clinker (12 pc), ainsi que l'exportation de nouveaux produits, à l'instar du sel destiné à l'enlèvement de la neige, le plomb brut et autres.

ORAN

Décès de l'universitaire et économiste Mohamed Bahloul



L'universitaire et économiste Mohamed Bahloul est décédé à Oran, dans la nuit du mercredi à jeudi, à l'âge de 68 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille. Economiste analyste et fondateur de l'Institut de développement des ressources humaines (IDRH), le défunt, né le 25 août 1955 à Mascara, était l'un des membres fondateurs de la Fondation Emir Abdelkader.

Depuis 1978, Mohamed Bahloul a occupé un poste dans l'enseignement et la recherche à l'université d'Oran dans le domaine de l'économie industrielle.

Il était parmi les économistes les plus brillants de sa génération. Il a accompagné plusieurs institutions publiques et entreprises nationales et internationales dans des projets de réforme et de mises à niveau.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

7 morts et 422 blessés en 48 heures



Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 422 autres ont été blessées dans 399 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Selon le même bilan, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Djelfa sont intervenus pour le repêchage de 2 personnes mortes asphyxiées dans un puits et une autre incommodée au niveau de la commune de Zaâfrane.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour prodiguer des soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eaux au niveau des wilayas de khenchela et Annaba, ajoute la même source.

7 morts et 478 blessés en zones urbaines

Sept (7) personnes sont décédées et 478 autres ont été blessées dans 392 accidents de la circulation survenus en zones urbaines durant la période allant du 25 avril au 1er Mai, indique, jeudi, un communiqué des services de la Sécurité nationale. Comparativement aux statistiques de la semaine précédente, le bilan fait état d'une baisse du nombre des accidents (-77), et de ceux des blessés (-124) et des décès (-06 cas).

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (+98%), notamment en raison du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse, de la fatigue et du manque de concentration au volant, outre l'état du véhicule, ajoute la même source.

JUSTICE

Une amende de 30.000 DA requise contre Louisa Hanoune

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis jeudi une amende ferme de 30.000 DA à l'encontre de la secrétaire générale du parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune poursuivie pour diffamation contre l'ancienne ministre de la Culture, Nadia Labidi.

Les faits remontent à 2015, lorsque Louisa Hanoune avait fait des déclarations à la presse concernant la gestion du secteur de la Culture à l'époque où Mme Labidi était ministre.

Le verdict sera prononcé la semaine prochaine.

FUSILLADE EN SERBIE

8 morts, 13 blessés (médias)

Huit personnes ont été tuées et treize blessées jeudi soir dans une fusillade près de la ville serbe de Mladenovac, à environ 60 km au sud de Belgrade, selon les médias locaux.

Le tireur a ouvert le feu à l'arme automatique sur un groupe de personnes depuis un véhicule en marche et s'est enfui, selon la télévision publique RTS. La police est à la recherche du suspect, a-t-elle ajouté.

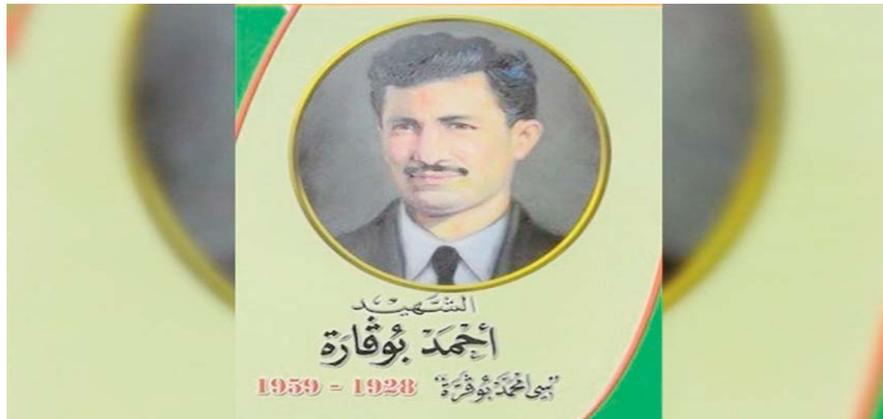
De nombreux policiers et ambulances ont été dépêchés sur place, et des hélicoptères survolent les lieux.

Cette fusillade est survenue au lendemain du meurtre par balle, par un élève de 13 ans, de huit enfants et d'un gardien dans une école de Belgrade, une tuerie qui a profondément choqué le pays.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Commémoration du 64^e anniversaire de la mort du colonel Si M'hamed Bougara

La ville de Khemis Miliana dans la wilaya d'Ain Defla, a commémoré vendredi le 64^e anniversaire de la mort du chahid colonel Si M'hamed Bougara, l'un des chefs de la Wilaya IV historique, tombé au champ d'honneur les armes à la main contre la soldatesque française.



Plusieurs activités ont été au programme de cette journée commémorative du martyr Si M'hamed Bougara, tombé au champ d'honneur le 5 mai 1959 à Ouled Bouachra (wilaya de Médéa), coïncidant avec le soixantenaire de l'Indépendance nationale, organisée par l'Assemblée populaire communale (APC) de Khemis Miliana, en collaboration avec le mouvement associatif local.

Lors de cette journée, dont les activités ont été lancées lundi dernier et se poursuivront jusqu'au 8 mai marquant l'anniversaire des massacres du 8 mai 1945, des courses cyclistes ont été organisées vendredi matin dans la ville de Khemis Miliana avec la participation de plusieurs catégories de différentes écoles de cy-

clisme de la wilaya. La veille, jeudi, un défilé des athlètes de différentes disciplines sportives a sillonné, dans l'après-midi, les principales rues de la ville. D'autres compétitions ont eu lieu le 1^{er} mai, notamment un semimarathon qui a connu la participation d'une vingtaine de wilaya et une course pédestre ciblant les personnes aux besoins spécifiques, à Khemis Miliana.

Par ailleurs, les organisateurs de l'événement ont prévu aussi, à cette occasion, plusieurs activités sportives, dont des compétitions de football, de boxe, de pétanque, d'arts martiaux et de tennis de table.

Pour rappel, au déclenchement de la Révolution, M'hamed Bougara était chargé de l'organisation de la résis-

tance armée à Amrouna, dans la localité de Tniel El-Had dans la wilaya IV historique.

Il avait participé, le 20 Août 1956, au congrès de la Soummam et fut désigné responsable politique et membre du conseil de la wilaya IV historique, puis promu, en 1958, au grade de colonel.

Il est resté à la tête de la wilaya et avait fortement contribué à l'organisation des structures opérationnelles de cette wilaya en mettant en place un système d'organisation militaire hiérarchisé et structuré.

Il est tombé au champ d'honneur le 5 mai 1959 à l'âge de 31 ans à Ouled Bouachra (wilaya de Médéa) avec plusieurs autres de ses compagnons d'armes.

La pensée des fondateurs de l'Association des oulémas musulmans algériens, un legs intarissable

Les ouvrages et écrits des fondateurs de l'association des oulémas musulmans algériens (AOMA) continue de guider et d'éclairer les penseurs, savants, prêcheurs et imams des mosquées par des positions constantes qui illuminent les esprits.

A l'occasion du 92^e anniversaire de la création de l'AOMA, des universitaires et chercheurs ont affirmé à l'APS que les fondateurs de cette association ont légué un patrimoine scientifique au travers de déclarations et positions constantes qui demeurent valables pour tous les temps bien que faites il y a un siècle. Le président du bureau de Constantine de l'AOMA, Abdelaziz Chelli (enseignant à l'université Emir Abdelkader) relève que Constantine est une cité historique de grande importance pour la culture islamique qui a été un centre de savants, de philosophes et d'historiens dont une partie étaient membres de l'AOMA créée en 1931.

Abdelhamid Ibn Badis, Moubarek El Mili, Larbi Tebessi et El Bachir El Ibra-

himi figurent parmi les principaux oulémas d'Algérie et arabes qui ont historisé le patrimoine culturel islamique de la cité pour le transmettre fidèlement aux générations montantes et ont assumé un rôle majeur dans la diffusion des préceptes de l'islam, l'enseignement du coran et la lutte contre l'analphabétisme. Ils ont fait cela au travers notamment de la publication de revues et livres sur l'histoire de l'Algérie et sa culture dans un effort visant à contrer les tentatives coloniales à effacer l'identité de ce pays.

Beaucoup de phrases et déclarations des membres de l'association, tirés de leurs écrits, sont devenues des "phrases qui ne s'éteignent point" à Constantine et dans le monde pour affirmer l'identité et les constantes du pays à l'instar de "le peuple d'Algérie est musulman et à l'Arabité il appartient" (Ibn Badis), "quiconque veut réformer une nation musulmane par autre chose de sa religion met en péril son unité, désagrège son corps et démolit son royaume par la même

intention de vouloir l'élever" (Moubarek El Mili), "Péril aux juifs et leurs alliés.

Ce que le sionisme a planté ne poussera pas et s'il pousse, il ne tiendra point".

"Construire" des hommes, legs immatériel des oulémas algériens

L'AOMA a laissé un patrimoine matériel constitué d'articles et de livres, d'écoles et de bibliothèques ainsi qu'un autre patrimoine immatériel composé de leçons présentées durant la lutte contre le colonialisme au travers desquelles les fondateurs de l'association ont formé des hommes qui ont libéré la patrie et les esprits, a souligné de son côté le président de la Fondation Abdelhamid Ibn Badis, le chercheur à l'université en histoire, Abdelaziz Filali.

Ibn Badis a concentré ses efforts sur l'édification d'établissements d'enseignement puis s'est dirigé vers la formation des hommes à l'instar d'Abderahmane Chibane (devenu ministre des Affaires Reli-

gieuses et des Wakfs), Brahim Mezhoudi (qui a pris part au congrès de la Soummam et est devenu membre du conseil de la Révolution), Abdelatif Soltani, Ahmed Hamani (président du Haut conseil islamique) et Mohamed Kheireddine (représentant du FLN à l'étranger). Le Pr Filali révèle ainsi qu'Ibn Badis donnait quotidiennement 10 cours ayant permis la formation de plus de 200 élèves au sein de l'institut qui en porte le nom et qui ont tous pris part à la Révolution libératrice dont Boulheraa Salah qui projetait déjà de porter les armes dès 1947.

Ibn Badis comme les autres 11 membres fondateurs de l'AOMA ont semé dans les esprits les valeurs religieuses et l'amour de la patrie pas seulement à l'Est du pays.

Le bureau d'Alger de l'AOMA à Nadi Ettaraqi (sis place des Chouhada à Alger) donnait à cette action une dimension nationale lui permet tant d'ouvrir des sections et des établissements à travers tout le pays dont la Medersa Dar El Hadith de Tlemcen.

La bataille de G'haliz (Blida) : une victoire mémorable des moudjahidine sur les forces françaises

La bataille de "G'haliz" qui a eu lieu en 1956 sur les hauteurs de Meftah, à l'extrême Est de Bilda et durant laquelle près de 400 soldats français furent abattus, fut l'une des plus mémorables batailles menées contre les forces françaises dans la wilaya IV historique durant la guerre de libération nationale, affirmant la direction locale des moudjahidine et des ayants droits à la veille de la commémoration de cette bataille.

Durant cette bataille qui s'est déroulée le 6 mai 1956, ayant coïncidé avec la dernière semaine du mois de Ramadhan, les moudjahidine avaient infligé une défaite cuisante aux forces coloniales françaises, et avaient récupéré une importante quantité d'armes, selon la même source. L'armée d'occupation avait perdu pas moins de 375 soldats, alors que l'armée de libération nationale (ALN) a perdu deux de ses éléments, sur un total de 120 moudjahidine ayant pris part à cette bataille, selon des documents remis à l'APS, par la direction des moudjahidine.

A l'origine de la bataille, des informations parvenues aux services de renseignements français, concernant une hausse des quantités de pain distribuées aux habitants du village, ce qui a éveillé leurs soupçons. Les forces coloniales avaient, alors, planifié une embuscade contre les moudjahidine, dans le village G'haliz. Ce projet d'embuscade parvint au chef du commando, Ali Khodja, qui ordonna la tenue d'une assemblée générale des habitants de la région, à la maison du Chahid Ammar Mechri.

Cette réunion aborda plusieurs points, dont la désignation de responsables aptes à assurer l'approvisionnement en nourriture et la surveillance. Le lendemain, le moudjahid Ali Khodja revint avec 40 moudjahidine pour tendre une embuscade à l'ennemi français. Ils disposaient, en tout, de quelques armes de guerre, une mitrailleuse et un pistolet-mitrailleur Mat 49, selon la même source.

Deux jours après cette réunion, quelque 45 soldats français cernèrent la maison du chahid Ammar Mechri aux environs de 7h00, où les moudjahidine les attendaient de pied ferme. L'affrontement entre les deux camps se termina par une première victoire des moudjahidine qui mirent à terre la majorité des soldats français, à l'exception de cinq d'entre eux qui avaient réussi à s'échapper vers la caserne, d'où ils revinrent avec une nouvelle troupe de combat. A son tour, le commando des moudjahidine fut renforcé par une Kaïba de 80 éléments, dirigée par Omar Hichem, permettant ainsi la poursuite de la bataille, pendant trois jours, marqués par d'importantes chutes de pluie et un épais brouillard.

A l'issue des combats, 375 soldats français avaient été abattus et 70 autres blessés, au moment où l'Armée de libération nationale (ALN) a accusé la perte des deux moudjahids, les chahids Mohamed Allag et Tounsi.

Des conditions météorologiques favorables aux moudjahidine

"L'épais brouillard qui avait enveloppé la région durant la bataille et les importantes précipitations ont constitué de précieux alliés pour les moudjahidine, en raison de leur parfaite connaissance de cette région montagneuse", a estimé le professeur et chercheur en histoire de la ville de Meftah, Amrouche Noureddine. M. Amrouche a souligné que "de nombreux soldats français ont été tués par des + tirs amis - sans discernement, en raison du brouillard qui rendait la vision nulle et ne permettait pas l'identification des cibles.

Un fait exploité par les moudjahidine pour s'emparer d'un grand nombre d'armes, mis à profit dans des batailles et affrontements ultérieurs avec l'armée coloniale française". Par crainte des représailles des forces coloniales suite à cette défaite, de nombreux habitants de G'haliz ont fui le village vers la ville de Meftah et les régions environnantes. Mais c'était sans compter sur la rancœur et la perversité de l'armée française qui, quatre jours après la bataille, soit le 10 mai 1956, perpétra un véritable massacre dans la ville de Meftah, pour venger la mort de ses soldats.

C'est ainsi que de nombreux civils algériens furent exécutés sans état d'âme, alors qu'ils se préparaient à célébrer l'Aïd El-Fitr. Beaucoup d'entre eux sont tombés au champ d'honneur avant la destruction totale du village par le colonisateur qui en fit une zone interdite, a souligné M. Amrouche.

Après l'indépendance, la vie a repris ses droits dans ce village sis à l'entrée de la commune montagneuse de Djebabra et où une stèle commémorative de la bataille témoigne de l'échec cuisant de la France coloniale devant une poignée de moudjahidine, qui avaient, pour véritables armes, leur courage et leur foi en la justesse de leur cause.

FIN DE L'ANARCHIE DANS L'URBANISME La démolition des constructions illicites habitées obéira à un plan étudié (ministre)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, jeudi à Alger, que la démolition des constructions illicites habitées "obéira, à l'avenir, à un plan étudié après épuisement de toutes les voies de règlement administratives et réglementaires".

"En vue de conforter l'autorité de régulation administrative en termes d'application des règles d'aménagement et d'urbanisme et la constatation des infractions y afférentes, il a été procédé, en coordination avec le ministère de l'Habitat, à la mise en place d'une commission interministérielle ayant pour mission l'élaboration d'une loi régissant le fonctionnement et les missions de la Police urbaine conformément aux instructions du président de la République", a précisé M. Merad, lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par M.

Salah Goudjil, président de la Chambre haute du Parlement, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et de membres du Gouvernement. "La démolition des constructions illicites habitées obéira, à l'avenir, à un plan minutieusement étudié, mis en place en coordination avec les walis, et appliqué après épuisement de toutes les voies de règlement administratives et réglementaires", a-t-il ajouté.

Evoquant les mesures prises par son département pour mettre fin au phénomène des constructions inachevées, le ministre de l'Intérieur a mis en avant "les efforts permanents" des services de l'Etat pour l'éradication de ce phénomène qui défigure les villes sur le double plan urbain et esthétique, et ce à travers le recours à toutes les procédures juridiques et opérationnelles nécessaires.

A ce propos, le ministre a affirmé que son secteur œuvrait en coordination avec les départements ministériels concernés "à l'amélioration et la révision des différents textes de loi régissant les règles relatives à l'aménagement et à l'urbanisme, en fonction des besoins constatés sur le terrain ainsi que du contrôle de l'expansion du tissu urbain dont la loi relative à l'urbanisme et les autres textes réglementaires".

Il a ajouté que ses services centraux "mobilisent tous les moyens matériels et humains, afin de faciliter l'opération de délivrance des différents permis et certificats, et ce à travers la création d'un guichet unique dédié à cet effet, mais aussi la poursuite des procédures d'élaboration et de révision des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme, ainsi que les plans d'occupation des sols, outre la consécration des mécanismes de contrôle des infractions relatives à l'urbanisme". Dans le cadre de la lutte contre l'anarchie dans l'urbanisme, le ministre a rappelé "la promulgation de la loi 15-08 fixant les règles concernant la conformité des constructions, l'achèvement de leur réalisation ainsi que les mécanismes de réalisation, une loi reconduite à plusieurs reprises, la dernière en date étant en 2023, dans le but de permettre aux citoyens de régulariser leur situation". Concernant le bilan des demandes de la régularisation, M. Merad a fait état de "1.008.564 dossiers au niveau des communes au 3 août 2022, dont 735.444 ont été traités, soit 75% de ensemble des dossiers soumis. Parmi ces dossiers, 338.352 ont été acceptés, 171.286 ont été rejetés et 129.355 ajournés".

M. Merad a, enfin, déclaré que son secteur veillait à "faciliter les mesures administratives pour le traitement des demandes de régularisation, et réduire les délais de réponse".

INDUSTRIE

Nécessité de maîtriser les nouvelles technologies de la sidérurgie (Aoun)

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé jeudi au complexe Sider El Hadjar d'Annaba la nécessité de maîtriser les nouvelles technologies de la sidérurgie et de changer les modes de gestion.

Au cours de sa visite dans la wilaya en compagnie du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Fayçal Bentaleb, M. Aoun a indiqué que l'avenir de l'industrie sidérurgique est "tributaire de la maîtrise des nouvelles technologies et de la mise en œuvre de modes de gestion avec des approches économiques garantant l'efficacité pour parvenir aux objectifs tracés".

Dans son intervention à la salle des conférences du complexe sidérurgique à l'occasion de l'exposé fait sur cette usine et ses perspectives, le ministre a souligné que l'Etat algérien

"préserve ses acquis", rappelant que le complexe Sider El Hadjar "représente un des symboles de l'industrie lourde d'où l'accompagnement qui lui est assuré par les pouvoirs publics en vue de lui permettre d'atteindre les objectifs économiques tracés dans le domaine de l'industrie sidérurgique".

La maîtrise des nouvelles technologies, a ajouté Ali Aoun, vient à travers "la promotion et de la dynamisation de la formation et la conjugaison des efforts des cadres, des travailleurs et du partenaire social pour développer les performances du complexe".

Les deux ministres se sont enquis du fonctionnement du complexe dont l'activité du haut fourneau n 2 ayant bénéficié d'un programme de requalification.

Ils se sont également intéressés au processus de démontage de la structure du haut

RÉUNION DES MINISTRES DE LA CULTURE DU GROUPE DES 77 + LA CHINE

Mouloudji met en avant l'impulsion de l'Algérie en faveur de l'Afrique et de son développement

L'impulsion de l'Algérie en faveur de l'Afrique et de son développement économique, social et culturel a été mise en avant, depuis la capitale cubaine, La Havane, par la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji.

Dans son allocution à l'ouverture de la Réunion des ministres de la Culture du Groupe des 77 + la Chine, la ministre a rappelé "l'orientation et l'impulsion africaines données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de l'Afrique et de son développement économique, social et culturel par le raffermissement de nos engagements panafricainistes".

Pour le secteur de la Culture, la ministre a mis en lumière le développement par l'Algérie "d'actions et programmes de coopération et de soutien, aussi bien dans les domaines du patrimoine culturel que dans celui de la création et des industries culturelles".

Dans cette optique, l'Algérie s'est dotée, explique la ministre, "d'instruments pertinents (...) à même de prendre en charge ses patrimoines culturels en même temps qu'ils développent des



études universitaires, de recherches scientifiques, une expertise et des actions importantes en matière de préservation, de conservation, de restauration, de sauvegarde, de diffusion et de mise en circulation sociale de ses propres héritages culturels et de ceux de l'humanité".

L'Algérie qui "partage son potentiel, ses acquis, et ses expériences", souhaite voir ces héritages culturels "par-

tagés par le monde" et servir de "passerelles assurant un flux continu d'échanges dans un dialogue culturel permanent avec le monde", poursuit la ministre.

La ministre a également rappelé que l'Algérie, "fidèle à ses engagements panafricainistes", a demandé à l'Unesco de lui accorder l'honneur de créer et d'abriter sous ses auspices, un Centre de sauvegarde du patrimoine culturel immaté-

riel de tout le continent africain. Le Crespaf déploie une grande activité et vient tout juste de conclure les travaux d'un grand atelier de renforcement des capacités africaines ayant regroupé à Alger 44 pays autour de la question de l'état du patrimoine culturel immatériel du continent, a-t-elle indiqué.

La ministre de la Culture et des Arts a, par ailleurs, tenu à remercier l'Union africaine et l'ensemble des pays du continent d'avoir accordé à l'Algérie l'honneur d'abriter le Grand Musée de l'Afrique qui sera "consacré à la culture, les arts, la création et l'histoire du continent pour rappeler au monde que ce continent à partir duquel a commencé l'aventure humaine est aussi celui du présent et de l'avenir".

Mme Mouloudji prend part à la réunion des ministres de la Culture du Groupe des 77+ la Chine qui se tient à La Havane.

COMMERCE

Les opportunités d'augmenter le volume des échanges commerciaux au centre d'entretiens algéro-allemands

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu, jeudi à Alger, la délégation parlementaire du Land de Bavière (Allemagne), avec laquelle il a évoqué les relations de coopération commerciale et les opportunités d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays.

Lors sa rencontre avec la délégation parlementaire allemande conduite par le président de l'Union chrétienne-sociale en Bavière, M. Thomas Kreuzer, en présence de l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, M. Zitouni a passé en revue "les relations de coopération commerciale et les opportunités d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Allemagne, ainsi que les projets de partenariat pouvant être conclus", indique un communiqué du ministère.

Le ministre a réaffirmé, à cette occasion, "l'importance de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et l'Allemagne qui est considérée comme un véritable partenaire", mettant en avant les

nouvelles mesures visant à faciliter les investissements étrangers en Algérie prévues par la nouvelle loi sur l'investissement, ajoute la même source.

S'exprimant à la presse à l'issue de la rencontre, M. Zitouni a indiqué que "les entretiens ont porté sur les moyens de développer les relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne en vue de les hisser au niveau des relations politiques", exprimant "la volonté de la délégation allemande de s'enquérir de près des opportunités d'investissement en Algérie". Faisant état de plus de 60 sociétés allemandes activant en Algérie, le ministre a insisté sur "l'importance du marché algérien en tant que marché promoteur et porte de l'Afrique". La partie allemande a proposé deux types d'investissements, a-t-il fait savoir.

Il s'agit "de grands investissements dans l'industrie automobile (véhicules et camions), ainsi que d'investissements dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME), a-t-il précisé, ajoutant qu'il a été convenu d'accompagner le

développement des relations économiques entre les deux pays".

Le chef de la délégation allemande a, de son côté, déclaré que sa visite en Algérie vient souligner "la volonté de consolider les relations bilatérales algéro-allemandes", affichant l'intérêt des entreprises de son pays à investir en Algérie ainsi que l'importance de renforcer la coopération entre les deux pays.

Dans ce cadre, il a souligné que le Land de Bavière, représenté par la délégation parlementaire, était "non seulement un important site industriel en Allemagne, mais aussi l'une des régions les plus riches".

Il a, par la même occasion, mis en relief "la qualité des relations algéro-allemandes qui seront renforcées davantage à l'avenir dans plusieurs secteurs notamment celui de l'Énergie".

Pour rappel, la délégation parlementaire allemande avait entamé mardi une visite de quatre jours en Algérie, durant laquelle la délégation aura des entretiens avec plusieurs ministres et responsables.

matériels et équipements Ferroviaires d'El Bouni, M. Aoun a visité ses ateliers et suivi un exposé sur le programme de production.

Il a invité ses cadres à se diriger vers la production d'équipements pour les entreprises afin d'étoffer le cahier de charges de l'entreprise, assurer son positionnement sur le marché et la transformer en partenaire pour les divers secteurs. A El Bouni, les deux ministres ont visité l'usine CITAL de maintenance des rames de tramways.

Ils poursuivront leur visite en se rendant à l'agence régionale de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries où ils présideront la remise de contrats de travail et d'insertion des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnel et allocation de chômage.

ORAN

Hommage aux défunts journalistes Bencheikh Fatiha et Derioua Abdelkader

L'Association des Amis du journal "El Djoumhoria" a organisé, jeudi à Oran, un hommage aux défunts journalistes, Bencheikh Fatiha et Derioua Abdelkader, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse, coïncidant avec le 3 mai de chaque année, à laquelle ont assisté des journalistes et des étudiants en communication, en plus des familles et amis des défunts.

Les deux défunts ont rejoint le journal public El Djoumhoria, en 1986, où Derioua Abdelkader a occupé plusieurs postes, dont celui de rédacteur en chef, avant de rejoindre le secteur privé.

Il a également travaillé à l'université en tant que professeur de langue allemande et rédacteur en chef d'un journal, avant de décéder, le 17 janvier 2023. Quant à défunte Bencheikh Fatiha, elle avait exercé comme journaliste de la rubrique sportive, puis locale et régionale jusqu'à sa retraite en 2019. Elle est décédée, le 23 juillet 2019.

Cette rencontre, qui s'est déroulée au Musée du Moudjahid d'Oran, a vu la présentation de témoignages



vivants de confrères de la profession, qui ont partagé leur parcours aux côtés des journalistes d'écadés, saluant leurs qualités et leur grand esprit professionnel. Dans son allocution, le président

de l'Association des Amis du journal "El Djoumhoria" Djillali Abbassa, a souligné que cette initiative vise à "reconnaître les efforts consentis par les deux journalistes au service du mes-

sage médiatique" et à évoquer leurs qualités. Pour sa part, la directrice des Moudjahidine et Ayants-droit de la wilaya d'Oran, Khadija Bahloul, a souligné que "la relation entre les médias et l'histoire est solide", rappelant les plumes qui ont beaucoup contribué à la glorieuse révolution de novembre, à l'instar du journaliste Aïssa Messaoudi et le poète Moufidi Zakaria, qui a joué un rôle important dans la mobilisation durant la guerre de libération.

Les familles des défunts ont été honorées, en leur présentant des cadeaux symboliques et des peintures offertes par l'artiste spécialisé dans la calligraphie arabe, Taleb Mahmoud.

ANNABA

Les potentialités économiques aptes à générer de richesse et d'emplois (ministre)

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a affirmé jeudi à Annaba que les potentialités économiques de cette wilaya "ouvrent des perspectives à la création d'importantes opportunités d'emploi et d'activités productives".

Au cours de sa visite en compagnie du ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, du siège de l'Agence régionale de Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), M. Bentaleb a souligné que la dynamique attendue au niveau des zones industrielles aménagées pour l'accueil des projets économiques devra porter le nombre des employeurs de 1.400 actuellement à près de 5.000 opérateurs de sorte à contribuer à générer des emplois dans la wilaya.

Le ministre a porté l'accent sur les grands efforts déployés par l'Etat en matière d'emploi et de sécurité sociale par l'insertion professionnelle, l'augmentation des salaires et l'amélioration des revenus des retraités, considérant que "les travailleurs sont aujourd'hui appelés à protéger ces acquis sociaux et professionnels par le travail et l'édification de l'économie nationale".

Dans une déclaration commune des deux ministres de l'Emploi et de l'Industrie, M. Bentaleb a affirmé la nécessité d'exploiter les potentialités économiques de la wilaya d'Annaba pour créer de l'activité et engager une dynamique génératrice de richesse et d'emplois par des investissements qui servent le développement de la région.

Les deux ministres ont suivi au siège de la CACOBATPH un exposé sur la numérisation des prestations de la CNAS et des dispositifs d'aide à l'emploi.

Ils ont notamment insisté sur l'encouragement des employeurs à utiliser les services électroniques de la Caisse avant de présider la remise de contrats de travail permanents à des bénéficiaires de l'allocation chômage.

KHENCHELA

Vers l'ouverture d'un centre d'excellence de formation professionnelle dédié aux énergies renouvelables (ministre)

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi a fait part jeudi à Khenchela de la détermination de son département ministériel à ouvrir un centre d'excellence d'énergies renouvelables dans cette wilaya. Le ministre a précisé au cours de l'inspection de l'avancement des travaux du projet de réalisation d'un institut d'enseignement professionnel à Khenchela que le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels est déterminé à ouvrir un centre d'excellence dédié aux énergies renouvelables, affirmant le lancement de l'opération de recherche d'un partenaire national ou international expérimenté et de compétence avérée pour développer la formation dans ce domaine conformément à la stratégie de l'Etat. M. Merabi a indiqué au cours d'une conférence de presse animée au centre de formation professionnelle Messaoudi Hocine dans la commune de Khenchela que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels en collaboration avec les services de la wilaya de Khenchela et les associations de la société civile, compte organiser le mois de juin prochain, un salon national du tapis algérien.

Il a précisé que la wilaya de Khenchela dispose de compétences et potentialités naturelles, agricole, touristique et culturelle, lui permettant de devenir une wilaya pilote par excellence dans le domaine économique, ce qui donnera lieu à l'ouverture de perspectives pour les stagiaires et apprentis du secteur qui ont achevés leurs formations. Il a fait part qu'il a donné des instructions à l'effet de la réservation de l'institut national spécialisé de la commune de Kais à la formation dans les filières agricoles, et les différentes branches de l'agroalimentaire conformément à la vocation agricole de la région.

Le ministre a recommandé l'utilisation des nouvelles technologies dans la gestion des établissements de formation et d'enseignement professionnels notamment dans les spécialités agricoles, indiquant dans ce cadre "qu'il ne faut pas qu'on soit consommateurs des nouvelles technologies notamment dans le domaine agricole, mais on doit créer de nouvelles technologies d'autant que les compétences dans le domaine de l'innovation existent pour mettre en place les moyens nécessaires".

APS

MILA

20 pilotes à la 1^{ère} rencontre nationale de parapente à moteur

La première édition de la rencontre nationale de parapente à moteur été lancée vendredi en début de soirée à "Douar El Bidi" dans la commune de Mila avec la participation de 20 pilotes dont trois filles venues de différentes wilayas du pays.

Les pilotes participants à cet événement national représentent selon M. Ahmed Belmouhoub, président du Club de parapente de Mila, la partie organisatrice de la manifestation, 13 wilayas du pays dont Mila, Batna, M'sila, Béjaïa, Skikda et Guelma. L'objectif est de regrouper les pratiquants de ce sport à l'échelle nationale pour échanger leurs expériences et accompagner les nouveaux pilotes qui auront droit à des leçons pratiques de parapente à moteur

qui seront données par des spécialistes et sportifs expérimentés dans ce domaine, selon les organisateurs. Pour sa part, le président de la Fédération algérienne des sports aériens, Abdelmalak Hamoum a indiqué à l'APS que cette manifestation "première du genre" constitue une initiative "très importante" pour le Club Parapente de Mila qui a donné l'opportunité aux sportifs et praticiens de cette spécialité de se rencontrer pour échanger et développer davantage leurs compétences en la matière. Il a ajouté que la manifestation constitue "une occasion pour informer le public sur ce sport aérien et les conditions exigées pour le pratiquer pour les encourager à adhérer aux clubs spécialisés". Du côté des participants, le

sportif Fakhreddine Boulezaz de l'élite nationale de parapente à moteur et sans moteur a indiqué qu'il a rencontré à travers ce rendez-vous plusieurs sportifs de différentes wilayas du pays, ajoutant qu'ils participeront demain dans les démonstrations au niveau du barrage de Béni Haroun et partager avec le public cette expérience agréable nécessitant une bonne préparation, le contrôle de l'équipement de vol et les normes de sécurité ainsi que le respect de la vitesse des vents.

La rencontre nationale de parapente à moteur se poursuivra samedi par la présentation de spectacles à "Douar El Bidi" et sera clôturée par la remise d'attestations aux participants à cet événement.

TOUGGOURT

Un programme pour renforcer le parc des infrastructures juvéniles et sportives dans la wilaya (ministre)

Un programme de développement a été retenu en faveur de la wilaya de Touggourt pour renforcer son parc des infrastructures juvéniles et sportives, a affirmé jeudi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad.

S'exprimant lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M.

Hammad a indiqué que "la wilaya de Touggourt a bénéficié, à la faveur d'un financement global estimé à 606 millions DA pour l'exercice 2023, d'un programme de développement sectoriel composé de 29 opérations, portant renforcement et réhabilitation du parc des infrastructures juvéniles et sportives".

"Ces opérations sont appelées à consolider les installations du secteur, tout en permettant aux jeunes et enfants de la wilaya de pratiquer leurs activités dans des espaces appropriés", a-t-il souligné.

Le programme en question, comprend notamment des opérations de réhabilita-

tion de trois (3) stades de football implantés dans les communes de Touggourt et El-Alia, la réalisation d'un complexe sportif de proximité au niveau de ce site dernière, en plus d'une salle omnisports à Tebest, la restauration et la remise en état de deux (2) bouledromes à Nezla et Touggourt et la réhabilitation d'une dizaine d'établissements de jeunes à travers la wilaya, a-t-il fait détailler.

M. Hammad a fait savoir que son département ministériel a alloué également une enveloppe financière de 120 millions de DA pour la rénovation des installations sportives et juvéniles, ainsi que la réalisation d'un nouveau siège de la Direction de la Jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, pour 180 millions DA.

Le ministre a, dans ce sillage, mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais et les normes de réalisation de ces installations destinées à renforcer le patrimoine du secteur de cette wilaya du Sud-est, qui totalise actuelle-

ment 176 structures sportives et 29 établissements de jeunes.

Au cours de sa tournée, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique (25 mètres) à Témacine (sud de Touggourt), où il a instruit l'entreprise réalisatrice d'accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard enregistré dans la réalisation de cette structure, devant être réfectionnée lors de la prochaine saison estivale.

Toujours à Témacine, le ministre a inauguré un stade de 500 places, doté d'une pelouse artificielle.

Répondant aux préoccupations soulevées par des représentants des clubs sportifs, concernant le déficit en matière de soutien financier, le ministre a indiqué que ce problème est enregistré dans la plupart des wilayas, précisant que des démarches sont entreprises pour mobiliser tous les moyens d'accompagnement requis au profit des clubs et associations relevant

du secteur. Dans la daïra de Taïbet (Est de Touggourt), la délégation ministérielle a visité un projet d'une piscine semi-olympique, qui accuse un retard "considérable" en raison de difficultés financières qui entravent la réalisation des opérations restantes, entre autres, l'aménagement extérieur et la réalisation des réseaux divers, selon les explications fournies.

Le ministre a, à ce propos, affirmé que son département ministériel s'engage à éradiquer tous les obstacles afin de réceptionner ce projet dans les plus brefs délais.

Au terme de sa visite dans la wilaya de Touggourt, le ministre de la Jeunesse et des Sports a inauguré une piscine semi-olympique (200 places) à la cité El-Moustakbel (chef-lieu de wilaya), où il a appelé les responsables locaux du secteur à assurer le personnel d'encadrement qualifié pour s'occuper de la gestion de cette nouvelle structure, avant de donner le coup d'envoi d'une caravane nationale sur les dangers de la drogue.

NATIONALISATION DES MINES

Une célébration sur fond d'un ambitieux programme de relance du secteur

L'Algérie célèbrera samedi la date historique du 6 mai 1966, marquant la nationalisation des mines, sur fond d'un ambitieux programme de relance du secteur à travers le lancement de grands projets structurants dans l'objectif de contribuer de manière substantielle à la diversification de l'économie nationale.

La nationalisation, annoncée par l'ancien chef de l'Etat, le défunt Houari Boumediène, concernait onze principales sociétés minières, totalement récupérées et placées sous la tutelle du Bureau algérien de recherches et d'exploitations minières (BAREM), qui venait d'être créé. Il s'agissait notamment de la nationalisation des sociétés qui exploitaient, entre autres, les mines de fer et de cuivre d'Ouenza-Bou-Khadra (Tébessa), d'exploitation de fer d'El Halia (Mellana), de zinc et de plomb à Sidi Kamber (Constantine), de plomb et de zinc de l'Ouar-

senis, de zinc à Ain Arko (Guelma), de celle d'Aïn-Barbar (Annaba) et des sociétés des mines et carrières de Rivet El Maden à Meftah (Blida), ainsi que les mines de Hammam n'Bails de l'Ouarsenis.

Cette nationalisation avait été suivie par la création de la Société nationale de recherches et d'exploitations minières (SONAREM), en mai 1967, permettant au pays de lancer une multitude de projets, à l'instar du gisement mercuriel de Bou Ismaïl, des carrières de calcaires, de mines de plomb et zinc, ainsi que le développement de la production des mines de fer de Ouenza et de Boukhadra, et de celles du phosphate du complexe minier de Djebel Onk. Le recouvrement de la souveraineté nationale sur ces richesses du sous-sol et des sociétés en exploitation constituait, ainsi, une étape décisive dans le processus du développement socio-économique du pays, engagé dans une vision dynamique. Toutefois, le secteur avait connu durant les années 80 et 90 une période difficile marquée par une phase de restructuration de la SONAREM, ayant conduit à l'arrêt de développement de plusieurs opérations minières.

Durant ces décennies, le secteur était resté sous exploité en dépit de l'énorme potentiel minier inexploité.

Un plan d'action tracé pour redynamiser le secteur

Cette situation de sous-exploitation des ressources minières a conduit les hautes autorités du pays, sous les orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à placer le secteur des mines parmi les domaines prioritaires et au cœur de la stratégie de relance de l'économie nationale. A cet effet, un plan d'action sur la période 2020-2024 a été mis en place

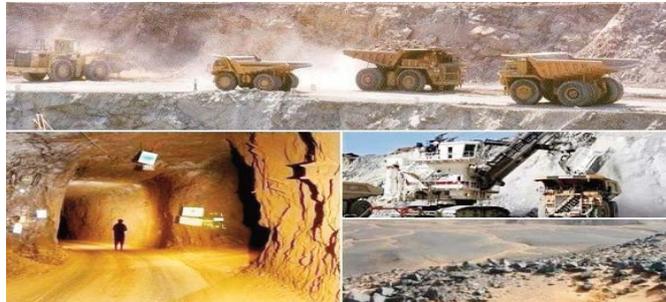
MINES

L'ORGM consolide ses actions pour la redynamisation du secteur

L'Office de recherche géologique et minière (ORGM), qui capitalise un savoir-faire de plus de 60 ans dans son domaine d'activité, consolide ses actions, dans le cadre de son programme de développement quinquennal, lancé en 2020, pour redynamiser le secteur des Mines. L'un des secteurs prioritaires pour la relance de l'économie nationale, a indiqué son P-DG Yahia Azri. Face à la détermination de l'Etat à redynamiser le secteur minier, l'ORGM est amené à jouer "un rôle décisif" dans la relance de l'économie nationale par la mise à disposition de l'industrie minière de nouveaux gîtes et gisements de diverses substances minérales, à travers les différents programmes d'études et de recherche minière, a relevé M. Azri dans un entretien accordé à l'APS, à la veille de la célébration de la nationalisation du domaine minier national, le 6 mai 1966.

Pour ce faire, a-t-il précisé, "un programme de développement avait été initié et s'articule essentiellement sur le renforcement du vivier de l'entreprise par des recrutements d'ingénieurs pour assurer la relève et l'intensification des formations de spécialisation que ça soit en Algérie ou à l'étranger si nécessaire".

L'ORGM, qui assure la prise en charge du programme de recherche minière de l'Etat et arrive à satisfaire les demandes des entreprises du Groupe Manadjim El Djazair, dont il dépend exclusivement depuis 2011, et les différents opérateurs miniers, emploie actuellement 550 agents, dont 120 ingénieurs dans le cœur du métier, a-t-il fait savoir. Ce programme de développement consiste également en l'acquisition de moyens de réalisation de plus en plus performants et modernes à l'effet d'augmenter les capacités de réalisations de l'entreprise et l'amélioration de la qualité de ses prestations et de



visant à redynamiser le secteur et lui permettre une meilleure contribution à la croissance de l'économie nationale.

Ce programme concerne la recherche des métaux de base, du cuivre, du fer, de la baryte, du soufre natif, du charbon, des sels potassiques, de l'or et métaux associés, ainsi que les terres rares. Parmi les priorités fixées, il est question de la révision du cadre législatif, du développement et de la modernisation de la cartographie minière, la concrétisation des grands projets industriels structurants, ainsi que le développement du capital humain.

Outre la finalisation de la révision de la loi cadre du secteur, les autorités ont pris une série de mesures en vue de faciliter l'investissement dans ce domaine en simplifiant les procédures relatives aux autorisations d'exploration et d'exploitation des ressources minières, ainsi que l'octroi d'incitations financières et fiscales attractives au profit des investisseurs tant algériens qu'étrangers. Un plan visant à renforcer la formation, la spécialisation, le perfectionnement et le recyclage de la ressource humaine est déjà entrepris.

Le Gouvernement a également procédé au lancement de grands projets structurants à l'instar du projet d'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf), du projet d'exploitation du plomb et du zinc de Oued Amizour (Béjaïa), ainsi que le projet du phosphate de Bled El-Hadba (Tébessa).

La mine de Gara Djebilet est mise en exploitation depuis juillet 2022 et devra répondre aux besoins de la sidérurgie nationale et de substituer aux importations en matières premières, estimées à 2 milliards de dollars, et devra exporter des quantités importantes, en sus de quelque 3.000 emplois créés.

Le Projet du phosphate intégré (PPI), quant à lui, doit permettre à l'Algérie d'être l'un des principaux pays exportateurs d'engrais et de fertilisants, avec une production annuelle prévisionnelle de plus de 6 millions de tonnes de produits phosphatés.

Quant au projet d'exploitation de gisements de zinc et de plomb à Oued Amizour, il revêt un caractère stratégique pour le pays, de par son potentiel minier exploitable estimé à 34 millions de tonnes pour une production annuelle de 170.000 tonnes de concentré de zinc.

autre laboratoire en cours de construction à Béchar pour la prise en charge des études et analyses des projets minières dans la région du Sud-Ouest. Dans l'optique de devenir une référence en Algérie et à l'étranger dans le domaine de la recherche minière, en maîtrisant tous les métiers des géosciences, de forage et de laboratoire, l'Office avait obtenu en novembre 2021 l'accréditation de son laboratoire selon le référentiel international ISO 17025, a rappelé M. Azri, tout en émettant le souhait que cette accréditation, la première en Algérie, ouvrira de nouveaux horizons à l'échelle nationale et internationale et permettra de capter une partie du marché des analyses, notamment des pays voisins. Grâce à cette accréditation, toutes les analyses et tous les tests de recherche géologique et minière, qui se faisaient auparavant dans des laboratoires accrédités à l'étranger, tel qu'il est exigé par les normes d'exploration internationales (JORC, NI 43-101, SAMREC), peuvent être réalisées en Algérie dans les laboratoires de l'ORGM, avec la compétence nationale qui ne manque pas d'atouts et qui fera certainement des économies en devise pour le pays, a-t-il noté. Ces nouvelles réalisations viennent s'ajouter à l'arsenal humain, technique et scientifique de l'Office, organisé en cinq directions régionales et disposant de tous les équipements nécessaires pour les travaux de topographie (Stations modernes) et géophysiques (Systèmes électriques, Gravimètres, magnétomètres, spectromètres, stations de diagraphie...) et d'engins pour les travaux miniers (Tranchées, fouilles) ainsi que d'un parc de sonde usés avec un ensemble de moyens logistiques pour une capacité de réalisation de plus de 20000 ML/an de forage carottage.

ORGM: des horizons à l'international

L'ORGM dispose de deux laboratoires des sciences minérales, un à Boumerdès et l'autre à Tamanrasset, de laboratoires de géotechnique et de valorisation et d'une usine pilote pour des essais en semi industriel de différents types de minerais, ainsi qu'un fonds documentaire, en plus d'un

CRÉDIT POPULAIRE ALGÉRIEN Les dépôts de la finance islamique ont dépassé les 25 mds DA

Les dépôts de la finance islamique au niveau du Crédit populaire algérien (CPA) s'élevaient à plus de 25 milliards de dinars, a indiqué jeudi le chef de département de la finance islamique de cette banque publique, Sofiane Mazari, ajoutant que le nombre des clients de la banque dans le cadre de la finance islamique dépasse les 35.000 clients.

Selon le bilan de la banque dévoilé par M. Mazari lors de la cérémonie du lancement du crédit sans intérêts destiné aux pèlerins, baptisé "Qard hassan hajji", le même responsable a fait savoir que les dépôts recourus dans le cadre de la finance islamique, deux ans après son lancement au niveau de la banque, s'élevaient à plus de 25 mds/da avec plus de 35.000 clients recensés dans ce créneau.

A ce propos, le directeur a expliqué que le CPA avait obtenu "des résultats positifs et réalisés de grands progrès dans ce domaine", soulignant que la banque offre 15 produits de la finance islamique au niveau de 96 bureaux à travers le territoire national. S'agissant du lancement officiel du produit "Qard Hassen Hajji" par le CPA dans le cadre de la finance islamique, M. Mazari a fait savoir que ce crédit, lancé pour la deuxième saison consécutive, avait obtenu le certificat de conformité à la Charia du Comité National de la Fatwa pour l'Industrie de la Finance islamique.

Indiquant que la valeur du crédit peut atteindre 300.000 da sans intérêts, M. Mazari a rappelé que ce crédit était destiné aux pèlerins "remplissant les conditions légales et réglementaires établies par les autorités compétentes dans ce domaine". "Qard Hassen Hajji" est destiné aux particuliers résidents, de nationalité algérienne, disposant d'un revenu stable et dont l'âge est inférieur à 75 ans", a-t-il ajouté avant de relever que le CPA permet aussi aux enfants ou conjoints du pèlerin de souscrire à ce crédit pour financer le pèlerinage du parent et/ou du conjoint". Concernant le remboursement du crédit, le responsable a précisé qu'il se fait sur 24 mois, après les trois premiers mois de l'obtention du crédit. Ce crédit intervient, selon M. Mazari "pour consolider les capacités financières des pèlerins et leur permettre de s'acquitter du coût financier du Hadj et d'accomplir le 5ème pilier de l'Islam en toute aisance", invitait "toute personne intéressée par ce financement à se rapprocher des bureaux de la finance islamique relevant du CPA".

De son côté, le président du Comité de contrôle chariaïque du CPA et membre du Haut conseil islamique (HCI), Saïd Bouizri, a estimé que "Qard Hassen Hajji" vient "consacrer la dimension sociale et culturelle, dans un contexte marqué par la hausse des coûts du Hadj". Dr. Bouizri a affirmé que ce crédit répondait aux aspirations des citoyens, ce qui devrait "soulager les pèlerins algériens".

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar stable après l'emploi américain

Le dollar qui est d'abord remonté vendredi, soutenu par un rapport sur l'emploi américain bien plus dynamique que prévu en avril, se stabilisait finalement face à l'euro.

Vers 19H00 GMT, le billet vert cédait 0,09% à 1,022 dollars pour un euro alors qu'il gagnait 0,27% à 1,0982 dollar pour un euro plus tôt en séance.

En avril, 253.000 emplois ont été créés, a annoncé vendredi le département américain du Travail, contre 165.000 en mars. Toutefois, des révisions importantes sont intervenues à la baisse pour les mois précédents, ce qui relativisait la vigueur des embauches en avril. "Mars et février ont été révisés en baisse de 149.000 embauches.

Ce rapport ne change pas l'idée que la Fed fera une pause dans les hausses de taux en juin", a ainsi commenté Nancy Vanden Houten, économiste pour Oxford Economics. En outre, si le taux de chômage a reculé à 3,4% contre 3,5% le mois d'avant, c'est aussi du fait d'une baisse du taux de participation au marché du travail qui mécaniquement fait reculer le taux de sans-emplois, a souligné l'analyste.

Toutefois, "un marché du travail robuste est une information à double tranchant: d'un côté, cela soutient la consommation et de l'autre, le risque que l'inflation reste plus élevée plus longtemps augmente", a noté Stephen Innes, analyste chez SPIAM.

Si l'inflation reste plus marquée, la Réserve fédérale américaine



(Fed) pourrait aussi être incitée à ne pas interrompre son cycle de hausse de taux.

Le président Jerome Powell avait laissé entendre mercredi que la banque centrale gardait ainsi ses options ouvertes.

Comme chez Oxford Economics, Andrew Hunter, de Capital Economics continuait lui aussi de croire que la Fed ne va pas "revoir ses plans, vu les indications que le marché de l'emploi refroidit", notamment avec la révision à la baisse des chiffres pour les mois précédents.

"Les chiffres de l'inflation la semaine prochaine donneront une idée plus précise", estime Richard Carter, analyste chez Quilter Cheviot, qui note par ailleurs qu'un autre rapport sur l'emploi sera publié avant la prochaine réunion

de la Fed. L'euro peinait par ailleurs alors que la BCE a elle aussi fait preuve d'une certaine prudence.

Elle n'a remonté ses taux que de 0,25 point de pourcentage, comme la Fed. La BCE n'a pas indiqué dans son communiqué qu'elle monterait encore ses taux, même si sa présidente Christine Lagarde a assuré que le cycle de resserrement n'était pas fini.

	Cours de vendredi 19H00 GMT	Cours de jeudi 21H00 GMT
EUR/USD	1,1022	1,1012
EUR/JPY	148,57	147,89
EUR/CHF	0,9817	0,9754
EUR/GBP	0,8722	0,8758
USD/JPY	134,79	134,29
USD/CHF	0,8907	0,8857
GBP/USD	1,2638	1,2574

INITIATIVE CÉRÉALIÈRE

L'ONU exhorte les parties concernées à travailler à l'extension de l'Initiative céréalière de la mer Noire (porte-parole)

L'Organe des Nations Unies travaille à l'extension de l'Initiative céréalière de la mer Noire et demande à toutes les parties concernées de s'engager de manière constructive, a indiqué vendredi Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Le Centre de coordination conjointe (CCC) n'est pas parvenu à un accord pour autoriser de nouveaux navires à participer à cette initiative, laquelle permet d'exporter des céréales ukrainiennes et d'autres produits agricoles à partir des ports de la mer Noire.

Le CCC poursuit son travail quotidien d'inspection des navires précédemment autorisés, a-t-il ajouté. Des représentants de l'ONU participeront à une réunion technique convoquée par le gouvernement turc sur l'initiative, en préparation d'une réunion de haut niveau qui aura lieu la semaine prochaine à Istanbul, a précisé M. Haq. "Nous attendons donc des discussions constructives et franches avec toutes les parties, dans le but de surmonter les difficultés et d'œuvrer à la poursuite et à la pleine mise en œuvre de l'initiative". Toutes les parties - la Russie, l'Ukraine, les Nations Unies et la Turquie - seront représentées à cette réunion de haut niveau de la semaine prochaine. Mais les noms des participants doivent encore être déterminés, a-t-il indiqué lors d'un point de presse quotidien.

La directrice de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rebeca Grynspan, s'est rendue vendredi à Moscou dans le cadre des consultations en cours avec de hauts responsables russes concernant l'engagement onusien à faciliter l'exportation sans entrave de produits alimentaires et d'engrais russes, y compris l'ammoniac, vers les marchés mondiaux, a poursuivi M. Haq. Le protocole d'entente entre la Russie et l'ONU sur la facilitation des exportations de denrées alimentaires et d'engrais russes est un accord parallèle à l'Initiative céréalière de la mer Noire. L'Initiative céréalière de la mer Noire a été signée séparément par la Russie et l'Ukraine à Istanbul avec la Turquie et l'ONU le 22 juillet 2022. Cet accord, initialement en vigueur pour 120 jours, a été prolongé à la mi-novembre 2022 pour 120 jours supplémentaires, jusqu'au 18 mars 2023.

EGYPTE

Fitch abaisse sa note

L'agence de notation Fitch a abaissé d'un cran la note de l'Égypte, de B+ à B, et l'a assortie d'une perspective "négative", laissant ainsi entendre qu'elle pourrait l'abaisser encore dans les prochains mois, inquiète de la situation économique du pays. "Le risque de financement externe a augmenté compte tenu des besoins élevés de financement", a détaillé Fitch, évoquant "un contexte de forte incertitude sur la trajectoire du taux de change et de réserves de liquidités externes réduites".

"Nous voyons un risque qu'une nouvelle transition retardée vers un taux de change flexible entame davantage la confiance et, potentiellement, retarde le programme du FMI", a précisé l'agence de notation.

Et son action "reflète également une détérioration marquée des paramètres de la dette publique", souligne Fitch. L'agence estime que si la trajectoire des coûts face aux recettes, y compris une nouvelle détérioration de ces coûts, n'est pas inversée, cela "mettrait en péril la viabilité de la dette à moyen terme". Fin avril, l'agence de notation S&P avait révisé la perspective de la note de la dette égyptienne, la passant de "stable" à "négative", du fait des "importants besoins de financement externe" qu'elle anticipe concernant les finances publiques. L'Égypte traverse l'une des pires crises économiques de son histoire, selon des économistes. En un an, la livre égyptienne a perdu la moitié de sa valeur face au dollar, tandis que les réserves en devises du pays ont fondu.

APS

253.000 emplois en avril, dépassant les attentes

Les Etats-Unis ont créé 253.000 nouveaux emplois au mois d'avril, selon les données publiées vendredi par le Bureau des statistiques du travail. Les salaires américains ont considérablement augmenté, signe que la demande de main-d'œuvre reste forte dans un contexte qualifié par les analystes de ralentissement économique. Les chiffres ont dépassé les attentes des analystes qui tablaient sur 180.000 nouveaux emplois. Le taux de chômage est passé à 3,4% en avril contre 3,5% en mars.

L'emploi américain redonne de l'élan aux marchés boursiers

Les marchés boursiers ont repris de l'élan vendredi au terme d'une semaine stressante, portés par un vigoureux rapport sur l'emploi qui illustre la résilience de l'économie américaine mais pourrait encourager la banque centrale américaine (Fed) à continuer de relever ses taux. Les in-

dices européens ont rebondi notablement, compensant leurs pertes de la veille: Paris a repris 1,26%, Francfort 1,44% et Londres 0,98%. A New York, le Dow Jones a avancé de 1,65%, l'indice Nasdaq s'est élevé de 2,25% et l'indice S&P 500 est monté de 1,85%. Evénement du jour, le marché de l'emploi aux Etats-Unis a rebondi de manière inattendue en avril, avec des créations d'emplois en hausse et un taux de chômage en baisse. Point d'attention particulier pour les investisseurs qui craignent une spirale inflationniste, les rémunérations ont poursuivi leur ascension en avril, sur un mois, au-dessus des attentes (+0,5% contre +0,3%).

Dans ce contexte, tous les yeux seront rivés mercredi sur les chiffres de l'inflation américaine. Si elle reste plus marquée, la Fed pourrait être incitée à ne pas interrompre son cycle de hausse de taux. Dans cette perspective, les taux d'intérêt des dettes des Etats progressaient nettement sur le marché obligataire. Celui de

ETATS UNIS

l'obligation allemande à 10 ans valait 2,27% contre 2,18% à la clôture de la veille. Son pendant américain s'élevait à 3,43% contre 3,37% la veille. Le moral des investisseurs a été soutenu par les résultats d'Apple (+4,69%) substantiellement au-dessus des attentes du marché grâce à une légère augmentation des ventes d'iPhone. Les actions des banques régionales américaines rebondissaient à Wall Street après avoir lourdement chuté la veille, notamment la Californienne PacWest, qui a rebondi de 81,70%. Dans la foulée, les banques européennes sont reparties à la hausse. Intesa Sanpaolo est monté de plus de 3% à Milan après avoir rapporté un bénéfice net supérieur aux prévisions des analystes.

A Paris, BNP Paribas a pris 3,49% et Société Générale 2,98%. A Francfort, Deutsche Bank a progressé de 3,16% et Commerzbank de 4,40%. L'équipementier sportif allemand Adidas (+7,97%) a réjoui les investisseurs après avoir annoncé une perte moins lourde

que prévu, 39 millions d'euros, l'entreprise étant pénalisée par l'arrêt brutal des baskets Yeezy du rappeur américain Ye, anciennement appelé Kanye West.

Du côté du pétrole et des devises, vers 20H40 GMT, l'euro était quasiment stable face au billet vert, à 1,019 dollar pour un euro (0,06%). Les cours du pétrole sont vivement remontés vendredi, galvanisés par le rebond des créations d'emplois, éloignant les craintes de récession et d'une contraction de la demande de brut. Mais les cours du brut restent sur une perte hebdomadaire, après avoir plongé tout au long de la semaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a avancé de 3,86% à 75,30 dollars.

La revanche perdue plus de 5% depuis le début de la semaine.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, a gagné 4,05% à 71,34 dollars mais a lâché quasiment 6% sur la semaine.

FRANCE

La production industrielle repart à la baisse en mars (Insee)

La production industrielle française a baissé de 1,1% en mars après un rebond en février, plombé par des reculs dans plusieurs secteurs, de la pharmacie à l'énergie et le BTP, en passant par le raffinage, particulièrement affecté par les grèves, a indiqué l'Institut français de la statistique (Insee). L'activité de cokéfaction et de raffinage, qui ne représente qu'une petite partie de l'industrie française, a chuté de 46% sur un mois "en raison des mouvements de grève", explique l'Insee dans un communiqué. La production automobile a légèrement progressé, de même que la métallurgie et le textile. L'Insee a revu à la hausse l'indicateur de février, avec un rebond de 1,4% de la production, contre 1,2% estimé initialement. Sur un an, la production industrielle est en baisse de 0,5% au

premier trimestre. La production de l'industrie manufacturière, une partie de l'indicateur industriel total, est en hausse de 0,5% sur un an mais en baisse de 1,1% sur un mois après une hausse en février. Elle est globalement stable depuis fin 2020, après le lourd plongeon lié à la pandémie de Covid-19. Dans le détail, la fabrication de matériels de transports, qui avait tiré l'indice en février, est resté stable (+0,2%) en mars, avec une hausse de 0,9% pour l'automobile et une baisse de 0,4% pour les "autres matériels de transport" qui comprennent notamment les avions. La pharmacie poursuit son recul avec -8,4% en mars, pour atteindre -7% au premier trimestre sur un an, et l'agro-alimentaire marque le pas (-0,2% en mars contre +1,5% en février). "Dans le contexte

de renchérissement de l'électricité et du gaz, les branches intensives en énergie sont particulièrement exposées à la hausse de leurs coûts de production, susceptible de peser sur leur production", note l'Insee, citant la sidérurgie (-23% sur un an au premier trimestre) et la fabrication de pâte à papier, papier et carton (-26%). En dehors du secteur manufacturier, la production d'énergie (électricité, gaz, vapeur et air conditionné) a reculé de 1,2% comparé à février. La construction est en baisse de 0,9% en mars et quasi-stable au premier trimestre. Après une hausse de 2,6% du PIB sur l'ensemble de 2022, l'activité économique française a continué de résister et de croître légèrement en début d'année 2023, avec une hausse de 0,2% au premier trimestre.

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE Les associations une "interface" entre la société et les institutions (spécialistes)

Les associations constituent un "partenaire incontournable" dans la lutte et la prévention contre les stupéfiants et une "interface" entre la société et les institutions, s'accordent à dire, dans des déclarations à l'APS, des spécialistes.

Dans ce sens, le responsable de la Promotion de la Santé mentale au ministère de la Santé, le Pr Mohamed Chakali, a tenu à mettre en garde contre la menace "croissante" des stupéfiants en Algérie, touchant en particulier les jeunes, considérant que la société civile "a un rôle très important à jouer dans le cadre des efforts de prévention, de sensibilisation et d'accompagnement menés sans relâche par les pouvoirs publics".

Il a suggéré de faire contribuer les associations mais aussi les anciens toxicomanes aux efforts de lutte à travers leurs témoignages.

Le Pr Chakali a mis en avant l'importance d'impliquer tous les secteurs dans les campagnes de sensibilisation, insistant sur "la multiplication des formations complémentaires dédiées au personnel médical spécialisé dans la prise en charge des personnes sous l'emprise de la drogue".

Il a rappelé à ce propos que le ministère de la Santé avait formé, depuis 2018, quatre promotions de médecins généralistes.

Une démarche, a-t-il estimé, qui demeure insuffisante.

Le Pr Messaoudi Abdelkrim, chef de service à l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) de psychiatrie de Chéraga, a regretté pour sa part, "la propagation des différentes drogues en Algérie, surtout dans le milieu des jeunes, cible des réseaux criminels", constatant que "de plus en plus de jeunes consomment des drogues dures qui agissent directement sur le cerveau".

"Le centre de soins intermédiaires des addictions ouverts en 2014 a été érigé en 2016 en unité de soins des addictions, qui reçoit des patients venus de toutes les wilayas du pays avec une moyenne de 40 consultations par jour", a précisé le spécialiste.

Il a expliqué que "son unité a entamé, depuis l'année dernière, des soins par substitution par méthadone (médicament qui soulage les douleurs de la dépendance) en plus des soins nécessaires aux malades addicts sur les plans psychologique, médical et biologique mais aussi la prise en charge et l'accompagnement à domicile des toxicomanes".

Le Pr Messaoudi a indiqué, en outre, que la prise en charge des personnes dépendant de la drogue "doit être pluridisciplinaire et reposer le plus souvent sur l'association d'une prise en charge psychologique individuelle et collective, d'un traitement médicamenteux pour les addictions à certaines substances et d'un accompagnement social".

Il a mis en avant le rôle des acteurs de la société civile et des associations dans le domaine de la prévention de la toxicomanie, en appui aux efforts déployés par les pouvoirs publics ainsi que le rôle des parents dans le contrôle et le suivi des comportements de leurs enfants en vue d'agir au moment opportun".

Le Pr Rachid Belhadj, chef de service de médecine légale au Centre Universito-Hospitalier (CHU) Mustapha Bacha, a également mis en garde contre "les proportions que prend le phénomène en Algérie", soulignant que le nombre de toxicomanes que reçoit son service est en hausse chaque semaine.

Il a fait savoir qu'un projet de création d'une unité de prise en charge de toxicomanes dotée d'équipements de pointe est en cours de réalisation au niveau du CHU Mustapha Bacha pour faciliter au service des urgences et réanimations de poser le bon diagnostic.

"Nous sommes aussi en train de réfléchir à la création d'unités d'addiction multidisciplinaires", a-t-il conclu.

HABITS TRADITIONNELS

Le turban "Toutia" résiste à l'oubli

Le port du turban "Toutia", jadis en vogue dans les wilayas de l'Ouest du pays, enregistre un recul remarquable sous l'effet de mutations sociales et culturelles.

Ce couvre-chef traditionnel du patrimoine matériel et immatériel algérien qui supplantait les chapeaux et casquettes en raison de son originalité et de ses valeurs historique, culturelle et esthétique, faisait des émules parmi les grands et les petits, à une époque non lointaine.

À l'instar de différents turbans portés dans les quatre coins du pays, "Toutia", appelée communément "Razza safra", représentait le symbole de l'authenticité, de la magnanimité et de la bienveillance pour les Oranais qui l'utilisaient pour se protéger contre le froid et contre les coups de soleil, tout en le considérant comme signe de beauté et d'élégance lors des fêtes et cérémonies, mais aussi lors de réunions et rencontres de bon aloi, selon des artisans.

Du point de vue croyance, d'aucuns voient en cette étoffe une signification religieuse, conçue comme un couvre-chef perpétuant la Sunna du prophète Mohamed (QSSSL), selon Mokhtar, un octogénaire qui porte jalousement une "Toutia", soutenant mordicus que garder la tête nue était une "infraction" à la religion et aux coutumes et traditions.

Dans la mémoire collective, le turban est considéré comme expression de l'identité que le colonisateur français tentait, en vain, d'effacer en usant de tous les moyens, a-t-il dit.

À titre illustratif, Mokhtar a rappelé que le colonisateur français se faisait un malin plaisir d'ôter aux Algériens jugés gênants leurs turbans pour leur ligoter avec les mains et les humilier, geste qui représente une offense pour le peuple algérien qui considère le turban comme un prestige et une source de fierté.

Le lui ôter c'est le railler, le bafouer et l'humilier.

S'il les avis divergent quant à la date d'apparition du turban "Toutia", tout le monde s'accorde à dire que cette coiffure masculine traditionnelle existe depuis bien des siècles dans toute l'Algérie, notamment dans l'Ouest du pays.

L'appellation "Toutia" est



relative aux motifs reproduisant les fruits du mûrier, à la forme d'un pois-chiche, parfaitement brodés en fils de soie sur du tissu importé et/ou confectionné localement, a expliqué à l'APS la doyenne des couturières d'Oran, Fatima Sedar.

Le port de cette pièce traditionnelle de trois mètres de long et 40 centimètres de large diffère d'une région à une autre et d'une wilaya à l'autre.

Le turban de la région des Beni Chougrane (Mascara) diffère de celui d'Oran, de Relizane et de Mostaganem, selon l'artisanne Fatima Sedar, qui a relevé que le turban se porte avec un pantalon large, un gilet, une gaine, des chaussures "Zaggai" ou "Zit Zit", une montre de poche, une abaya (large manteau), le tout drapé dans un burnous assorti d'une canne, comme signe d'élégance.

Le turban "Toutia" ne prend pas une forme circulaire et est de trois couleurs. Chaque couleur renvoie à une indication, une région.

La couleur jaune était en vogue à Oran et nombre de wilayas dont Relizane, Tiaret, Saïda et Sidi Bel-Abbès.

Les Mostaganémois ont plutôt un attrait pour la couleur brune.

La couleur rougeâtre est peu prise, a indiqué un commerçant au marché du quartier populaire "Medina Jdida".

Porté jusqu'à la fin des années 80 du siècle dernier, ce turban, ou comme

aiment à l'appeler certaines personnes "33 tours", enregistre un recul remarquable sous l'effet de mutations sociales et culturelles.

En effet, devant la prolifération de variétés de couvre-chefs de pays arabes et l'utilisation de plus en plus généralisée de chapeaux occidentaux (casquettes, bérets, ...), l'engouement pour la "Razza safra" s'est estompé au fil du temps, rendant ce turban quasi absent sur les étalages, à l'exception des boutiques de la place "Tahtaha" à haï "Medina Jdida" considérée comme le plus grand marché d'habits traditionnels dans l'Ouest algérien.

Par conséquent, le prix peut dépasser les 7.000 DA le turban qui n'est désormais acquis que par certaines personnes financièrement aisées.

Cependant, le turban "Toutia" enregistre, à ce jour, une forte présence sur la scène artistique, notamment dans les manifestations culturelles dont les spectacles de cavalerie "Fantasia", organisés lors des Waâdas et les galas et soirées de la chanson berbère, à l'image de grands chanteurs dont le regretté Cheikh El Djillali Ain Tédelès.

Le port de ce turban est encore observé chez de jeunes poètes du Melhoun lors de festivals et lectures poétiques du patrimoine et des personnages dans des œuvres théâtrales et cinématographiques renvoyant à des périodes et des époques de l'histoire glo-

rieuse de l'Algérie.

Démarches pour la réhabilitation de ce legs

À l'instar du regretté artiste Hassan El-Hassani dit "Boubagra", qui portait un turban jaune dans ses différentes œuvres, l'humoriste Houari Louz, natif d'Oran, tient à mettre en lumière le turban "Toutia" comme patrimoine culturel algérien, dans ses œuvres télévisuelles, des représentations théâtrales et des sketches et lors de cérémonies d'ouverture et de clôture de manifestations théâtrales au niveau national et à l'étranger, et même lorsqu'il se présente sur la scène pour recevoir un Prix.

L'association du club de l'artisan de couture "Mains d'or" œuvre, de son côté, à faire la promotion du turban "Toutia" et du turban blanc "Kenbouche" lors de défilés de mode consacrés à l'habit traditionnel et de manifestations culturelles sur le patrimoine organisées de temps à autre par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) d'Oran, selon le président de l'association Abdelwahab Charef Afghoul, qui est vice-président de la CAM.

Des amateurs du patrimoine à Oran trouvent que le port de turbans par des agents et serveurs dans les restaurants étoilés, les complexes touristiques et les établissements hôteliers classés, est "nécessaire" pour la réhabilitation de ce legs culturel et sa promotion en produit touristique et culturel de marque algérienne.

ASSASSINAT D'UN HOMME D'AFFAIRES À BATNA

De nouveaux rebondissements révélés par la DGSN

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a révélé, vendredi, dans un reportage vidéo, de nouveaux rebondissements liés à l'affaire du meurtre de l'homme d'affaires Benyahia Abderrazak, perpétré durant le mois Ramadan devant son domicile à Batna, et dont l'auteur et ses acolytes ont été arrêtés.

Les faits remontent au 18 avril dernier, lorsque l'homme d'affaires, Benyahia Abderrazak (63 ans), était en train de garer sa voiture devant son domicile vers 23:30.

À ce moment-là, un individu caché sous un djilbab est descendu de son véhicule qui suivait la victime et sa femme, et a sorti un fusil à pompe pour tirer trois coups de

feu mortels avant de prendre la fuite.

Le reportage indique que le service de Police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya de Batna a immédiatement ouvert une enquête pour élucider le crime dont l'auteur a tenté d'effacer toute preuve matérielle en utilisant une fausse plaque d'immatriculation sur le véhicule qu'il conduisait et en se dissimulant sous un djilbab pour cacher son visage.

L'auteur du crime avait quitté, il y a quelques mois, le territoire national à destination de la Tunisie, avant de retourner en Algérie de manière clandestine, sans passer par les points de contrôle frontaliers, pour écarter les soupçons, souligne

la même source. Les enquêteurs ont pu démêler l'écheveau de ce crime grâce à un important travail de renseignement et à l'utilisation de moyens de pointe, qui ont permis l'arrestation de l'auteur "D.K." (47 ans) et de ses acolytes, dont une femme.

Selon les détails fournis par la Direction générale de la Sûreté nationale, l'arme du crime a été retrouvée dissimulée dans une boîte métallique bien fermée et enterrée dans un lieu de pâturage.

L'expertise a révélé que le fusil à pompe de fabrication étrangère retrouvé dans la boîte était celui utilisé dans le crime, selon la même source qui précise qu'un pistolet, des munitions de guerre et une quantité de

drogue avaient également été découverts.

Les investigations ont aussi permis de récupérer le véhicule utilisé dans le crime et les autres véhicules utilisés par l'auteur pour se déplacer en brouillant les pistes, ainsi que les vêtements féminins qu'il portait au moment de l'homicide.

L'accusé principal dans cette affaire, qui a choqué l'opinion publique nationale, a été incarcéré, des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre de deux (2) accusés dans cette affaire, alors qu'en outre (3) autres accusés ont été placés sous contrôle judiciaire, avait indiqué, jeudi, le procureur de la République près le Tribunal de Batna.

ENVIRONNEMENT

Le PAM et le PNUE s'accordent pour renforcer la sécurité alimentaire et hydraulique mondiale

Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont signé vendredi un accord à Nairobi, capitale du Kenya, pour améliorer la sécurité alimentaire, hydraulique et environnementale des communautés vulnérables partout dans le monde.

Les deux agences de l'ONU travailleront avec les communautés locales, les gouvernements, les organisations régionales, les partenaires des Nations Unies et d'autres parties prenantes pour restaurer les écosystèmes dégradés et mettre à niveau des actions pour s'adapter à la crise climatique, et soutenir des pratiques agricoles durables, selon cet accord. "Si nous travaillons ensemble plus étroitement, nous pouvons produire un impact réel et significatif. Nous pouvons améliorer l'atténuation et l'adaptation climatiques. Nous pouvons soutenir



les populations vulnérables pour faire face aux conflits induits par la nature et aux catastrophes naturelles", a déclaré le directeur exécutif du PNUE, Inger Andersen, dans un communiqué conjoint publié à Nairobi.

La directrice exécutive du PAM, Cindy McCain, a déclaré que l'implantation mondiale et l'échelle opérationnelle du PAM, combinées à l'expertise scientifique du PNUE, aideraient les gouvernements, les communautés et les familles en première ligne face à la crise climatique à mieux se protéger.

MEXIQUE

10 migrants colombiens portés disparus retrouvés vivants

Les autorités mexicaines de l'Etat de Sonora (nord-est) ont annoncé avoir retrouvé 10 migrants colombiens qui auraient été enlevés au moment où ils tentaient de franchir la frontière avec les Etats-Unis.

"Les 10 migrants colombiens signalés disparus à San Luis Río Colorado par leurs proches ont été retrouvés vivants", a déclaré sur sa page Facebook le bureau en charge de la sécurité dans cet Etat.

Le groupe de Sud-Américains a été retrouvé près d'une station-service, à environ deux kilomètres du péage de l'autoroute menant à San Luis Río Colorado, une ville située à la frontière avec l'Etat américain de l'Arizona, a indiqué le bureau du procureur de Sonora.

"Les sept hommes et les trois femmes sont en bonne santé", a précisé l'agence.

Les autorités n'ont pas donné de détails sur les circonstances de leur découverte ni précisé s'ils avaient été victimes d'un

enlèvement. L'organisation 1800Migrante a rapporté sur sa page Facebook que l'enlèvement aurait eu lieu le 2 mai alors que ces Colombiens voyageaient à bord d'un bus qui a été intercepté par des criminels présumés.

Un parent de ces victimes, qui a réussi à rester dans le véhicule, a affirmé que "la mafia les avait enlevés" avant d'entrer à San Luis Río Colorado.

Selon 1800Migrante, les Colombiens étaient membres d'une même famille qui a fui son pays, où ils avaient été "victimes d'actes criminels et de menaces contre leur intégrité".

L'organisation a également indiqué qu'ils voyageaient dans un bus appartenant à une entreprise impliquée dans l'enlèvement de 63 migrants originaires d'Equateur, de Colombie, du Venezuela, du Pérou, de la République dominicaine et du Mexique. Les membres de ce groupe, qui traversaient l'Etat de Sonora

pour se rendre à la frontière, avaient tous été sauvés fin d'avril.

Le mois dernier également, quatre Colombiens ont été tués et quatre autres blessés lorsque leur véhicule qui roulait vers la frontière américaine a été la cible de tirs de membres d'une organisation criminelle dans l'Etat de Zacatecas, au nord du pays.

Ces incidents surviennent au moment où les autorités mexicaines exhortent les migrants à ne pas se laisser duper par les passeurs qui répandent la rumeur selon laquelle ils pourraient entrer librement aux Etats-Unis lors de la levée, la semaine prochaine, des règles sanitaires prises durant la pandémie.

La frontière ne sera "pas ouverte" la semaine prochaine, malgré la levée annoncée de la mesure sanitaire permettant d'expulser sans délai les migrants, a encore insisté vendredi le ministre américain de la Sécurité intérieure.

JAPON

Un mort et 23 blessés dans un puissant séisme

Les autorités évaluent les dommages samedi à l'heure du puissant séisme qui a fait un mort et 23 blessés dans le centre du Japon, et a été suivi de plus de cinquante répliques.

Le tremblement de terre de magnitude 6,5 s'est produit à 14H42 (05H42 GMT) dans le département d'Ishikawa, selon l'Agence météorologique japonaise (JMA).

Elle avait dans un premier temps estimé la magnitude à 6,3.

Samedi matin, au moins 55 répliques avaient été enregistrées depuis la secousse initiale, selon la même source,

qui a en outre mis en garde contre les risques de glissements de terrain dans la région.

Au moins 23 personnes ont été blessées, a indiqué l'agence nationale de gestion des crises dans un communiqué samedi. "Notre personnel évalue les dommages dus au tremblement de terre", a indiqué un responsable de la ville de Suzu, dans le département d'Ishikawa, qui a été la plus fortement touchée.

Deux personnes coincées dans un bâtiment détruit ont été secourues, a-t-il ajouté, et environ cinquante personnes ont été hébergées en urgence

dans des écoles et dans l'hôtel de ville.

Vendredi, le porte-parole du gouvernement nippon, Hirokazu Matsuno, avait fait état devant les médias d'un bilan d'un mort, ajoutant que l'effondrement de plusieurs bâtiments avait été signalé.

La victime est décédée après être tombée d'une échelle à Suzu, sur la côte de la mer du Japon, selon un responsable de la gestion des crises de cette ville. Le séisme a atteint par endroits le niveau 6+ sur l'échelle japonaise Shindo qui en compte 7.

L'institut d'études géologiques américain USGS a pour

sa part estimé la magnitude du séisme à 6,2 et l'a situé légèrement au large de la côte, tandis que l'agence japonaise a placé l'épicentre sur la terre ferme.

Les tremblements de terre sont fréquents au Japon, qui se trouve sur la "ceinture de feu" du Pacifique, une zone de forte activité sismique qui s'étend à travers l'Asie du Sud-Est et le bassin Pacifique. L'archipel a de strictes normes de construction pour que ses bâtiments soient capables de résister à de fortes secousses.

Des exercices d'urgence pour se préparer à une secousse majeure sont régulièrement organisés.

JAPON

Le centre touché par le séisme se prépare à de nouvelles répliques, ainsi qu'à de nouvelles pluies

La préfecture d'Ishikawa, au centre du Japon, demeurerait samedi en état d'alerte maximale pour les répliques après le séisme de magnitude 6,5 qui avait frappé la région la veille, faisant un mort et 22 blessés.

De fortes pluies sont par ailleurs attendues sur la région. L'Agence météorologique japonaise (JMA) a averti que de fortes répliques pourraient se produire en l'espace d'une semaine environ après le tremblement de terre initial de vendredi après-midi, qui a atteint le niveau 6

sur l'échelle japonaise d'intensité sismique allant jusqu'à 7 à Suzu, à l'extrémité de la péninsule de Noto. Un homme de 65 ans est mort à Suzu lors du séisme de vendredi après être tombé d'une échelle et la ville a déclaré que 22 autres personnes avaient été blessées.

Plus de 50 répliques ont déjà été enregistrées dans la région en date de samedi 8h00 heure locale, dont un séisme de magnitude 5,8 vendredi soir, a déclaré la JMA, qui a par ailleurs averti que de fortes pluies pourraient déclencher des

glissements de terrain dans les zones où le sol a été remué par les secousses. L'agence météorologique a déclaré que la préfecture pourrait recevoir des précipitations allant jusqu'à 30 millimètres par heure de samedi soir aux premières heures de dimanche, avec jusqu'à 120mm prévus pour la région de Noto au cours des 24 heures jusqu'à 6h00 dimanche. Les autorités locales ont commencé à évaluer les dégâts causés par le séisme après avoir reçu des informations faisant état de bâtiments effondrés.

CANADA

La région de l'ouest frappée par des inondations et des premiers feux de forêt

L'arrivée soudaine de températures anormalement élevées, dépassant début mai par endroits de 10 C les normales de saison, a déclenché dans l'ouest du Canada des inondations mais aussi des dizaines d'incendies, forçant des milliers de personnes à évacuer.

L'ouest et le centre du Canada, où se concentre une grande partie des terres agricoles, connaissent actuellement des conditions "anormalement sèches" voire une "sécheresse grave" par endroit, selon les derniers relevés du gouvernement canadien. Vendredi, dans la province de l'Alberta, la plus touchée par les feux de forêt actuellement, il est fait état de plus de 70 feux actifs, et plusieurs hors de contrôle. Quelque 13.000 habitants sont visés par des ordres d'évacuation, selon les autorités.

Le principal foyer situé à Fox Lake, dans le nord de la province, s'étend sur près 1.500 hectares et a déjà consommé une petite localité comprenant une vingtaine de maisons.

La Colombie-Britannique, sur la façade pacifique, est doublement touchée: plusieurs feux sont actifs à l'intérieur des terres et le sud de cette province est menacé par une rapide fonte des neiges qui a fait monter le niveau des rivières, dont certaines sont sorties de leur lit.

Et selon les autorités, les fortes pluies prévues durant le week-end pourraient aggraver la situation. "Plusieurs jours de températures exceptionnellement chaudes ont entraîné une fonte des neiges rapide et des débits élevés dans une grande partie de l'intérieur de la Colombie-Britannique, avec de graves inondations en cours dans certaines régions", ont expliqué les autorités de la province. "De graves inondations sont possibles, et des inondations extrêmes atteignant des niveaux historiques sont plausibles, dans les régions qui reçoivent de fortes précipitations en plus de la fonte rapide de la neige", ont-elles ajouté, précisant que "les niveaux maximums des rivières sont attendus entre samedi et lundi".

Depuis quelques années, l'ouest du Canada est frappé à répétition par des événements météorologiques extrêmes, dont l'intensité et la fréquence sont accrues par le réchauffement climatique. Outre des inondations catastrophiques, la Colombie-Britannique a également été frappée, il y a deux ans, par les effets d'un dôme de chaleur "historique", qui a fait des centaines de morts et a été suivi par d'importants incendies.

COLOMBIE

Un ex-footballeur colombien arrêté une troisième fois pour trafic de drogue

L'ex-footballeur de la sélection colombienne Diego Leon Osorio a été arrêté, le 8 avril, pour la troisième fois dans une affaire de trafic de drogue, a annoncé vendredi la police colombienne. Le défenseur, qui a remporté plusieurs titres avec l'Athletico Nacional, "comptait un vol pour Madrid" depuis Rionegro (nord-ouest), une ville proche de Medellin, "avec 1.849 grammes de cocaïne", a indiqué la police dans un communiqué de presse. A l'aéroport, les autorités l'ont interpellé et ont découvert qu'il transportait la drogue dissimulée dans quatre paires de baskets.

La police n'a officialisé son arrestation que vendredi, après la diffusion à la presse d'une vidéo sur laquelle Osorio apparaît menotté à côté d'un policier. L'ancien footballeur, âgé de 52 ans, avait déjà été arrêté en 2002 alors qu'il transportait de la cocaïne à Miami. Il avait été libéré après avoir payé une caution, mais en 2016, il a été arrêté à nouveau à Medellin et assigné à résidence pendant cinq ans. Ce n'est pas la première fois qu'un footballeur du pays qui produit le plus de cocaïne au monde se retrouve dans les filets de la justice pour trafic de drogue. En 2021, l'ex-étoile du football colombien Anthony de Avila, avait été arrêté pour trafic de drogue dans la ville italienne de Naples. L'année précédente, John Viazara, champion de la Libertadores de Caldas, a été extradé vers les Etats-Unis pour avoir participé à un envoi de drogue dans ce pays. Luis Alfonso "Bendito" Fajardo et Wilson Pérez ont également connu des ennuis judiciaires similaires.

ORAN

Plus de 40 exposants au 2^{ème} salon de l'optique et de lunetterie



Plus de 40 exposants prennent part à la 2^{ème} édition du Salon de l'optique et de lunetterie d'Oran (SIOL), ouvert jeudi matin.

Des représentants de marques internationales, des importateurs et fabricants nationaux, participent à ce rendez-vous devenu un "carrefour d'échanges" où se conjuguent à la fois santé, technicité, performance et mode, a précisé à la presse, M. Rachid Hesses, responsable de "RH international communication", organisatrice de l'événement, en marge de la cérémonie d'ouverture présidée par le représentant du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Nabil Gheraieb.

Le Salon permettra aux fabricants de verres, laboratoires, représentants de marques internationales et distributeurs du territoire national, de s'informer sur ce qui se produit en Algérie dans le domaine de l'optique et de la lunetterie, mais aussi sur les nouveautés techniques dans le monde, selon M. Hesses. Cet événement de trois jours sera "un véritable lieu de convergence des talents et des savoir-faire" avec une multitude d'offres et de produits, comme les nouveaux styles de montures et de verres, de lunettes rondes vinta ge à multiples facettes, des verres anti-bleu, des montures de lunettes optiques et les matériels techniques, entre autres.

Plusieurs producteurs nationaux exposants au Salon ont souligné à l'APS la volonté de se lancer davantage dans la production d'autres articles liés à la lunetterie et l'optique, appelant à plus de facilités dans ce domaine.

Rachid Rahali, Directeur technique de la société Novatis optique, spécialisée dans l'industrie de l'optique médicale et de verres optiques, a précisé que couvrir le territoire national représente l'ambition majeure pour cette société, puisque seulement quelques producteurs de ce verre ophtalmique existent en Algérie. "Nous avons des contacts avec des clients potentiels africains et autres, qui demandent nos produits, mais nous nous focalisons actuellement sur la satisfaction de notre marché national très demandeurs", a-t-il fait savoir.

Pour M. Guidjiou Djamel, représentant de la société Equasym, spécialisée dans la production d'articles et produits nettoyants de lunetterie, "il est primordial de couvrir le marché national par des produits de qualité, aux standards internationaux et à des prix raisonnables, avant de penser à d'autres marchés".

"Nous souhaitons d'abord voir nos produits dans toutes les wilayas du pays pour penser, ensuite, à l'exportation, qui représente un enjeu majeur", a-t-il souligné, en présentant le dernier produit de sa société, un kit de nettoyage et de maintenance composé d'un produit nettoyant antibuée, désinfectant et parfumé, en plus d'un essuie microfibrés et un tourne vice pour lunettes.

Pour Mme Irbah Imane, responsable commerciale de "Optique distribution Algérie", spécialisée dans la distribution d'équipements et de consommables d'ophtalmologie, l'année 2023 sera pour la société celle du lancement de la fabrication d'implants oculaires, "car l'avenir des boîtes pharmaceutiques est la production".

Selon elle, il sera question de l'ouverture, au courant de cette année, d'une usine de production d'implants oculaires à Constantine, mais aussi pour d'autres produits tels que les lentilles de contact, entre autres, tout en appelant à plus de facilités administratives dans ce domaine.

HADJ 2023

Poursuite de l'opération de vaccination jusqu'au 15 mai (ONPO)

L'opération de vaccination des personnes concernées par la saison du hadj 1444/2023 se poursuivra jusqu'au 15 mai, a appris l'APS auprès du ministère de la Santé et de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO).

Dans ce cadre, le président de la mission médicale de la saison du hadj 2023, Dr. Mehmoud Dehmane a indiqué dans une déclaration à l'APS que suite aux instructions de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), concernant les grands rassemblements internationaux, notamment la saison du Hadj, le ministère de la Santé a introduit un nouveau vaccin, à savoir le vaccin contre la poliomyélite après l'enregistrement de cas de cette maladie dans les Lieux saints les saisons précédentes.

Il a précisé à cette occasion que deux centres ont été ouverts dans chaque Daïra dans les différentes wilayas du Nord et des Hauts-Plateaux ajoutant que le transport est assuré en coordination avec les communes des wilayas du sud vers les centres de vaccination pour faciliter l'opération aux habitants de ces régions.

Ainsi, les futurs hadjis ont commencé, au début de la semaine dernière, à se ren-



dre dans les centres de vaccination à l'instar du centre ouvert au quartier des Annassers pour effectuer, entre autres, les examens médicaux nécessaires pour l'accomplissement du 5^e pilier de l'Islam.

Le chargé de l'opération de vaccination au niveau de ce centre, Dr. Amine Belhmissi a fait savoir que ce dernier prend en charge les hadjis de cinq communes

de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais à savoir : Saoula, Bir Khadem, Hydra, et Gué de Constantine.

Trois vaccins sont obligatoirement administrés au pèlerin sous forme d'injection pour le protéger contre la poliomyélite, la méningite et la Covid-19 pour les personnes non vaccinées, ajoute le même responsable.

Le pèlerin doit également

subir plusieurs examens médicaux, dont un entretien avec un psychologue notamment pour les personnes âgées et une consultation en médecine générale, l'objectif étant d'assurer un bon suivi des hadjis et une bonne prise en charge notamment ceux souffrant de maladies chroniques, pendant toutes les étapes du hadj.

Un carnet de santé et un certificat médical seront délivrés aux concernés.

Ces documents seront numérisés dans la plateforme électronique du ministère de la Santé dédiée au hadj.

Le ministère de la Santé a publié depuis plusieurs années un guide de la couverture sanitaire des pèlerins actualisé en fonction de la conjoncture sanitaire mondiale, et adapté aux orientations des autorités saoudiennes. Le document renferme des conseils et orientations, dont certaines sont obligatoires pour la santé et la sécurité des hôtes d'Allah.

ASTHME

L'éducation sanitaire indispensable pour l'amélioration de l'état des malades (spécialiste)

Le chef de service de pneumologie et de phthisiologie (EPH) de Blida, Pr Sofiane Ali Halassa, a appelé au renforcement de l'éducation sanitaire en faveur des malades asthmatiques en vue d'améliorer leur état de santé.

Le spécialiste chargé également des maladies respiratoires au niveau du ministère a mis en exergue dans une déclaration à l'APS, à la veille de la célébration de la journée mondiale de l'asthme, premier mardi du mois de mai, la nécessité de renforcer l'éducation sanitaire chez les malades pour mieux les orienter en termes d'utilisation des différents soins médicaux, notamment la pompe en vue d'améliorer leur état de santé et d'éviter d'éventuels complications graves. L'asthme

est une maladie multifactorielle due en plus des facteurs de milieu comme la pollution industrielle, l'exposition à des agents allergènes, à des facteurs génétiques (hérédité), a-t-il expliqué, ajoutant qu'il s'agit de facteurs se manifestant parfois sous forme d'eczéma, selon les spécialistes et certaines études, représentant ainsi 3,5 à 5% de cas pour chaque 100 ad ultes et entre 6 à 9 cas pour chaque 100 enfants.

L'asthme et les différentes formes d'allergies ne sont pas classés parmi les Maladies à Déclaration Obligatoire (MDO), bien que pris en charge à 100% par la Caisse nationale de sécurité sociale, a-t-il fait savoir.

Il s'agit également d'une maladie sollicitant plusieurs spécialités en plus de la pneumo-phthisiologie, en l'occur-

rence l'ORL, la dermatologie et la pédiatrie. Le Pr Halassa a mis en avant l'importance du suivi médical des malades souffrant d'allergies ou d'asthme, notamment ceux qui ne se conforment pas aux consignes médicales dans la prise de leurs médicaments.

Le traitement de l'asthme demeure, toutefois un soin palliatif, contribuant uniquement à l'amélioration de l'état de santé du malade, essentiellement les enfants, assurant cependant les malades de la garantie de tous les types de médicaments en Algérie.

Il a affirmé, en outre, que le ministère de la Santé œuvre à mettre 240 unités de contrôle et de suivi des maladies pneumologiques au niveau national, soutenues par des équipes médicales qualifiées dans ce domaine.

DROGUE - SENSIBILISATION

Le ministère de la Santé organise une journée d'étude sur le phénomène de la toxicomanie

Le ministère de la Santé a organisé, jeudi à Alger, une journée d'étude sur le phénomène de la toxicomanie en vue de sensibiliser aux dangers de la consommation de ces substances nocives.

Intervenant à l'occasion, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a souligné que son secteur "participe aux efforts pour faire face au fléau de la drogue à travers des campagnes de prévention, outre la contribution aux traitements dédiés aux toxicomanes", mettant l'accent sur "le grand nombre des services de traitement répartis à travers l'ensemble du territoire national, à l'instar de 46 centres intermédiaires de désintoxication et 5 services hospitaliers".

M. Saihi a, également,

affirmé que son département ministériel "conjugue des efforts considérables à même de renforcer ces centres en ressources humaines qualifiées, ayant suivi pendant un an et demi une formation spéciale pour obtenir un diplôme d'études spécialisées en addictologie aux drogues", en plus d'"organiser des formations pour les psychologues sur les coaching de motivation dédiés aux patients qui s'apprennent à entamer un cure de désintoxication, mais aussi sur les méthodes d'utilisation du +méthadone+ (médicament utilisé dans le traitement de la toxicomanie) au profit des professionnels de ces centres".

Dans le même contexte, le sous-directeur de la promo-

tion de la santé mentale au ministère, Pr Chakali Mohamed a appelé "la société algérienne à adhérer à l'opération de prévention, de sensibilisation et de lutte contre les stupéfiants et leurs risques, notamment en milieu familial, étant donné que la famille est, a-t-il dit, le facteur principal de réussite dans cette mission".

Pour sa part, la cheffe de service du traitement de la toxicomanie à l'hôpital "Abou Bakr Al-Razi" d'Annaba, Pr Hocine Hanane a indiqué que "consommer les stupéfiants à l'âge de l'adolescence entraîne un échec scolaire et mène à la rébellion contre les parents, les lois et les principes", soulignant "la nécessité pour les parents de prendre conscience des compor-

tements de leurs enfants avant d'arriver à la dépendance".

Concernant la médecine scolaire, la même responsable a appelé les médecins praticiens dans ce domaine à "suivre les enfants, de façon claire, avant qu'il ne soit trop tard", ajoutant que "s'adonner à la consommation des produits anesthésiants et des produits psychotropes, tous types confondus, impacte négativement la vie des personnes et leur provoque des pathologies mentales".

Cette journée d'études se déroule en présentiel et par visio-conférence, dans le cadre de la semaine de sensibilisation autour des risques de toxicomanie et s'étend jusqu'au 6 mai.

CAMEROUN

13 décès dus au choléra au Centre (ministère)

Treize décès des suites du choléra ont été enregistrés entre le 1er et le 4 mai dans la région camerounaise du Centre, a rapporté le Système de gestion des incidents (SGI) du ministère de la Santé publique du Cameroun.

Parmi ces 13 morts, neuf ont été enregistrés dans le Centre de traitement de choléra (CTC) de Djoungolo à Yaoundé, la capitale camerounaise, a révélé jeudi le SGI dans une note d'information.

Par ailleurs, on compte 73 admissions dans les différents CTC et les Unités de traitement de choléra des districts de santé, selon la même source.

Cette nouvelle flambée des cas de choléra est à l'origine d'une rupture d'intrants comme le cathéter et les gangs de soins, a estimé le SGI. Des formations sur site du personnel du CTC de



Djoungolo sont prévues et des investigations approfondies seraient menées par le Centre de coordination des opér-

tions d'urgences de santé publique (CCOUSP). Depuis fin 2021, des vagues épidémiques de choléra ont fait 312 décès avec 15.385 cas notifiés dans ce pays d'Afrique centrale en date du 14 avril, pour un taux de létalité de 2,03%, selon un rapport de situation de la gestion du choléra du ministère de la Santé publique. Avec des symptômes tels que la diarrhée et le vomissement récurrents, le choléra est une infection intestinale aiguë due à l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés par le bacille vibrio cholerae, hautement contagieux et mortel.

COVID-19

Le virus fait moins de victimes, mais l'OMS exhorte à ne pas relâcher la vigilance

Pour la dixième semaine consécutive, le nombre de décès dus au Covid-19 dans le monde s'est maintenu à un niveau jamais vu depuis mars 2020, indique l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Cette tendance à la baisse a permis aux pays de revenir à la normale et aux systèmes de santé du monde entier de mieux faire face aux éventuelles épidémies et complications après la Covid-19.

"Dans le même temps, de sérieux

doutes subsistent sur l'évolution du virus, ce qui rend difficile la prévision des schémas de transmission futurs", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. L'OMS a publié mercredi son quatrième plan stratégique de préparation et de réponse au Covid-19, qui détaille les actions essentielles pour une réponse mondiale, notamment la surveillance collaborative, la protection communautaire, l'accès aux contre-mesures et la

coordination des urgences. Malgré les nouvelles positives, il reste des défis, tels que la baisse des niveaux de surveillance et de séquençage génétique et l'inégalité d'accès aux traitements vitaux. Ces facteurs continuent de mettre en danger des millions de personnes dans le monde. "Le virus ne disparaît pas et tous les pays devront apprendre à y faire face avec d'autres maladies infectieuses", a ajouté le directeur de l'OMS.

L'OMS ne désigne plus le Covid-19 comme urgence de santé publique de portée internationale

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne considère plus le Covid-19 comme une pandémie, a déclaré vendredi le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Hier, le Comité d'urgence s'est réuni pour la 15e fois et m'a recommandé de déclarer la fin de l'urgence de santé publique de portée internationale. J'ai accepté ce conseil.

C'est donc avec un grand espoir que je déclare Covid-19 terminé comme une urgence

mondiale urgence sanitaire", a indiqué le chef de l'OMS lors d'un point de presse.

Le responsable a souligné que le Covid-19 constitue toujours une menace pour la santé de la population humaine.

Au moins 20 millions de personnes sont mortes du Covid-19 depuis le début de la pandémie en 2020, a précisé le chef de l'OMS.

"Près de 7 millions de décès ont été signalés à l'OMS, mais nous savons que le bilan est plusieurs fois plus élevé - au

moins 20 millions", a ajouté Ghebreyesus. Les experts consultés par le directeur général ont jugé qu'"il était temps de passer à une gestion à long terme de la pandémie de Covid-19" malgré les incertitudes qui subsistent sur l'évolution du virus. Le plus haut niveau d'alerte de l'organisation avait été décrété le 30 janvier 2020, quelques semaines seulement après la détection en Chine des premiers cas de cette nouvelle maladie virale respiratoire contre laquelle

n'existait alors aucun traitement spécifique. Mais il avait fallu attendre que le patron de l'OMS parle de pandémie en mars 2020 pour qu'Etats et populations prennent conscience de la gravité de la situation et que des mesures sanitaires parfois très contraignantes - jusqu'à de long mois de confinement - soient mises en place. Le SRAS-CoV-2 avait alors déjà bien entamé son voyage mortel qui allait le voir émerger très rapidement dans le monde entier.

Chine : la vigilance reste de mise face au Covid-19 (épidémiologistes)

Des épidémiologistes chinois se sont félicités de la décision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de lever l'alerte maximale sur la pandémie du Covid-19, tout en soulignant qu'en Chine, la vigilance et la surveillance seront maintenues face à un virus dont la menace persiste toujours. La décision de l'OMS selon laquelle le Covid-19 ne représente plus une urgence sanitaire mondiale signifie que les outils de contrôle de la maladie disponibles sont suffisants pour lutter contre les menaces du virus et que ses impacts sur la vie des gens peuvent être efficacement contenus, ont indiqué les experts chinois de la santé. Cependant, ils ont souligné que la pandémie

n'est pas officiellement terminée et que la Chine accordera la priorité à la surveillance des nouvelles variantes, à la vaccination des groupes vulnérables et au renforcement des systèmes médicaux et d'intervention d'urgence à l'avenir. L'OMS a déclaré vendredi que le Covid-19 ne représente plus une urgence sanitaire mondiale, ouvrant la voie à la fin d'une pandémie qui a fait au moins 20 millions de morts dans le monde et fortement perturbé l'économie mondiale. Plusieurs facteurs, dont la baisse constante des cas signalés, d'hospitalisations et de décès, ont contribué à la décision de l'OMS, indique Liang Wannian, chef du groupe d'experts sur

la réponse aux épidémies de la Commission nationale chinoise de la santé. Le monde a atteint une immunité collective adéquate contre la maladie grâce à la vaccination de masse au cours des trois dernières années, et a renforcé la préparation globale, y compris des stocks d'équipements de protection, a-t-il dit, soulignant que la décision de l'OMS devrait stimuler davantage les échanges mondiaux. Cependant, l'épidémiologiste en chef chinois a concédé que le changement ne signifie pas pour autant que la pandémie est terminée, et ne suggère pas que le Covid-19 est devenu inoffensif. "Cela signifie plutôt que la menace de la maladie peut être efficace-

ment maîtrisée", a-t-il précisé. La solidarité mondiale et des mesures ciblées et fondées sur la science sont toujours nécessaires pour protéger la santé publique, a-t-il insisté, relevant que dans le cas de la Chine, le développement de réseaux de surveillance et d'alerte précoce peut être efficace pour les mutations virales et les épidémies sera une tâche clé dans l'avenir. "Les campagnes de vaccination ciblant les groupes à haut risque doivent continuer à être déployées et notre capacité à traiter les patients graves doit être encore améliorée", a-t-il dit, mettant l'accent sur la nécessité de rappeler au public l'importance d'observer les mesures d'hygiène.

Etats-Unis: la COVID-19 représente la 4^e cause de décès en 2022 (CDC)

La COVID-19 a été la quatrième cause de décès aux Etats-Unis en 2022 après les maladies cardiovasculaires, le cancer et les blessures non intentionnelles, selon un rapport publié jeudi par le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Ce rapport donne un aperçu des

données provisoires de mortalité aux Etats-Unis pour l'année 2022, y compris une comparaison avec les taux de mortalité de l'année 2021.

En 2022, plus de trois millions de décès sont survenus aux Etats-Unis, selon le rapport. La COVID-19 a été signalée comme étant la cause

sous-jacente d'environ 244.986 de ces décès, soit environ 1 décès sur 13.

Le taux de mortalité global ajusté en fonction de l'âge aux Etats-Unis a diminué de 5,3% entre 2021 et 2022. Selon le rapport, les taux de mortalité globaux et les taux de mortalité associés à la COVID-19 étaient les plus

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a exhorté vendredi la population à continuer de se faire vacciner contre la COVID-19, bien que l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré que la pandémie de nouveau coronavirus n'était plus une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI). "Malgré la fin de l'état d'ur-

gence, la pandémie n'est pas encore terminée. Recevez les doses de rappel et veillez à ce que votre calendrier vaccinal soit toujours à jour", a tweeté M. Lula.

"Après trois ans, nous pouvons enfin dire aujourd'hui que nous sommes sortis de l'état d'urgence sanitaire de COVID-19. Malheureusement, plus de 700.000 personnes

sont mortes du virus au Brésil et je pense qu'au moins la moitié d'entre elles auraient pu être sauvées", a-t-il indiqué.

Selon les données du ministère de la Santé, le Brésil a enregistré 37,4 millions de cas d'infection et 701.494 décès. Le gouvernement actuel "agira pour préserver les vies", a assuré le président.

APIS

ETATS UNIS

Près de 150 décès pédiatriques dus à la grippe cette saison

Au total 149 décès pédiatriques dus à la grippe ont été enregistrés aux Etats-Unis cette saison, selon les dernières statistiques publiées vendredi par le Centre de contrôle et de prévention des maladies des Etats-Unis (CDC).

Le CDC estime que depuis le début de la saison, le nombre de cas de grippe s'est élevée à au moins 26 millions, le nombre d'hospitalisations à 290.000, et le nombre de décès à 19.000.

Plus de 900 personnes atteintes de la grippe ont été hospitalisées au cours de la semaine se terminant le 29 avril, selon les statistiques du CDC. Le CDC recommande à toute personne âgée de 6 mois et plus de se faire vacciner chaque année contre la grippe tant que cette maladie reste active. Des médicaments antiviraux contre la grippe sont également disponibles sur ordonnance pour traiter la grippe, et ce traitement doit être débuté aussi tôt que possible contre la maladie, selon le CDC.

TUBERCULOSE

Les conflits entravent les efforts de lutte contre la tuberculose dans le monde (ONG)

La directrice exécutive du Partenariat Halte à la tuberculose, Lucica Ditiu, a averti, vendredi, que les conflits en cours dans le monde "compromettent grandement les efforts d'éradication de la tuberculose".

Lors d'une conférence à New York sur l'impact mondial de la tuberculose dans les zones de conflit, Mme Ditiu a noté que le monde souffrait toujours d'une pandémie aéroportée "mais l'ignorait", malgré la disponibilité d'un traitement hautement efficace et abordable.

La responsable espère obtenir "une déclaration politique forte et des engagements" concernant son élimination au cours du mois de septembre prochain. Elle a également exprimé l'espoir que ces engagements "contribueront aux efforts visant à éradiquer cette maladie mortelle d'ici 2030", avertissant que la maladie se propage facilement, ce qui met tout le monde en danger. "Les cas doivent être détectés tôt, diagnostiqués et suivis d'un traitement.

Le partenariat vise à mettre fin à une maladie qui nous accompagne depuis des centaines d'années et qui est la maladie infectieuse la plus mortelle, tuant plus de personnes que le VIH et le paludisme réunis, et maintenant plus que la pandémie de Covid-19", a-t-elle dit.

GÊNE AUDITIVE, DOULEUR, DÉMANGEAISONS COMMENT NE PLUS AVOIR MAL À L'OREILLE

Diverses affections récurrentes peuvent toucher l'organe de l'audition. La plupart du temps bénignes, elles n'en restent pas moins désagréables. Les conseils du Pr Dominique Chevalier, chef du service ORL du CHU de Lille, pour traiter cinq d'entre elles et dormir à nouveau sur vos deux oreilles.

UN BOUCHON DE CÉRUMEN

Certes peu ragoutant, le cérumen (ou cire de l'oreille) est utile pour protéger le tympan. Mais son accumulation, chez les adultes comme chez les enfants, peut obstruer le conduit auditif externe. Une baisse de l'acuité auditive, voire une surdité, des bourdonnements ou des acouphènes mettent souvent la panne... à l'oreille!

Que faire ? Tout d'abord, faire examiner son tympan par un médecin généraliste. Extraire ensuite le bouchon (seul ou chez son médecin) avec de l'eau tiède, à l'aide d'une seringue ou d'une poire (au préalable, le ramollir avec un spray auditif ou un peu de Gélysol puis masser l'arrière de l'oreille). Ne pas insister si c'est douloureux. Si cela ne s'améliore pas, consulter un médecin ORL, qui aspirera le bouchon.

UNE OTITE

Fréquentes chez les enfants, ces infections et inflammations peuvent aussi toucher les adultes. Elles se manifestent par une douleur dans l'oreille, de la fièvre, un écoulement purulent. Chez l'enfant, des difficultés d'apprentissage ou un retard de langage doivent alerter sur l'éventualité d'une otite chronique.

Que faire ? S'il s'agit d'une otite aiguë (souvent suite à un rhume), prendre du paracétamol pour diminuer la douleur. Si nécessaire, le médecin peut prescrire un antibio-



tique pendant 8-10 jours. Quand les otites sont trop fréquentes, l'ablation des végétations est parfois envisagée. En cas d'otite chronique (sécuse), le médecin peut préconiser la pose d'aérateurs trans-tympaniques (ou typos) pendant 12 à 18 mois.

DE L'ECZÉMA DU CONDUIT
Un grattage intensif, des bouchons de cérumen importants

ou encore le port de bouchons d'oreille peuvent générer un eczéma du conduit auditif externe et provoquer des démangeaisons persistantes, très désagréables. Les narines sont plus souvent touchées par cette affection (en cause, des bains fréquents et un séchage de l'oreille insuffisant).

Que faire ? Consulter un ORL pour procéder à une aspiration-évacuation du cérumen. Un traite-

ment à base de corticoïdes locaux (sous forme de gouttes) sera aussi mis en place pour une dizaine de jours, éventuellement renouvelé si le problème persiste.

UNE ALLERGIE AU MÉTAL DE BOUCLE D'OREILLE

Cette réaction cutanée est due, le plus souvent, au nickel présent dans le métal des boucles d'oreille fantaisie. Un eczéma peut se for-

mer là où la peau est en contact avec cet alliage. Un gonflement du lobe, des rougeurs, des démangeaisons, voire un écoulement de pus sont des signes possibles.

Que faire ? Tout simplement, arrêter de porter les bijoux contenant ce métal pendant quelques jours, voire définitivement. Les boucles d'oreille en or, en argent ou garanties antiallergies ne sont pas concernées. Il est aussi possible d'appliquer du vernis incolore sur la tige du bijou, comme protection au niveau des zones de contact. Si le problème persiste, le médecin peut prescrire des corticoïdes locaux.

DU PSORIASIS

Cette maladie chronique de la peau peut également s'étendre aux oreilles, rarement à l'intérieur du conduit, mais plutôt autour, et jusqu'au cuir chevelu.

Elle se manifeste par la formation de plaques rouges (peu blanches) qui démangent intensément. Que faire ? Appliquer, sur la zone irritée, une crème à base de corticoïdes (dermocorticoïdes).

Un dermatologue peut réaliser une aspiration des cellules mortes qui aidera à apaiser les plaques rouges. Si le psoriasis touche d'autres parties du corps de manière récurrente, il faut vraiment consulter. Un traitement de fond de la maladie de peau améliorera les choses.

La perte d'audition augmente le risque de démente

Le risque de dépression, de dépendance, et de démente est augmenté par la perte de l'audition. Le port d'un appareil auditif serait une solution efficace pour rendre leur autonomie aux personnes âgées. La perte de l'audition coupe les personnes âgées du monde mais augmente le risque lié aux 3 D (dépression, dépendance, démente), selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *The Journals of Gerontology*. Les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) à Bordeaux en France ont présenté les résultats d'une étude sur le risque accru de dépression (chez les hommes) mais aussi de dépendance et de démente. De plus, cette étude montre pour la première fois, que pour les sujets équipés d'appareils auditifs, le sur-risque lié aux « 3 D » (dépression, dépendance, démente) est absent.

En ce qui concerne la mortalité, aucun niveau élevé n'a été observé pour la population malentendante. Ces conclusions apportent une source d'espoir pour plus de trois millions de personnes qui pourraient être équipées d'un appareil auditif. « Ainsi, elles pourraient échapper à la « double peine » du déficit auditif auquel s'ajouteraient les « 3 D » si elles n'étaient pas équipées.

Rares sont les facteurs facilement « modifiables », ayant à la fois un effet positif sur la cognition, la santé mentale, la dépendance, et, au-delà, sur les comptes sociaux... » a expliqué le Professeur Hélène Amieva, épidémiologiste à l'Unité INSERM I219 « Bordeaux Population Health Center », auteure de l'étude.

UN COÛT ÉLEVÉ POUR LA SOCIÉTÉ
« Sans appareillage, le coût du déficit auditif s'élevait à 23,4 milliards d'euros pour la société ». Les chercheurs estiment que « le retour sur investissement pour les fonds publics est de 10 euros gagnés pour un 1 euro investi au titre de la valeur sociale des incapacités et du coût supplémentaire des soins évitables, démontrant ainsi le « rendement élevé pour les fonds publics » de l'investissement dans l'audioprothèse ».

INSPERM/IFR

COMMENT BIEN PROTÉGER LES OREILLES

Que ce soit lors de concerts, en festival ou en discothèque, il est primordial de protéger ses oreilles. Conseils de pro pour profiter sans mettre vos oreilles en danger.

Plus le son est fort, moins on peut l'écouter longtemps. Et il faut faire encore plus attention lorsqu'on est fatigué. La sensibilité au bruit est très variable d'une personne à l'autre. Certains ont les oreilles qui sifflent après une seule soirée, d'autres écoutent de la musique au casque plusieurs heures par jour, apparemment sans rien sentir. Mais non sans risque.

A PARTIR DE QUEL NIVEAU SONORE FAIRE ATTENTION ? Depuis août 2017, le volume maximum autorisé dans les discothèques et les concerts a été abaissé à 102 dB (au lieu de 105 dB), une différence qui semble faible, mais qui revient à diviser la pression sonore par deux.

« Malgré cela, le risque reste élevé. Si l'on est obligé de parler fort ou de se rapprocher pour s'entendre (85 dB environ), c'est que l'ambiance sonore est trop bruyante et qu'il faut faire attention. Comme pour l'exposition au soleil, quand on a mal, c'est qu'on est déjà bien au-delà du seuil de risque », met en garde Cécile Missistrano.

LES BONNES PRÉCAUTIONS POUR PROTÉGER SES OREILLES

Pour se protéger lors d'un concert, il faut se tenir à distance des enceintes et faire des pauses au calme. Idéalement 15 minutes toutes les heures. On peut aussi porter des protections auditives, en mousse, en silicone, à filtre ou même sur mesure (voir encadrés). « Pour qu'elles soient efficaces, il faut les enfoncer suffisamment, les placer



avant l'exposition au bruit et ne jamais les enlever avant d'être à l'abri », insiste Cécile Missistrano. Si vos enfants assistent à un concert ou un match, soyez vigilants ! Mettez-leur un casque ou des bouchons d'oreilles (à partir de 3 ans). Pour les musiciens, lors des répétitions, l'idéal est de porter des bouchons à filtre musical.

LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT ALERTER

Sifflements ou bourdonnements, oreilles « cotonneuses », baisse de l'audition, hypersensibilité au bruit, douleur... Plus de trois quarts des 15-30 ans ont déjà ressenti des troubles auditifs. Un traumatisme auditif ou une exposition trop longue au bruit peuvent aussi entraîner fatigue, irritabilité, stress,

problèmes de concentration... Heureusement, la gêne est le plus souvent temporaire. Mais, à force de s'exposer, notre « capital auditif » diminue et l'on court le risque de troubles durables et d'une baisse de l'audition prématurée. Si les symptômes persistent après une nuit au calme (8 à 10 heures), il faut consulter un ORL dans les 48 heures.

LE COVID-19 POURRAIT RENDRE SOURD

Un Britannique de 45 ans soudainement perdu l'audition après avoir été atteint du coronavirus. La perte auditive neurosensorielle d'apparition soudaine (autrement dit une surdité brusque) est une pathologie fréquemment observée par les OHL sans que la cause soit clairement identifiée. La plupart du temps cette surdité brusque (qui ne touche souvent qu'une seule oreille) est attribuée à différentes pathologies, notamment virales, immunitaires, une réponse au stress cellulaire ou une occlusion vasculaire. Cette fois, c'est après avoir été touché par le Covid-19 qu'un Britannique de 45 ans a présenté des signes de perte auditive neurosensorielle, comme le rapporte le *British Medical Journal*.

SEULEMENT 4 AUTRES CAS RÉPÉRTOIRÉS
On savait que le Covid-19 pouvait affecter le goût et l'odorat, mais jusqu'à présent, les études sur les effets secondaires du coronavirus n'avaient pas révélé d'impact négatif sur la capacité auditive des malades. Les médecins britanniques qui ont traité ce patient n'ont répertorié que 4 autres cas dans le monde.



Lorsque ce patient s'est présenté à l'hôpital, il présentait les symptômes du coronavirus depuis une semaine. Son état s'étant aggravé, il a dû être intubé et transféré à l'unité de soins intensifs pendant une trentaine de jours. Mais une semaine après sa sortie des soins intensifs, il a remarqué des acouphènes du côté gauche et une perte auditive soudaine.

UN TRAITEMENT À BASE DE STÉROÏDES
À l'examen, ses conduits auditifs étaient perméables et non enflammés avec des membranes tympaniques intactes « soulignent les médecins. En traitement, il a pris des stéroïdes oraux pendant 7 jours puis il a reçu 3 injections de stéroïdes dans le tympan, ce qui a entraîné une certaine amélioration, mais son audition ne s'est pas complètement rétablie.

AUDITION : LES JEUNES FONT ENCORE LA SOURDE OREILLE

Une semaine avant la Journée nationale de l'audition, une étude Ipsos pour l'association JNA fait le point sur le rapport des jeunes à l'audition et propose de nouvelles façons de les sensibiliser. Près de la moitié des jeunes de 12-25 ans (49%) ont déjà ressenti une douleur dans l'oreille, un sifflement, un bourdonnement ou une perte d'audition suite à une exposition sonore importante. C'est ce qui ressort d'un sondage Ipsos pour l'association JNA (Journée nationale de l'audition), incluant 600 jeunes de 13 à 25 ans et 300 parents d'enfants de 13 à 18 ans. Malgré ces troubles auditifs rencontrés, 6 jeunes sur 10 avouent ne pas avoir tenu compte de ces signes, préférant attendre « que ça passe », relève l'enquête intitulée « Risques auditifs : les jeunes font encore la sourde oreille. Des clés pour agir ». Pour preuve, 70% des jeunes interrogés placent

leurs problèmes de vue avant les problèmes auditifs, et 52% déclarent ne pas se sentir menacés par la perte d'audition. Un point positif tout de même : l'enquête souligne que les messages de prévention ont progressés par rapport à un sondage similaire de 2012. 82% des jeunes déclarent ainsi « avoir vu, lu ou entendu des messages de prévention pour protéger ses oreilles », contre 54% il y a trois ans. La notion de « pause auditive », c'est-à-dire le temps de récupération nécessaire au système auditif est également mieux intégrée, puisque « des jeunes et 1/3 des parents en ont entendu parler.

LE RÔLE DE L'ÉCOLE MIS EN AVANT PAR LES JEUNES

Les participants de l'enquête ont également été interrogés sur les solutions de sensibili-



sation à envisager. Le sondage en a retenu 5 comme étant « des clés pour agir ». A plus de 70%, jeunes et parents s'accordent pour dire qu'un suivi régulier des capacités auditives doit être mis en place. Les jeunes pensent également qu'une application sur smartphone pourrait les aider à gérer leur niveau d'écoute, et que des campagnes de sensibilisation choc les touchant émotionnellement seraient utiles.

D'autres solutions sont évoquées, comme la distribution systématique de bouchons d'oreille, à condition de les rendre « plus fun », moins ringards et plus esthétiques. Enfin, la grande majorité des personnes interrogées (jeunes et parents confondus) estime que le rôle de l'école est primordial, et suggère d'aborder le sujet pendant les cours de science et vie de la terre ou lors des visites médicales scolaires et universitaires.

AFFRONTEMENTS AU SONDAN Plus de 550 morts

Les affrontements entre l'armée et les Forces de soutien rapide (FSR) au Soudan ont déjà fait plus de 551 morts et plus de 5.000 blessés, a annoncé vendredi le ministère soudanais de la Santé.

Le ministère a précisé qu'"il était question uniquement de cas officiellement enregistrés dans les hôpitaux soudanais". Un précédent bilan a fait état de 457 morts. La situation au Soudan s'est dégradée à la suite de désaccords entre le commandant de l'armée, Abdel Fattah al-Burhan, qui dirige également le Conseil souverain (la structure di-

rigeante du pays), et le chef des FSR, Mohamed Hamdan Dagalo (Hemeti), son adjoint au Conseil. Ces désaccords concernent avant tout les délais de l'inclusion des forces de soutien rapide au sein d'une armée unie.

Des affrontements ont éclaté le 15 avril entre les deux structures près de la base militaire de Merowe et à Khartoum.



Le manque de services de base perturbe les Soudanais

Les habitants de la capitale soudanaise, Khartoum, sont confrontés à de nouvelles difficultés dues au manque de services de base, alors que les combats entre l'armée et les Forces de soutien rapide (FSR, paramilitaires) sont entrés dans leur quatrième semaine.

Les habitants de Khartoum et des villes adjacentes d'Omdurman et de Bahri traversent une grave crise caractérisée par une pénurie de pain, d'eau et d'électricité, ainsi que par l'exposition des installations d'eau et d'électricité aux frappes militaires.

Si quelques boulangeries sont en-

core ouvertes dans ces trois villes soeurs, elles ne sont pas en mesure de fournir suffisamment de nourriture en raison de la grave pénurie de farine, des coupures d'électricité permanentes et du manque de gaz de cuisine.

Pour résoudre ces problèmes, le ministre des Finances, Jibril Ibrahim, a annoncé vendredi la création de deux comités, l'un chargé de gérer les urgences humanitaires et l'autre de surveiller la circulation des biens et des services.

"Nous mettons tout en œuvre avec les parties pour fournir de la nourri-

ture et du carburant", a-t-il dit dans un communiqué.

"Des passages sûrs doivent rester ouverts pour que le personnel médical puisse se rendre sur son lieu de travail et les ingénieurs résoudre les problèmes d'électricité et d'eau".

Par ailleurs, plusieurs hôpitaux sont hors service en raison d'une pénurie de médicaments.

Selon l'Union des médecins soudanais, le personnel de santé ne peut pas se rendre dans les hôpitaux, certains ayant de plus été détruits, soit transformés en casernes.

Le syndicat a aussi exhorté les parties en conflit à "cesser de les utiliser comme plateformes de bombardement et à cesser de les transformer en champ de bataille".

Enfin, les services Internet sont difficilement accessibles aux habitants de Khartoum, qui éprouvent également des difficultés à communiquer par le biais des principaux réseaux de télécommunications en raison des coupures de courant répétées et d'une pénurie de carburant. L'opérateur MTN a ainsi suspendu vendredi tous ses services à Khartoum. Sur le terrain, les affrontements entre l'armée et les FSR se sont poursuivis vendredi, bien que les deux parties aient accepté en début de semaine une prolongation de sept jours de la trêve proposée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un bloc régional est-africain.

Ce conflit a fait des dizaines de milliers de réfugiés et de déplacés, selon l'ONU, tandis que les affrontements meurtriers ont déjà fait 550 morts et 4.926 blessés, selon le ministère de la Santé.

Les dirigeants d'Afrique de l'Est s'inquiètent des violations de la trêve

Les dirigeants d'Afrique de l'Est ont exprimé leurs inquiétudes concernant les violations de la trêve au Soudan et ont exhorté les parties rivales à dialoguer, selon le médiateur sud-soudanais. Le ministère sud-soudanais des Affaires étrangères a indiqué vendredi soir que le président Salva Kiir avait parlé aux parties en conflit au Soudan de "ses préoccupations et de celles des dirigeants de l'IGAD", le bloc régional d'Afrique de l'Est.

Des pourparlers entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) doivent débuter samedi à Jeddah en vue de mettre un terme aux violences qui ont plongé le Soudan dans le chaos depuis le 15 avril.

Salva Kiir a été nommé par l'IGAD pour diriger les efforts de médiation régionale. La semaine dernière, le Soudan du Sud avait annoncé une trêve de sept jours. Mais cela n'a pas empêché la poursuite des combats entre les hommes du général Abdel Fattah al-Burhane et ceux des FSR du général Mohamed Hamdane Daglo.

"Le président Salva Kiir a mis l'accent sur la nécessité pour les différentes parties de respecter un cessez-le-feu et d'envoyer leurs représentants dans un lieu convenu pour entamer des pourparlers", a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. "Les deux dirigeants soudanais ont promis de respecter le cessez-le-feu et M. al-Burhane a accepté de dépêcher son envoyé spécial à Juba lundi", selon le ministère.

NIGER

Six "terroristes" tués dans la région de Tillabéri

L'armée du Niger a annoncé vendredi avoir tué "six terroristes" et en avoir capturé 19 la semaine dernière dans la région de Tillabéri (ouest), où de violents affrontements entre communautés ont fait récemment plusieurs morts, selon des sources locales.

Une "offensive" menée lors de l'opération antiterroriste Niya (Volonté, en langue locale) dans la zone d'Ayorou, a permis d'arrêter 19 "terroristes", d'en tuer six et de détruire deux véhicules, indique le ministère de la Défense dans son bulletin hebdomadaire.

Six armes d'assaut et une mitrailleuse, ainsi des munitions et des moyens de communication, ont été récupérés, ajoute le ministère. L'opération Niya, forte de plus de 2.000 hommes, est déployée depuis février 2022 dans cette région de Tillabéri. La région de Tillabéri, d'une superficie de 100.000 km², se situe dans la zone dite "des trois frontières" entre Niger, Burkina Faso et Mali.

Le Niger y a lancé plusieurs opérations d'envergure contre les terroristes. Selon des sources locales, de "violents affrontements" ont opposé fin avril et début mai, des sédentaires djerma et des éleveurs nomades peuls dans des villages et ham eaux riverains du fleuve Niger, faisant "plusieurs tués, des blessés" et "de nombreux déplacés".

Les autorités nigériennes mènent régulièrement des campagnes de sensibilisation auprès des villageois contre les groupes armés qui tentent d'attiser les conflits entre communautés.

ESWATINI

Elections parlementaires le 29 septembre

Des élections parlementaires se tiendront le 29 septembre en Eswatini (ex-Swaziland), a annoncé l'autorité des élections vendredi.

Les électeurs pourront s'inscrire en vue des élections à partir de la semaine prochaine et un vote aura lieu en août pour désigner des candidats, selon le chef de la commission en charge des élections, le prince Mhlubuhlangene Dlamini.

Les élus de 59 circonscriptions siégeront à la chambre basse du parlement aux côtés de 10 autres législateurs nommés par le roi.

Petit pays enclavé dans le territoire sud-africain, l'Eswatini est gouverné depuis 1986 par Mswati III le roi, qui peut dissoudre le Parlement, le gouvernement et nommer ou démettre les juges, commande aussi la police et l'armée.

ONU

L'Allemagne soutient les efforts pour l'octroi d'un siège permanent à l'Afrique au Conseil de sécurité

Le chancelier allemand Olaf Scholz a révélé, vendredi, son soutien aux efforts des pays africains pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Lors de sa rencontre avec le président kényan William Ruto dans la capitale kényane, Nairobi, Scholz a déclaré qu'"il croit aux solutions africaines aux problèmes du continent et soutient les pays africains pour qu'ils obtiennent un siège permanent au Conseil de sécurité", selon des médias.

Il a ajouté, après des entretiens bilatéraux avec Ruto : "L'Allemagne soutient également un siège officiel pour l'Union africaine (UA) dans le Groupe des Vingt".

D'autre part, Scholz a exprimé "sa préoccupation concernant le conflit au Soudan, qui a fait des centaines de morts, et appelé les parties au conflit à mettre fin aux combats".

"L'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR) doivent mettre fin à leur lutte militaire pour le pouvoir", a-t-il dit, soulignant que ce conflit "nuît au peuple soudanais". Le chancelier allemand a rappelé "le soutien de son pays au règlement pacifique des conflits en Afrique, notamment au Soudan". Scholz s'est rendu au Kenya dans le cadre d'une tournée africaine de deux jours qui a débuté en Ethiopie.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Au moins 176 morts dans une inondation dans l'est du pays (gouverneur)

Au moins 176 personnes ont trouvé la mort dans la nuit de jeudi à vendredi suite à l'inondation causée par les fortes pluies dans les villages de Bushushu et Nyamukubi de la province du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a fait savoir vendredi Théo Ngwabidje Kasi, gouverneur provincial.

Selon le gouverneur qui s'est rendu sur place dans les zones sinistrées au courant de la journée de vendredi, au moins 176 corps ont été retrouvés dans les zones frappées par l'inondation causée par les fortes pluies.

Les opérations de recherche sont toujours en cours dans les zones depuis la matinée sous la coordination du gouverneur. Depuis la semaine dernière, de fortes pluies ont été signalées dans cette partie du pays où les glissements de terrain font régulièrement des victimes lors des périodes pluvieuses.

Au cours de la semaine dernière, plus de 780 ménages sont restés sans abri à la suite des inondations qui ont frappé le territoire d'Uvira, dans le Sud-Kivu, au cours desquelles plus de 600 maisons ont été détruites, selon les autorités de la province.

GLISSEMENTS DE TERRAIN EN OUGANDA

Le bilan s'élève à 13 morts

Au moins 13 personnes ont été tuées et six autres grièvement blessées dans des glissements de terrain et des coulées de boue provoqués par des pluies torrentielles dans plusieurs villages de l'ouest de l'Ouganda entre mardi et mercredi, ont indiqué vendredi des sources concordantes.

"La police s'est rendue sur place. Nous travaillons avec les dirigeants locaux et les comités de gestion des catastrophes pour répondre à la situation", a déclaré Elly Matte, porte-parole de la police régionale de Kigezi, dans un communiqué. Un précédent bilan avait fait état de 6 morts. Irene Nakasiita, porte-parole de la Croix-Rouge ougandaise, a indiqué que des équipes d'évaluation avaient déjà atteint les zones touchées afin de coordonner les opérations de secours. Le mois dernier, l'Ouganda a lancé une alerte aux catastrophes, avertissant que plusieurs régions de ce pays d'Afrique de l'Est seraient confrontées à des inondations, des glissements de terrain, des coulées de boue et des tempêtes de grêle au début de la première saison des pluies. Selon le ministère des Secours, de la Préparation aux catastrophes et des Réfugiés, certaines régions de l'est, du centre et de l'ouest du pays, ainsi que le bassin du lac Victoria, devraient connaître des précipitations proches de la normale ou supérieures à la normale jusqu'au mois de mai.

PALESTINE

Deux Palestiniens tombés en martyr en Cisjordanie occupée

Deux Palestiniens sont tombés en martyr samedi à Tulkarem, en Cisjordanie occupée, a annoncé le ministère de la Santé palestinien.

"Deux martyrs, tués par l'occupation, ont été transportés à l'hôpital gouvernemental Thabet Thabet, dans la ville de Tulkarem", dans le nord-ouest du territoire palestinien, a écrit le ministère de la Santé dans un communiqué.

La Brigade de Tulkarem, un groupe local lié aux Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, la branche militaire du parti Fatah du président Mahmoud Abbas, a affirmé que les Palestiniens tués étaient deux de

ses membres, identifiés comme Hamza Khreish et Samer al-Chafei. Le nombre de Palestiniens tombés en martyr depuis le début de l'année s'élève à 108.

ONU

Racisme: des experts de l'ONU soulignent "l'épuisement" de la communauté noire aux Etats-Unis

Des experts de l'ONU spécialistes du racisme ont mis en avant vendredi "l'épuisement" de la communauté noire à l'issue d'une visite aux Etats-Unis, où l'héritage de l'esclavage doit être pris au compte par les autorités "à tous les niveaux". Pendant 12 jours, l'équipe du "Mécanisme indépendant d'experts de l'ONU chargé de promouvoir la justice et l'égalité raciales dans le contexte du maintien de l'ordre", créée après la mort en 2020 de l'Afro-américain George Floyd, ont rencontré victimes, représentants de la société civile, du système judiciaire, syndicats de policiers, responsables fédéraux ou locaux, à Washington, Atlanta, Los Angeles, Chicago, Minneapolis et New York. "Aux Etats-Unis, les inégalités raciales remontent à la création du pays. Et il n'y aura pas de solution rapide. Cela nécessite une approche intégrée à tous les niveaux de pouvoir", a commenté lors d'une conférence de presse l'une des membres de l'équipe, Tracie Keese. "Cela mérite plus qu'un slogan et appelle à une réforme complète et forte du leadership à tous les niveaux", a-t-elle ajouté, soulignant que "l'esclavage et la discrimination légale ont laissé un héritage bien ancré qui se fait sentir dans la vie de tous les jours des gens d'origine africaine". Ainsi, "encore au-

jourd'hui, la discrimination raciale imprègne les rencontres avec les forces de l'ordre, du premier contact à l'arrestation, la détention, la condamnation", a-t-elle insisté. Et leurs entretiens ont mis en lumière "l'épuisement de la communauté noire, un épuisement d'être noir, (...) présent dans la vie quotidienne".

"Les policiers noirs étaient d'accord avec la communauté concernant cet épuisement généralisé" lié au "stress d'être noir en Amérique", a souligné l'experte. L'équipe, qui va préparer un rapport plus détaillé, a salué dans un communiqué "les diverses initiatives prometteuses, y compris au niveau des Etats, prises par les autorités pour combattre les discriminations raciales touchant les populations d'origine africaine". Mais les experts ont souligné leur sentiment "d'urgence, et leur responsabilité morale, de faire écho à la douleur éprouvée des victimes et à leurs appels retentissants à ce que les responsables rendent des comptes". Ce mécanisme a été créé par le Conseil de droits de l'homme des Nations unies en 2021, un an après le meurtre de George Floyd par un policier blanc, pour enquêter sur les accusations de violences policières motivées par le racisme dans le monde.

EQUATEUR

Le président ordonne aux forces armées de participer à la lutte contre le trafic de drogue

Le président équatorien, Guillermo Lasso, a ordonné aux forces armées de mener des "opérations militaires" pour combattre les "organisations terroristes", dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue. Le 27 avril, le gouvernement équatorien, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité publique et d'Etat, a qualifié officiellement comme "terroristes" les actes des gangs criminels liés au trafic de drogue, ce qui permet depuis aux forces armées de patrouiller dans les rues aux côtés de la police. Désormais, par le biais d'un décret, le président a ordonné aux forces armées de "lancer, immédiatement, les actions de répression de la menace terroriste, avec tous les moyens dont elles disposent". L'un des cinq articles du décret ordonne aux forces armées, "dans le res-

pect de leur mission de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et de protection des droits, libertés et garanties des citoyens, de mener des opérations de guerre pour affronter et contrer les organisations terroristes". Ceci, précise le décret, en application "des instruments internationaux, des dispositions de la Constitution de la République et du système juridique interne de l'Etat équatorien, afin de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale et la pleine validité de la Constitution et du système juridique". L'arrêt présidentiel prévoit également que le ministère de l'économie alloue des ressources aux forces armées et à la police nationale afin de financer les opérations. Il y a quelques jours, le général Alexander Levoyer, commandant de la

force conjointe militaire et policière de la province d'Esmeraldas (nord), a prévenu : "nous avons des armes létales, des chars, des avions, si nous devons les utiliser contre les criminels, nous le ferons".

En Equateur, le taux d'homicides est passé de 14 à 25 pour 100.000 habitants, entre 2021 et 2022, selon les chiffres officiels. Depuis 2021, plus de 420 détenus ont été tués dans des mutineries. L'Equateur, est situé entre la Colombie et le Pérou, deux pays considérés parmi les principaux producteurs de cocaïne au monde. Il est devenu, pour sa situation géographique et son économie dollarisée, une plaque tournante du trafic transfrontalier de drogue. Le gouvernement attribue la violence à une guerre entre gangs criminels qui se disputent le territoire pour la vente et le transport de drogue. L'autorisation donnée aux militaires pour agir contre le terrorisme du trafic de drogue a été annoncée à un moment où l'Assemblée nationale traitait un procès politique de censure contre Lasso, qui était accusé par l'opposition du crime présumé de détournement de fonds.

GRANDE BRETAGNE
Le roi Charles III et la reine Camilla quittent le palais de Buckingham pour être couronné

Le roi Charles III et la reine Camilla ont quitté samedi le palais de Buckingham dans une procession qui va les mener à l'abbaye de Westminster, où ils doivent être couronnés, ont rapporté samedi des médias.

Charles et Camilla, en tenue de cérémonie blanche, se trouvent dans le "Diamond Jubilee State Coach", un majestueux carrosse tiré par six chevaux, long de 5 mètres et pesant 3 tonnes. En tête de la procession, le Household Cavalry Mounted Band, la fanfare de la cavalerie.

Des centaines de soldats se trouvent dans ce cortège, qui a démarré sur le Mall, la longue avenue partant de Buckingham jusqu'à Trafalgar Square puis va traverser Whitehall, le quartier des ministères, avant d'arriver à l'abbaye. Des dizaines de milliers de personnes se trouvent sur le passage du cortège, acclamant le roi et la reine, malgré la pluie qui tombe de manière intermittente.

Certaines campent sur le Mall depuis plusieurs jours, attendant dans l'excitation ce moment historique, le premier couronnement d'un souverain britannique en 70 ans.

Charles III doit être couronné à 11H00 GMT. L'archevêque de Canterbury pose sur sa tête la couronne de Saint-Edouard, une couronne en or massif sertie de rubis, améthystes et saphirs, et dotée d'une toque de velours violet ourlée d'une bande d'hermine.

Le carrosse "Diamond Jubilee State Coach" a été utilisé pour la première fois par la reine Elizabeth II en 2014. C'est le plus récent dans les Ecuries royales.

Mais à leur retour de Westminster, Charles et Camilla utiliseront le traditionnel "Gold State Coach", le carrosse doré de 1762 qui transporte les souverains britanniques lors des grands événements. Il a été utilisé pour chaque couronnement depuis 1831. Il est si lourd qu'il doit voyager au pas. Il pèse quatre tonnes, est haut de 3,6 mètres et long de 7 mètres. Il faut huit chevaux pour le tirer.

Les travaillistes dominent les élections locales et visent Downing Street

Le leader du parti travailliste, Keir Starmer, a affirmé vendredi que son parti se dirigeait vers Downing Street après la déroute des conservateurs lors des élections locales en Angleterre. Les conservateurs ont perdu 48 conseils et plus de 1.000 conseillers, dépassant ainsi leurs prévisions les plus pessimistes. C'est la première fois depuis 2002 que le parti travailliste dépasse les conservateurs, devenant le plus grand parti au niveau local. Le chef de l'opposition a assuré que ces résultats "fantastiques" montraient que son parti était bien placé pour "chasser les Tories du gouvernement" lors d'un scrutin national prévu fin 2024. "Ne vous y trompez pas, nous sommes sur la bonne voie pour obtenir une majorité travailliste lors des prochaines élections générales", a-t-il martelé devant des militants en liesse à Medway, l'un des conseils que son parti a arrachés aux conservateurs. Les libéraux démocrates ont obtenu ce que leur dirigeant, Ed Davey, a qualifié de "meilleur résultat depuis des décennies", en prenant le contrôle de 12 conseils locaux. Les Verts ont obtenu plus de 200 sièges, leur meilleur résultat à une élection locale, s'ajoutant au contrôle de leur premier conseil anglais, dans le Mid-Suffolk. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a admis que les résultats étaient "décevants" mais a déclaré qu'il n'avait pas détecté "un mouvement massif vers le parti travailliste".

APS

ETATS UNIS-MEXIQUE
La frontière américaine "pas ouverte", insiste l'administration Biden

La frontière entre les Etats-Unis et le Mexique ne sera "pas ouverte" la semaine prochaine, malgré la levée annoncée d'une mesure sanitaire permettant d'expulser sans délai les migrants, a insisté vendredi le ministre américain de la Sécurité intérieure. "Le message est très clair", a martelé Alejandro Mayorkas lors d'une visite à Brownsville, ville texane frontalière. "La frontière n'est pas ouverte, elle ne l'était pas et elle ne le sera pas après le 11 mai", date à laquelle ce dispositif doit prendre fin. Connue sous le nom de "Titre 42", cette réglementation permet de refouler immédiatement les migrants dépourvus de visa, dont les demandeurs d'asile.

Son expiration fait craindre aux autorités un pic d'entrées illégales aux Etats-Unis. Le gouvernement démocrate de Joe Biden est la cible de vives critiques de la part des républicains, qui promettent un véritable "chaos" migratoire à compter de la semaine prochaine.

M. Mayorkas a insisté sur les alternatives instaurées pour éviter ce scénario. "Nous mettons en place des voies d'accès légales qui permettront aux personnes remplissant les conditions requises (...) d'atteindre les Etats-Unis en toute sécurité", a rappelé le ministre.

"Dans le même temps, nous ferons en sorte que les personnes qui arrivent à notre frontière sud de manière irrégulière subissent les conséquences de leurs actes", a-t-il ajouté. En vue de la levée du dispositif, l'administration Biden va mobiliser 1.500 soldats supplémentaires à la frontière des Etats-Unis avec le Mexique, pour épauler les 2.500 soldats assistant déjà la police aux frontières. Le "Titre 42" avait été réactivé en 2020 par l'administration de l'ex-président Donald Trump, au nom de la lutte contre la pandémie de coronavirus. Son successeur, Joe Biden, en avait prolongé la validité. Avec sa levée, "l'Amérique est en état de siège", a assuré mercredi le sénateur républicain Lindsey Graham. Ce ténor de la droite américaine dit s'attendre à ce que 900.000 à 1,1 million de migrants franchissent la frontière dans "les 90 jours qui suivront" la fin du dispositif. Selon la police américaine des frontières (CBP), 192.000 interpellations de migrants ont eu lieu à la frontière sud en mars. Un chiffre qui ne reflète pas le nombre de personnes tentant de la franchir: un migrant peut être confronté plusieurs fois aux forces de l'ordre lors de différentes tentatives.

AFGHANISTAN

Les forces de sécurité afghanes tuent deux membres présumés de l'EI près de Kaboul

Les forces de sécurité afghanes ont mené vendredi soir une opération visant un repaire présumé du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) dans la banlieue est de Kaboul, la capitale afghane, selon un communiqué de la Direction générale du renseignement. Deux membres présumés du groupe terroriste ont été tués lors

de cette opération menée dans le district de Bagrami, a-t-elle indiqué en précisant qu'aucun civil ou membre des forces de sécurité n'avait été blessé à cette occasion. Plus d'une dizaine de membres présumés de l'EI ont été tués lors d'opérations menées ces deux derniers mois par les forces de sécurité à Kaboul et à Mazar-e-Sharif (nord).

MOIS DU PATRIMOINE

L'imam El Maghili, porte étendard de l'Islam et de la pensée en Afrique

Ambassadeur du réformisme religieux, social et politique, porte étendard de l'Islam dans plusieurs pays d'Afrique, l'imam algérien Mohamed Ben Abdelkrim Al Maghili (1425-1504) avait assuré un rôle pionnier dans la propagation de l'Islam tolérant basé sur une approche globale visant la bonne gouvernance et la stabilité des sociétés africaines.

Avec l'apport d'El Maghili, fils de Tlemcen, les populations de nombreux pays d'Afrique ont connu une voie tolérante de l'Islam et une stabilité pérenne, particulièrement dans le Sahel et l'Afrique de l'ouest.

Pour le Secrétaire général du Haut conseil Islamique (HCI), Bouzid Boumediene, El Maghili peut être considéré comme une "nouvelle propagation de l'Islam en Afrique", la longue période passée dans ses différents pays a fait de lui "une référence religieuse, sociale et politique qui a aussi appuyé la présence de la tariqa El Qadiria dans le continent".

Bouzid Boumediene considère également El Maghili comme "un lien entre l'héritage spirituel algérien et l'héritage spirituel africain".

Pour sa part, l'universitaire Hadj Ahmed El Ziouani, descendent de Abdelkrim El Maghili, indique que l'imam est un "référént algérien" qui a établi des "passerelles entre l'Algérie et l'Afrique de l'ouest et la région du Sahel" et qui a mis en place les principes d'organisation de ces Etats, comme ce fut le cas pour le royaume Songhaï du Malo et Haoussa au Nigéria.

L'Emir de Kano, Aminu Ado Bayero, et Cheikh de la Tariqa El Qadiria au Nigéria, confirme la "place de choix" qu'occupe l'héritage d'El Maghili et sa personnalité sur les plans religieux et scientifiques, et sa participation à la propagation de l'Islam en Afrique de l'ouest.

Il a également appelé à "exploiter l'héritage intellectuel d'El Maghili", qui a vécu 20 ans dans la ville de Kano au nord du Nigéria, dans la recherche scientifique et particulièrement dans le champ de la pensée

politique. De son côté le recteur de Djamaâ El Djazaïr, Mohamed Maamoune Al Kacimi AL Hoceini, considère El Maghili comme une "référence algérienne qui a occupé un rang élevé parmi ses contemporains" qui peut nous inspirer aujourd'hui "les voies de la cohabitation et de la fraternité".

Le rôle de réconciliateur entre des principautés rivales d'El Maghili est également mis en avant par Ahmed Mortadha, universitaire et ancien Président de la ligue des Oulémas et Imams du Sahel, qui relève que l'Imam a propagé l'Islam au Nigéria "de manière civilisée et pacifique et sans aucune violence".

Abordant dans ce sens, Baba Camara, universitaire et membre du conseil ivoirien des affaires religieuses, explique que le parcours d'El Maghili dans la région "annule la thèse d'un Islam propagé par l'épée", alors que Abdelbasit Abderrahim Adem, Cheikh de la Tidjania au Tchad, met en avant le rôle de l'Imam dans le "rapprochement des peuples" et dans l'édification des systèmes politiques de la région.

Un héritage à exploiter

L'universitaire malien Mohamed Diakité, a indiqué que l'Institut Ahmed-Baba des hautes études et de recherches islamiques de Tombouctou, détient un fond documentaire rare de manuscrits de Abdelkrim El Maghili, et appelle à collecter et exploiter l'héritage de l'imam.

L'Algérie avait organisé en décembre dernier le Colloque international sur "l'Imam Mohamed Ben Abdelkrim Al Maghili: Gouvernance, unité et stabilité des sociétés africaines", sous le haut patronage du Président



de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et avec la participation de nombreux universitaires, intellectuels, et représentants de zouaïa d'Algérie et de nombreux pays africains et asiatiques. Lors de ce colloque le Président de la République a approuvé la création d'un centre de recherches sous l'appellation "Centre l'Imam Al-Maghili pour les recherches et les études africaines et arabes" qui sera un levier du développement en Afrique.

Le Président Tebboune a également approuvé l'adoption d'une "Semaine culturelle africaine" sous l'intitulé "Adrar, capitale de

la culture africaine", dont les festivités culturelles, touristiques et économiques coïncideront avec l'anniversaire de l'Imam Mohamed Ben Abdelkrim Al-Maghili.

Le Président de la République a également approuvé la réalisation d'un long métrage sur ce savant algérien mettant en exergue ses hauts faits, ses réalisations et ses qualités, et l'adoption du Prix annuel de l'Imam Al-Maghili pour les études sur le patrimoine et la culture, outre la poursuite de l'organisation des éditions annuelles du colloque et la publication de tous ses travaux à travers tous les supports disponibles.

MEDIAS

"Ifrikya FM", un nouveau-né dans le paysage médiatique algérien

"Ifrikya FM", une nouvelle station de radio qui diffusera ses programmes en direction de tous les pays africains, a été lancée mercredi soir, renforçant ainsi davantage le paysage médiatique algérien. Cette nouvelle station de radio a été lancée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse lors d'une cérémonie rehaussée de la présence de membres du gouvernement et de directeurs d'établissements médiatiques.

S'exprimant à cette occasion, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a mis en exergue l'importance de la diversité du paysage médiatique en Algérie, à travers "le lancement de nouvelles chaînes

de télévision thématiques qui ont renforcé récemment le paysage médiatique, et le lancement aujourd'hui d'une nouvelle station de radio dédiée aux questions africaines".

Concernant "Ifrikya FM", M. Bouslimani a indiqué que cette station radio "partagera toutes les questions avec les Africains, notamment dans les domaines politique, sportif et culturel".

Pour sa part, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi s'est félicité du lancement de cette nouvelle station radio à dimension africaine, affirmant que "la diplomatie religieuse algérienne est présente dans la profondeur africaine à travers les tarikas

Tidjaniya et Kadiriya, et les nombreux érudits algériens en Afrique".

Il a évoqué, en outre, "la contribution de l'Algérie à la réalisation de mosquées et d'écoles coraniques dans de nombreux pays africains". Pour sa part, le directeur d'"Ifrikya FM", Mohamed Sayem a affirmé que "ce nouveau-né sera la voix de l'Afrique par excellence".

Cette nouvelle station radio comptera sur "un staff de jeunes journalistes de différentes nationalités africaines, un réseau de correspondants dans 9 pays africains, et des programmes diffusés dans 5 langues, à savoir l'arabe, le français, le targui, le haoussa et le bambara", a-t-il fait savoir.

L'APS lance un Forum d'information

L'Agence nationale d'information "Algérie Presse Service" (APS) lance, ce samedi, un Forum national d'information évoquant les principales questions intéressant le peuple algérien et ayant trait au passé, au présent et au futur de la Nation, une initiative visant à contribuer à l'enrichissement de la dynamique positive marquant la scène nationale. L'APS a décidé d'organiser la 1ère édition de ce Forum national en tenant une rencontre d'honneur conviant une personnalité nationale et historique. L'édition inaugurale intervient à la veille de la Journée nationale de la Mémoire, instituée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour commémorer la lutte et les sacrifices des Chouhada des massacres du 8 mai 1945. Dans ce cadre, le Forum reçoit le président du Conseil de la nation, le moudjahid Salah

Goudjil pour évoquer le contexte historique des événements du 8 mai 1945, leur rôle et leur prolongement dans le processus de lutte nationale, couronné par le déclenchement de la Glorieuse guerre du 1er Novembre 1954. Le président de la chambre haute du Parlement, le moudjahid Salah Goudjil abordera avec une analyse profonde les principaux faits ayant marqué cette période charnière de l'histoire de l'Algérie, étroitement liée au processus d'adhésion de l'élite du mouvement national à l'option de la guerre pour l'indépendance. Il évoquera en outre le contexte national et international prévalant à l'époque et les étapes de structuration du mouvement national en préparation au déclenchement de la Glorieuse guerre de libération.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

BRÉSIL Réglementation de l'utilisation de l'intelligence artificielle

Le président du Sénat brésilien, Rodrigo Pacheco, a présenté un projet de loi visant à réglementer les usages de l'intelligence artificielle, dans le but de prévoir les impacts économiques, sociaux et sécuritaires qu'elle peut avoir sur le développement de cette technologie dans le pays.



Pacheco a présenté le projet avec les arguments d'une commission de juristes qui ont étudié la question au cours de 70 audiences publiques.

Selon le texte proposé par le président du Sénat, membre du Parti social-démocrate (PSD), allié du président Luiz Inácio Lula da Silva à la Chambre haute, "il faut protéger les droits fondamentaux, la démocratie et la liberté de décision et de choix du peuple".

L'initiative souligne également la nécessité de respecter les droits du travail, dans un contexte où les entreprises ont tendance à réduire leurs effectifs en raison de l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle.

"D'une part, le projet de loi établit des droits pour

protéger les personnes qui sont quotidiennement impactées par les systèmes d'intelligence artificielle, depuis la recommandation de contenus et l'orientation de la publicité sur Internet jusqu'à l'analyse de leur éligibilité au crédit et de certaines politiques publiques", souligne le texte.

Selon ce qui a été rapporté par le Sénat, le projet de loi vise également "un renouvellement de la surveillance et de la supervision institutionnelle qui crée des conditions de prévisibilité quant à son interprétation et de sécurité juridique pour l'innovation et le développement technologique".

L'initiative a été présentée après que la Chambre des députés a suspendu mardi dernier le vote pour régle-

menter les entreprises étrangères de médias sociaux telles que Google, Twitter, Meta et Tik Tok dans le but de "contrôler les messages haineux incitant à des actes de violence".

D'autre part, lundi dernier, la Cour suprême fédérale (STF) a ordonné l'interrogatoire des "présidents ou équivalents" des sociétés Google, Meta et Spotify, soupçonnés d'avoir promu une campagne contre un autre projet de loi visant à lutter contre les fake news sur Internet.

La décision a été prise par le juge Alexandre de Moraes, qui a également déterminé que ces plateformes devaient retirer "les publicités, textes et informations" critiquant le projet de loi sur les "Fake News".

ETATS UNIS

Les revenus et profits d'Apple dépassent les attentes

Apple a substantiellement dépassé les attentes du marché avec près de 95 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour la période de janvier à mars, dont le groupe californien a dégagé 24 milliards de bénéfice net, dans un contexte de ralentissement économique mondial. En 2022, sur la même période, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 97,2 milliards de dollars, avec un bénéfice net à 25 milliards de dollars.

Les ventes de son produit phare, l'iPhone, en légère augmentation sur un an à 51,33 milliards de dollars, d'après un communiqué de résultats publié jeudi, ont aussi battu les prévisions alors que la demande a largement baissé pour les appareils électroniques à cause de l'inflation. Son activité de services a aussi un peu progressé sur un an, à près de 21 milliards de dollars pour le deuxième trimestre de son exercice décalé, soit janvier-mars.

"Nous sommes contents d'avoir réalisé un record absolu dans les services et un record pour le deuxième trimestre pour l'iPhone malgré l'environnement économique difficile.

Notre base d'appareils actifs est à son plus haut", s'est félicité Tim Cook, le patron d'Apple, cité dans le communiqué.

Les revenus du groupe de Cupertino (Silicon Valley) ont baissé sur un an, mais le marché s'attendait à pire. Car la demande

pour les appareils électroniques, qui avait explosé pendant la pandémie et ses confinements, est retombée ces derniers mois face à l'inflation. Au deuxième semestre 2022, les ventes de téléphones portables dans le monde sont redescendues à leur niveau le plus bas depuis 2014, d'après le cabinet Canalys. Mais "la popularité de la gamme professionnelle d'iPhone aide Apple à étendre ses parts de marché, malgré les contraintes qui pèsent sur la demande", a souligné fin janvier Le Xuan Chiew, analyste de Canalys. "Et les difficultés inattendues du côté de l'approvisionnement pour ces modèles ont conduit Apple à accélérer sa diversification pour atténuer l'impact de ce problème", a-t-il ajouté. Les ventes d'ordinateurs personnels se sont aussi effondrées en début d'année, tombant à un niveau inférieur à ceux d'avant la pandémie, à cause de la demande "faible", des "excès" de stocks et d'un climat macroéconomique qui "empire", selon le cabinet IDC. Les Mac d'Apple n'ont pas été épargnés: ils ont généré 7,2 milliards de dollars de revenus pendant le trimestre écoulé, contre 10,4 milliards à la même période l'an passé. Le directeur financier de l'entreprise, Luca Maestri, a précisé que le conseil d'administration avait décidé d'un plan de rachat d'actions à hauteur de 90 milliards de dollars.

ASP

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPASA

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

CITE ADMINISTRATIVE - TIPASA-

NIF : 41602400042159

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N°...2023

La direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Tipasa, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour : LA REALISATION DU RESTE A REALISER D'UN CENTRE DE SECURITE MARITIME A L'EFTPA DE CHERCHELL

WILAYA DE TIPASA

EN DEUX (02) LOTS SEPARÉS :

- LOT N° 01-VOIRIES ET RESEAUX DIVERS (VRD) + PISCINE 12X25
- LOT N° 02- CHAMP DE FEU

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un seul ou plusieurs lots.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres et disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle : Ne sont éligibles au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale que les entreprises satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales suivantes :

> En matière de qualification et de classification professionnelles : ayant un certificat de qualification et classification professionnel en cours de validité en Bâtiment comme Activité Principale classée ou Secondaire la catégorie III (03) et plus.

> En matière de références professionnelles : Avoir réalisé au moins un (01) projet similaire d'un montant supérieur ou égal à 8 000 000,00 DA justifiés par attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrage publics.

> En matière de capacité financière : la somme des chiffres d'affaire de trois (03) dernières années (2019-2020-2021) des candidats doivent être égale ou supérieur à 18 millions de dinars.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné. Dans le cas d'un groupement, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture, et de la construction sise à cité administrative wilaya de Tipasa.

La durée de préparation des offres techniques et des offres financières est fixée à vingt et un (21) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP) ou la presse jusqu'à 12H00mn. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée au 21^{ème} jour, à compter de la date de la première de parution du présent avis sur les quotidiens nationaux, ou le B.O.M.O.P, jusqu'à 12 h 00 mn. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 12 h 00 mn.

Les offres seront déposées à la direction de l'urbanisme, de l'architecture, et de la construction de la wilaya de Tipasa sise à cité administrative - Tipaza

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière » Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offre n°...2023... et l'objet de l'appel d'offre ».

« A MADAME LA DIRECTRICE DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE TIPAZA »

SOUSSION A NE PAS OUVRIR

APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°...2023

LA REALISATION DURESTE A REALISER D'UN CENTRE DE SECURITE MARITIME A L'EFTPA DE CHERCHELL -WILAYA DE TIPASA EN DEUX (02) LOTS SEPARÉS :

- LOT N° 01-VOIRIES ET RESEAUX DIVERS (VRD) + PISCINE 12X25
- LOT N° 02- CHAMP DE FEU

2

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

1/ : **Le dossier de candidature contient :**

- Une déclaration de candidature.
- Une déclaration de probité.
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Références professionnelles fournies par les maîtres d'ouvrages pour des travaux similaires réalisés. (Attestations de bonne exécution).
- Certificat de qualification et classification professionnelles spécialité «BATIMENT » en activité Principale ou Secondaire catégorie TROIS (III) ou plus.
- Liste des moyens humains approuvée par les services CNAS.
- Liste des moyens matériels dûment justifiée.
- Capacités financières de l'entreprise, (justifiées par les bilans financiers des trois dernières années (2019-2020-2021) dûment visés par les services des impôts).
- Chiffre d'affaires des trois dernières années.

2/ : **L'offre technique contient :**

- Une déclaration de souscrire.
- Planning prévisionnel des travaux.
- Le cahier des charges qui doit porter à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté ».

3/ : **L'offre financière contient :**

- Lettre de soumission.
- Bordereau des prix unitaires.
- Le détail quantitatif et estimatif.
- Sous détail des prix.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentées de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se fera le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14 h00 mn au siège de la direction de l'urbanisme, de l'architecture, et de la construction de la wilaya de TIPAZA. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure « 14 h00 mn »

N. B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité et légalisées

TOUGGOURT

Un programme pour renforcer le parc des infrastructures juvéniles et sportives dans la wilaya

Un programme de développement a été retenu en faveur de la wilaya de Tougourt pour renforcer son parc des infrastructures juvéniles et sportives, a affirmé jeudi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad.

S'exprimant lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Hammad a indiqué que "la wilaya de Tougourt a bénéficié, à la faveur d'un financement global estimé à 606 millions DA pour l'exercice 2023, d'un programme de développement sectoriel composé de 29 opérations, portant renforcement et réhabilitation du parc des infrastructures juvéniles et sportives".

"Ces opérations sont appelées à consolider les installations du secteur, tout en permettant aux jeunes et enfants de la wilaya de pratiquer leurs activités dans des espaces appropriés", a-t-il souligné.

Le programme en question, comprend notamment des opérations de réhabilitation de trois (3) stades de football implantés dans les communes de Tougourt et El-Alia, la réalisation d'un complexe sportif de proximité au niveau de cette dernière, en plus d'une salle omnisports à Tebesbest, la restauration et la remise en état de deux (2) boulodromes à Nezla et Tougourt et la réhabilitation d'une dizaine d'établissements de jeunes à tra-



vers la wilaya, a-t-il fait détailler. M. Hammad a fait savoir que son département ministériel a alloué également une enveloppe financière de 120 millions de DA pour la rénovation des installations sportives et juvéniles, ainsi que la réalisation d'un nouveau siège de la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya, pour 180 millions DA.

Le ministre a, dans ce sillage, mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais et les normes de réalisation de ces installations destinées à renforcer le patrimoine du secteur de cette wilaya du Sud-est, qui totalise actuellement 176 structures sportives et 29 établissements de jeunes.

Au cours de sa tournée, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'une

piscine semi-olympique (25 mètres) à Témacine (sud de Tougourt), où il a instruit l'entreprise réalisatrice d'accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard enregistré dans la réalisation de cette structure, devant être réfectionnée lors de la prochaine saison estivale.

Toujours à Témacine, le ministre a inauguré un stade de 500 places, doté d'une pelouse artificielle.

Répandant aux préoccupations soulevées par des représentants des clubs sportifs, concernant le déficit en matière de soutien financier, le ministre a indiqué que ce problème est enregistré dans la plupart des wilayas, précisant que des démarches sont entreprises pour mobiliser tous les moyens d'accompagnement requis au profit des

clubs et associations relevant du secteur.

Dans la daïra de Taibet (Est de Tougourt), la délégation ministérielle a visité un projet d'une piscine semi-olympique, qui accuse un retard "considérable" en raison de difficultés financières qui entravent la réalisation des opérations restantes, entre autres, l'aménagement extérieur et la réalisation des réseaux divers, selon les explications fournies.

Le ministre a, à ce propos, affirmé que son département ministériel s'engage à éradiquer tous les obstacles afin de réceptionner ce projet dans les plus brefs délais.

Au terme de sa visite dans la wilaya de Tougourt, le ministre de la Jeunesse et des Sports a inauguré une piscine semi-olympique (200 places) à la cité El-Moustakbel (chef-lieu de wilaya), où il a appelé les responsables locaux du secteur à assurer le personnel d'encadrement qualifié pour s'occuper de la gestion de cette nouvelle structure, avant de donner le coup d'envoi d'une caravane nationale sur les dangers de la drogue.

2^{ème} PHASE NATIONALE DE TIR AUX PLATEAUX Début des épreuves à Batna avec la participation de plus de 100 tireurs

La deuxième phase du championnat national de tir aux plateaux "trap olympique" et "skeet olympique" a débuté vendredi au champ de tir de la commune de Djerma dans la wilaya de Batna avec la participation de plus de 100 tireurs issus de 14 Ligues de tir sportif.

Toutes les conditions ont été réunies pour la réussite de cette phase qui se déroulera sur deux jours avec une participation "record" des tireurs au champ de Djerma considéré comme l'un des meilleurs champs en la matière à travers le pays, a déclaré à l'APS, le président de la Fédération algérienne de Tir sportif Abderazak Lazreg.

Le même responsable a mis l'accent sur l'évolution que connaît le tir sportif en Algérie et les bons résultats réalisés en 2023 grâce à l'intérêt accordé au volet formation dans les différentes spécialités et la concentration sur les jeunes talents ayant confirmé leurs performances à l'occasion de plusieurs compétitions.

Il a annoncé dans ce cadre, l'organisation en septembre prochain au Centre national de Regroupement et préparation des Talents de l'Elite Sportive /Soudania (Alger) d'une session de formation au profit des entraîneurs de tir à l'arc avec une participation africaine et un encadrement d'experts de la Fédération internationale de la discipline.

Les présidents de ligues participantes à la 2ème phase du championnat national de tir aux plateaux "trap olympique" et "skeet olympique" à Batna ont exprimé à cette occasion leur satisfaction des conditions du déroulement de la compétition.

Le président de la Ligue de wilaya de Batna de tir sportif, organisatrice de l'événement, Farès Soualhi, a indiqué que les compétitions prévues vendredi et samedi sont marquées par la participation de 76 tireurs de la catégorie sénior et 24 tireurs de jeunes talent, un nombre a-t-il estimé "record" comparativement aux précédentes compétitions organisées à Batna.

La Ligue de tir sportif de Batna compte actuellement 16 clubs avec un total de 420 tireurs dans les trois spécialités (tir aux plateaux, air comprimé et tir à l'arc et flèche) selon le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance du champ de tir de Djerma nécessitant l'aménagement des espaces verts.

ATHLÉTISME - LIGUE DE DIAMANT (1^{re} ÉTAPE) L'Algérien Slimane Moula remporte le 800m, Sedjati troisième

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula a remporté la course du 800 mètres de la première étape de la Ligue de Diamant, course vendredi à Suheim Bin Hamad Stadium de Doha (Qatar), alors que son compatriote Djamel Sedjati, vice-champion du monde en titre, a pris la troisième place.

Moula, champion d'Afrique en titre de la distance, s'est adjugé la victoire avec un chrono de (1:46.06), devant le Kenyan Wyclife Kinyamal Kisasy (1:46.61). L'autre algérien Djamel Sedjati complète le podium (1:46.97). Les deux athlètes algériens réalisent à cette occasion leur meilleures performances de la saison.

Quatorze (14) meetings figurent au menu de cette édition 2023 de la Diamond League et s'étaleront sur une période d'environ cinq mois, allant du 5 mai au 17 septembre, date des finales qui auront lieu à Eugene, aux États-Unis.

Pour rappel, le meilleur chrono de Sedjati sur la distance est de 1:43.69, juste devant son compatriote Slimane Moula 1:44.19.

APS

JUDO - MONDIAUX 2023 - ALGÉRIE

Amina Belkadi : "Franchir le maximum de tours pour intégrer le Top 18 mondial et une qualification aux JO 2024 de Paris"

La judokate algérienne Amina Belkadi, N.24 mondiale dans la catégorie (-63 kg), aborde sa participation aux Championnats du monde 2023, prévus du 7 au 13 mai à Doha (Qatar), avec l'ambition d'intégrer le Top 18 du classement mondial, qui lui ouvre les portes de la qualification aux JO de Paris-2024. "Je vais aborder la compétition combat par combat en essayant de passer le maximum de tours, avec l'objectif de récolter le maximum de points pour intégrer le Top 18 du classement mondial et assurer ma qualification aux Jeux olympiques de Paris-2024", a déclaré Belkadi (30 ans) en conférence de presse tenue jeudi à Alger avant le départ de la délégation algérienne pour Doha. Meilleure algérienne au ranking mondial, la championne d'Afrique des -63 kg a également indiqué que son parcours aux Mondiaux 2023 dépendra entre autres du tirage au sort, assurant qu'elle a bénéficié des meilleures conditions de préparation avant le début de la compétition. "Le staff technique national a tracé un programme de préparation, qui se déroule dans de très bonnes conditions.

Je me sens au top de ma forme et j'espère faire mieux que lors des derniers Mondiaux où j'ai été éliminée au golden score face à la numéro une mondiale. A Doha, j'espère bénéficier

d'un tirage au sort clément pour aller le plus loin possible et pourquoi pas, aller chercher une médaille mondiale", a-t-elle souhaité. De son côté, le coach de la sélection nationale féminine, Mohamed Sedari, a indiqué que la stratégie de sa judokate est d'assurer rapidement sa qualification aux JO-2024 afin de préparer sereinement le rendez-vous de Paris, où elle vise une médaille. "Toutes les conditions sont réunies pour réussir sa participation aux Mondiaux de Doha et décrocher la qualification aux JO-2024. Nous allons se focaliser sur l'aspect psychologique afin qu'elle

soit dans les meilleures conditions le jour J", a-t-il dit. Pour le rendez-vous de Doha, l'Algérie sera représentée par six judokas : chez les messieurs par Waïl Ezzine (-66 kg), Dris Messaoud (-73 kg), Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaâ (+100 kg), alors que chez les dames, la sélection nationale sera représentée par Belkadi Amina (-63 kg) et Sonia Asselah (+78 kg). Selon la Fédération internationale de judo (IJF), 683 athlètes (356 messieurs et 327 dames), représentant 100 pays et cinq continents, participeront à cette compétition planétaire.

VOLLEY - COUPE D'ALGÉRIE (MESSIEURS) Le NR Bordj Bou Arreridj et le WA Tlemcen en finale

Le NR Bordj Bou Arreridj et le WA Tlemcen se sont qualifiés en finale de la Coupe d'Algérie de volley-ball, seniors messieurs, en s'imposant respectivement devant la JSC Ouled Adouane (3-0) et le MC Alger (3-1), en demi-finales disputées vendredi. Dans la première demi-finale, disputée à Bouira, les volleyeurs du NR Bordj Bou Arreridj ont dominé les tenants du trophée sur le score de 3 sets à 0 (25-21, 25-21, 25-22). De son côté, le WA Tlemcen a battu le MC Alger sur le score de 3 sets à 1 (25-22, 23-25, 25-19, 25-20), en match disputé à Chlef.

Résultats des demi-finales :

JSC Ouled Adouane - NR Bordj Bou Arreridj 0-3 (21-25, 21-25, 22-25)
WA Tlemcen - MC Alger 3-1 (25-22, 23-25, 25-19, 25-20).

CAN-2023 (U17)

GR.A - 3^È ET DERNIÈRE JOURNÉE (CONGO-ALGÉRIE 1-1)
Anatouf propulse les "Verts" en quarts de finale

Sans briller, l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) a validé son ticket pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, en arrachant le point du match nul face au Congo 1-1 (mi-temps : 0-0), vendredi soir au stade Nelson-Mandela de Baraki, dans le cadre de la 3^e et dernière journée (Gr.A) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 qui se déroule en Algérie (29 avril - 19 mai).

À l'instar du précédent match face au Sénégal, l'équipe nationale a trouvé des difficultés à entrer dans la partie, laissant l'initiative du jeu aux Congolais, qui se sont procurés deux occasions franches durant le premier quart d'heure de jeu, à l'image de celle de Nzebele (4e), dont le tir a été détourné in-extremis en corner par un défenseur algérien alors qu'il se trouvait face à face avec le portier Hammache. Tétanisés par l'enjeu de ce match, les coéquipiers de Younés Badani ont échoué à imposer leur jeu face à une équipe congolaise entreprenante, bien organisée et surtout plus motivée, qui a gagné la bataille du milieu de terrain. Les "Verts", bien en place défensivement, n'ont réussi à se procurer, en revanche, qu'une seule occasion, laissant sur leur faim les supporters qui se sont déplacés à l'enceinte de Baraki pour prêter main forte aux joueurs du sélectionneur Arezki Remmane. Après la pause, le Congo a poursuivi dans le même rythme en monopolisant le ballon, face à la sélection algérienne qui a procédé par des contres. Servi idéalement par Chetoui, Mohamed Abdelmoudjib, seul face au portier congolais Bonazebi, a raté une grosse occasion de donner l'avantage aux siens (57e). Les joueurs du sélectionneur italien Fabrizio Cesana sont repartis vers l'avant, ce qui leur a permis d'ouvrir logiquement la marque. Suite un tir sur le droit,



Hammache s'interpose mais le ballon reste dans le jeu, ce qui profite à Ndzoukou qui ouvre le score d'un tir dans l'angle fermé. Entré en cours de jeu, l'attaquant Moslem Anatouf est parvenu à remettre les pendules (74e) sur une passe décisive de Bahlouli. Anatouf reprend la tête du classement des buteurs du tournoi avec 3 réalisations.

Les Congolais ont jeté toutes leurs forces en attaque dans l'objectif de reprendre l'avantage, mais la défense algérienne a résisté jusqu'au sifflet final de l'arbitre nigérian Abdulsalam Abiola Kasim. Dans l'autre match du groupe A disputé au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, le Sénégal a conforté sa position de leader en battant facilement la Somalie (3-0). Les quatre premiers du tournoi représenteront

l'Afrique au Mondial U17 qui devait se jouer au Pérou du 10 novembre au 2 décembre prochains, avant que la Fédération internationale (Fifa) ne décide de retirer l'organisation à ce pays en raison du retard pris dans la réalisation des infrastructures sportives, dont les stades de football. La Fifa n'a pas encore désigné le pays hôte qui remplacera le Pérou.

FICHE TECHNIQUE

Stade Nelson Mandela de Baraki (Alger). Temps printanier. Terrain en bon état. Affluence moyenne. Arbitrage du nigérian Abdulsalam Abiola Kasim, assisté du Kenyan Stephen Eleazar Onyango Yiembe et de l'Erythréen Sirak Samuel Menghis. Quatrième arbitre : le Tanzanien Ahmed Ally Arajaja. Commissaire au match : le Béni-

nois Tempa N'Dah François.
Buts : - Ndzoukou (67') Congo - Anatouf (74') Algérie
Avertissements : - Lebo (50') Congo - Badani (23') Algérie
Congo : Bonazebi, Nganda, Malong (Kenge 81'), Lebo, Mat-sounga, Baleka, Pounga, Wumba NT, Wumba NZ, Ndzoukou (Bizenga 83'), Nzebele (Ngazania 88').
Sélectionneur : Fabrizio Cesana.
Algérie : Hammache, Ben Idder, Bouaouiche, Yakoubi, Badani, Benali, Amem (Anatouf 71'), Chetoui, Abdelmo udbij (Yazid 71'), Ziad (Bahlouli 71'), Delaveau (Gallou 41').
Sélectionneur : Arezki Remmane.

Le point du groupe (A) à l'issue de la 3^e journée

Congo - Algérie	1 - 1
Somalie - Sénégal	0 - 3

Classement	Pts	J	Diff
1). Sénégal	9	3	+7
2). Algérie	4	3	-1
3). Congo	2	3	-1
--). Somalie	1	3	-5

Déjà joués :

1 ^{re} journée :	2-0
Algérie - Somalie	2-0
Sénégal - Congo	1-0
2 ^e journée :	0-3
Algérie - Sénégal	0-3
Congo - Somalie	1-1

NB : les deux premiers de chacun des trois groupes, ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se qualifient pour les quarts de finale.

D É C L A R A T I O N S

Arezki Remmane (sélectionneur/Algérie) : "Tous les matchs du premier tour ont été difficiles, chaque équipe s'est déplacée pour l'objectif de valider son ticket pour le Mondial. On est bien rentrés dans le match, mais les joueurs ont mal géré l'émotion en voulant faire plaisir au public. Nous avons pris trop de risque en faisant sortir le ballon du derrière face au Congo qui nous pressait, j'ai demandé aux joueurs de garder la balle pour casser le bloc adverse. Nous sommes en quarts de finale, et notre objectif reste le même à savoir se qualifier pour le Mondial. Les matchs sont différents les uns les autres, chaque équipe à ses propres caractéristiques. Le but encaissé nous a perturbé, mais nous avons rapidement revenus à la marque, même si physiquement ne nous sommes pas encore au top. Concernant ma décision de mettre Anatouf sur le banc du touche, il ne faut pas oublier qu'il revenait de blessure, il fallait gérer cette situation, il a su profiter des espaces laissés par la défense adverse pour égaliser. Nous avons abordé ce match avec l'intention de le gagner, mais la physiologie du match a mis les joueurs en

difficulté. Le Congo nous a peiné dans la sortie de balle, leur sélectionneur nous a bien analysé. Nous avons joué avec le feu, mais heureusement les joueurs ont réussi à se corriger par la suite sur le plan offensif et défensif et monter crescendo dans la rencontre. Nous allons axer notre travail sur la récupération en prévision du match des quarts de finale. Je compte beaucoup sur le soutien du public de Constantine, qui je suis persuadé, va nous encourager et nous galvaniser pour aller chercher notre qualification pour le Mondial."

Fabrizio Cesana (Sélectionneur/Congo) : "Tout d'abord, je tiens à féliciter mes joueurs pour leur belle prestation, surtout qu'il n'était pas évident pour eux de jouer aussi bien face au pays organisateur, de surcroît dans un match décisif pour la qualification. Je tiens à souligner au passage que l'arbitrage a été bon, et qu'il s'est vraiment montré à la hauteur d'un match de cette importance.

Pour revenir à la physiologie de la rencontre, je dirai qu'encore une fois, nous avons joué de malchance. Comme face à la

Somalie, nous avons raté beaucoup d'occasions franches et cela a fini par nous coûter la victoire. Ce qui est dommage, car je suis convaincu que si nous avions réussi à concrétiser seulement deux ou trois de ces occasions, le match aurait sûrement pris une autre tournure. Cela dit, rien n'est encore perdu. Nous conservons une petite chance de se qualifier en tant que meilleur troisième, et si elle se concrétise, alors là, nous serons vraiment contents".

Wumba NT (Meneur de jeu du Congo/Homme du match) : "Nous avons bien joué, et on s'est procurés un nombre relativement important d'occasions, tout au long des 90 minutes, mais sans pouvoir inscrire plus de buts. Ce qui est vraiment dommage, car vu les efforts fournis, nous méritions de l'emporter. En venant en Algérie, notre objectif était de se qualifier au mondial, et pourquoi pas, le faire en remportant cette CAN. Mais après ce nul, on doit se rendre à l'évidence qu'il sera compliqué d'atteindre notre objectif. J'espère que nous pourrions rattraper le coup, en se qualifiant en tant que meilleur troisième".

Le Sénégal bat la Somalie 3-0

La sélection du Sénégal des U17 a réalisé sa troisième victoire en battant la Somalie 3-0 (2-0 mi-temps) dans un match à sens unique disputé vendredi-soir au stade Chahid Hamlaoui de Constantine pour le compte de la troisième journée du groupe A de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans de football qui se tient en Algérie (29 avril-19 mai).

Les buts du Sénégal ont été inscrits par le somalien Said Mohamed contre son camp (8'), Amara Diou (33') et Yaya Dieme (88', pénalty). Dès le coup de sifflet du match donné par l'arbitre ivoirien Soro Tuonifere, la sélection sénégalaise a imposé une domination totale du jeu créant de multiples offensives lancées depuis le milieu de terrain face à une équipe somalienne déstabilisée.

Cette pression s'est affirmée avec un auto-goal précoce à la 8' marqué suite un corner joué par l'aile gauche Lassana Traoré et logé dans les filets suite à une erreur dans la défense du joueur

somalien, Saïd Mohamed. La première mi-temps n'a connu aucune occasion pour l'équipe somalienne à l'exception d'un coup franc tiré par Yaasiin Adbiraman passé un peu au-dessus de la transversale du gardien sénégalais Serigne Diouf. Le second but sénégalais est venu à la 33' après un dribble d'Ali Abdikadir. Les quatre changements effectués par le sélectionneur somalien durant la seconde mi-temps n'ont eu aucun effet et le match s'est poursuivi dans le même sens confirmant le piètre niveau affiché par les joueurs somaliens. Taclé dans la surface de réparation, le joueur remplaçant sénégalais, Yaya Dieme obtient un pénalty qu'il exécute avec succès à la 88'. Après cette victoire, le Sénégal occupe seul la position de tête du groupe A avec 9 points garantissant son passage au prochain tour. Il est suivi par la sélection de l'Algérie avec 4 points puis par le Congo à la troisième place avec 2 points et à la dernière place par la Somalie.

(GR:C-3E J) MALI-BURKINA FASO
Un duel décisif pour la qualification aux quarts de finale

La sélection nationale Burkinabé des moins de 17 ans affrontera dimanche (20h00) au stade du 19 mai 1956 à Annaba son homologue camerounaise dans un duel décisif pour la qualification aux quarts de finale pour le compte de la troisième et dernière journée du groupe C de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 qui se déroule en Algérie (29 avril-19 mai).

Ayant montré de très belles dispositions face au Mali malgré la défaite (1-0) lors de la première journée, les capés de l'entraîneur burkinabé Ibrahim Traore comptent bien se racheter face aux Camerounais dans l'objectif d'arracher le deuxième billet qualificatif aux quarts de finale. Contraints au repos lors de la deuxième journée suite à la disqualification du Soudan du Sud par la CAF parce qu'il avait plus de trois joueurs non éligibles, les Burkinabés sont dos au mur et condamnés à décrocher les trois points de la victoire contre le Cameroun s'ils veulent continuer leur aventure africaine dans un groupe C très disputé et dont le premier billet qualificatif a été déjà attribué aux Maliens avec deux victoires (1-0 face au Burkina Faso et 2 à 0 contre le Cameroun). Les Burkinabés qui ont remporté la CAN des moins de 17 ans à deux reprises (1999 à Conakry et en 2001 à Victoria aux Seychelles) sont conscients de l'importance du match de dimanche soir.

L'ancien gardien de but burkinabé Sa Ibrahim Traoré, actuellement entraîneur-adjoint de la sélection entend aider ses capés à s'affirmer et les mener vers leur objectif, comme il l'a indiqué, lors d'une conférence de presse: "Nous avons un groupe solide qui peut décrocher le trophée". La mission des Burkinabés s'annonce ardue face à une équipe camerounaise "blessée", mais encore "vivante" après sa défaite jeudi dernier (2-0) face au Mali. Le tenant du titre a échoué lors de sa première sortie contre les "Aiglons" dans le cadre de sa mission de conserver sa couronne continentale, une véritable déception pour les Lionceaux de l'entraîneur Sergi Mimbo qui avaient été désignés comme les favoris, avant le lancement de la compétition africaine. Pour cette raison, les Camerounais comptent bien se racheter pour arracher le deuxième billet qualificatif aux quarts de finale, une volonté affichée par l'équipe où règne une forte atmosphère d'optimisme et de concentration. Le staff technique ainsi que les supporters de l'équipe camerounaise attendent le "réveil" de leur solide attaquant et meilleur buteur de l'équipe, Dorinal Yungo Matah Angel.

À l'issue de la deuxième journée, le Mali, avec un total de 6 points, avait arraché sa qualification aux quarts de finale. Le groupe C de la 14^e édition de la CAN U-17 est considéré comme le groupe le plus étoffé en nombre de titres continentaux avec cinq coupes d'Afrique: deux pour le Cameroun (2003 et 2019) et le Mali (2015 et 2017) et une pour le Burkina Faso, édition 2011.

Programme du dimanche

Programme du groupe C comptant pour la troisième et dernière journée de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans (U-17) de football, prévue dimanche à 20h00 au stade du 19 mai d'Annaba:

Stade du 19 mai 1956 (Annaba)
 Burkina Faso - Cameroun (20h00)
 Mali exempt.

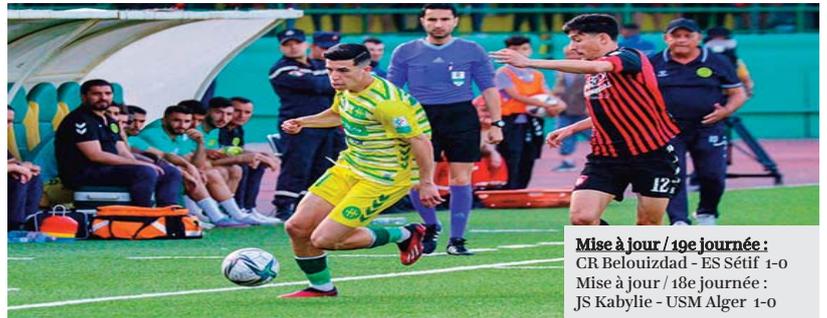
LIGUE 1 MOBILIS (MISE À JOUR - 18^E ET 19^E JOURNÉES) La JSK bat l'USMA (1-0)

La Jeunesse Sportive de Kabylie s'est offerte un gros bol d'air vendredi, en remportant une importante victoire dans la course au maintien, après son succès à domicile face à l'Union Sportive de la Médina d'Alger (1-0, mi-temps 1-0), en match comptant pour la mise à jour de la 18^e journée de la Ligue 1 Mobilis.

L'unique but de la rencontre a été inscrit à la 33^e minute de jeu, par le milieu de terrain Boukhenchoucha, qui permet ainsi à son équipe de porter son capital-points à 20 unités, soit à une longueur du premier club non reléguable, le Paradou AC (21 pts).

Un peu plus tôt dans l'après-midi, le CR Belouizdad avait conforté sa première place au classement de la Ligue 1 Mobilis, en battant l'ES Sétif sur le score d'un but à zéro, en match disputé au stade du 20-Août 1955, pour la mise à jour de la 19^e journée. L'unique

but de la rencontre a été inscrit par Bouras à la 22^e minute permettant à son équipe de porter son capital-points à 48 unités, soit huit de mieux que le dauphin, le CS Constantine (40 pts), alors que l'ES Sétif occupe la troisième place, conjointement avec le MC Alger, avec 35 points pour chaque formation. Ce dernier dispose cependant d'un match en retard par rapport aux Sanafirs, alors que la JSK en compte deux, ce qui pourrait s'avérer salubre pour son maintien parmi l'élite la saison prochaine.



Mise à jour / 19^e journée :
CR Belouizdad - ES Sétif 1-0
Mise à jour / 18^e journée :
JS Kabylie - USM Alger 1-0

Le CR Belouizdad bat l'ES Sétif (1-0) et conforte sa place de leader



Le CR Belouizdad a conforté sa place de leader du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football, en s'imposant devant l'ES Sétif sur le score de 1 à 0, mi-temps (1-0), en match comptant pour la mise à jour de la 19^e journée disputé vendredi au stade du 20 août 1955 d'Alger.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Bouras à la 22^e minute pour le CRB. A la faveur de cette nouvelle victoire, le CR Belouizdad creuse l'écart en tête du

classement avec 48 points soit 8 unités de plus que son dauphin le CS Constantine, alors que l'ES Sétif (35 pts) occupe le troisième rang conjointement avec le MC Alger, qui compte un match en retard face au CRB, programmé mardi prochain au stade du 5 juillet. Le deuxième match de mise à jour du calendrier de la Ligue 1 Mobilis, prévu ce vendredi, oppose actuellement la JS Kabylie à l'USM Alger au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou.

Classement	Pts	J
1). CR Belouizdad	48	21
2). CS Constantine	40	22
3). MC Alger	35	21
-). ES Sétif	35	22
5). JS Saoura	33	22
6). USM Alger	32	20
7). USM Khenchela	31	21
8). MC El-Bayadh	30	21
-). MC Oran	30	21
10). RC Arbaâ	28	22
-). US Biskra	28	22
12). ASO Chlef	27	22
13). NC Magra	26	22
14). Paradou AC	21	21
15). JS Kabylie	20	20
16). HBC-Laïd	02	22

COUPE D'ALGÉRIE MOBILIS (1/8E DE FINALE - MISE À JOUR) JS El Biar - CR Belouizdad le 13 mai au stade 5 juillet (FAF)

Le match en retard des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie devant opposer la JS El Biar au CR Belouizdad aura lieu le samedi 13 mai 2023 au stade du 5 juillet 1962 à 18h00, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) samedi. Cette rencontre avait été reportée en raison de la participation du CR Belouizdad à la Ligue des champions de la CAF. Le vainqueur de ce match affrontera l'AS Khroub en 1/4 de finale prévu le 21 mai prochain à Alger. D'autre part, la Commission de Coupe d'Algérie a arrêté le programme des rencontres ainsi que la désignation des stades devant abriter les matchs des quarts de finale seniors de la Coupe d'Algérie Mobilis édition 2023.



Vendredi 12 mai 2023:

Stade Brakni (Blida): CR Zaouia- NC Magra 16h00
Stade Mohamed Boumezzrag (Chlef): ASO Chlef- OS Akbou 18h00
Stade 20 août (Bechar): JS Saoura- Paradou AC 20h00

Dimanche 21 mai 2023:

Alger: Vainqueur du match des 1/8es de finale JS El Biar- CR Belouizdad contre l'AS Khroub 16h00.

COUPE D'ALGÉRIE DE LA LIGUE MOBILIS "RÉSERVES" (TIRAGE AU SORT) MCA-USMA, et CRB- CSC, les affiches des 1/2 finales

MC Alger- USM Alger et CR Belouizdad- CS Constantine, sont les deux affiches des demi-finales de la Coupe de la Ligue Mobilis de la catégorie "Réserves", selon le tirage au sort effectué jeudi au siège de la Ligue de football professionnel (LFP).

A noter que les rencontres seront programmées le mardi 23 mai 2023 sur des terrains neutres. Voici le programme des demi-finales :

CR Belouizdad- CS Constantine
MC Alger- USM Alger.

LIGUE 2 AMATEUR Sept équipes risquent des défalcons de points pour non paiement des amendes (LNFA)

Sept (7) clubs du championnat de Ligue 2 amateur risquent des défalcons de points en raison du non paiement des amendes, a indiqué jeudi la Ligue nationale de football amateur (LNFA). Ces sept formations recensées par la LNFA sont: le WA Boufarik, le SKAF Khemis Miliana, le NRB Tleghma, le MO Constantine, le RC Kouba, l'AS Ain M'hila et l'US Chaouia, précise la même source. "Elles ont été toutes destinataires d'une convocation de la commission pour les mettre en demeure, avant l'application de l'article 133 du règlement des championnats du football amateur. Ces clubs risquent

des défalcons de 1 point par mois de retard", souligne l'instance chargée de la gestion de la compétition. Le Bureau exécutif de la Ligue nationale de football amateur a insisté lors de sa réunion statutaire tenue mercredi au siège de la Ligue à Alger, sur "l'application stricte du texte réglementaire qui s'inscrit dans le cadre de la préservation de l'esprit sportif de la compétition". D'autre part, le Bureau a examiné la situation du championnat de Ligue 2 à cinq journées de la fin. La saison sera clôturée le samedi 3 juin avec la 30^e et dernière journée du groupe Centre-est. Le Bureau de Ligue

invite les clubs à faire preuve de sagesse, de vigilance et de l'esprit du sportivité durant cette période marquée par des enjeux d'accession et de rétrogradation. Par ailleurs, les frais d'engagement des jeunes catégories (U17 et U15) des clubs de la ligue 2 dans les championnats des ligues régionales au titre de la saison 2022/2023 ont été honorés par la LNFA, informe l'instance. Les indemnités des officiels de matchs dues au titre des mois de janvier et février 2023 ont été réglées. Celles dues pour les mois de mars et avril 2023 le seront à la fin du mois de mai 2023, a conclu la LNFA.

La LNFA dévoile le calendrier de la fin de saison

La Ligue nationale de football amateur (LNFA) a dévoilé mercredi le calendrier des quatre dernières journées du championnat de la Ligue 2 dans ses deux groupes : Centre-Ouest et Centre-Est.

La 28^e journée du championnat groupe Centre-Est a été avancée au mardi 16 mai en raison de la participation de l'AS Khroub aux quarts de finale de la Coupe

d'Algérie programmés le 21 mai. L'ASK jouera contre le vainqueur de JS El Biar - CR Belouizdad, dont la date restera à déterminer.

En catégorie de jeunes, la LNFA a programmé la dernière journée le 21 mai, mais avant cette date, elle va mettre à jour tous les matches retardés qui sont au nombre de 4.

Pour rappel, la 26^e journée de Ligue 2 dans

les deux groupes se jouera le samedi 6 mai.

Ce calendrier de fin de saison a été établi lors de la réunion du Bureau de Ligue tenue ce mercredi.

Voici par ailleurs le calendrier pour le reste de la saison :

Groupe Centre-Ouest :
27^e journée: vendredi 12 mai 2023
28^e journée: samedi 16 mai 2023
29^e journée: samedi 26 mai 2023
30^e journée: samedi 03 juin 2023.

Groupe Centre-Est :

27^e journée: vendredi 12 mai 2023
28^e journée: mardi 16 mai 2023
29^e journée: samedi 26 mai 2023
30^e journée: samedi 03 juin 2023.

LIGUE DES CHAMPIONS Alerte pour Leao (AC Milan) avant la demi-finale contre l'Inter

Rafael Leao, l'ailier de l'AC Milan, est rapidement sorti contre la Lazio Rome, samedi lors de la 34^e journée de Serie A, après une alerte musculaire à quatre jours de la demi-finale de Ligue des champions contre l'Inter Milan. Le Portugais s'est plaint d'une douleur en haut de la cuisse droite après une première accélération côté gauche. Après quelques instants de discussion avec l'encadrement milanais, il a été remplacé par le Belge Alexis Saelemaekers (11e), peut-être par précaution en vue du grand rendez-vous de mercredi. Rafael Leao est depuis deux ans l'arme offensive N.1 des Milanais, et a été un grand artisan du titre de champion d'Italie la saison dernière. Il est régulièrement décisif encore cette saison, comme en quart de finale de Ligue des champions contre Naples (1-1) où il avait été passeur décisif à l'aller (1-0) comme au retour (1-1).

JUVENTUS
Pogba, Allegri a vu une saison maudite

Plombé par les blessures, le milieu de terrain de la Juventus Turin Paul Pogba (30 ans, 4 apparitions en Serie A cette saison) connaît une saison particulièrement compliquée. Pour le sprint final de cet exercice 2022-2023, l'entraîneur de la Vieille Dame Massimiliano Allegri fait de son mieux pour relancer l'international français.

ARSENAL
Arteta évoque l'avenir de Saliba

Sous contrat avec Arsenal jusqu'en juin 2024, le défenseur central William Saliba (22 ans, 27 matchs et 2 buts en Premier League cette saison) négocie une prolongation depuis plusieurs mois. Les discussions n'ont pas encore abouti à un accord, mais le manager des Gunners Mikel Arteta se montre optimiste pour l'avenir de l'international français.

Des nouvelles de sa prolongation ? Non. On veut garder nos meilleurs talents, surtout les joueurs qui méritent de la reconnaissance, a confié l'Espagnol face à la presse. Il a été incroyablement depuis son retour de prêt et on veut le récompenser, c'est certain. On trouvera le bon moment pour le faire. Bien sûr, Edu (le directeur sportif, ndlr) et la direction gèrent chaque prolongation et on fait tout notre possible pour le faire au bon moment. La communication et notre relation sont super. C'est une question de timing selon moi, rien d'autre.

NAPLES
De Laurentiis clair pour Spalletti

Initialement en fin de contrat en juin prochain, l'entraîneur de Naples Luciano Spalletti a été prolongé, via une clause, pour une année supplémentaire par son président Aurelio De Laurentiis dans la foulée du récent sacre en Serie A. Mais le patron napolitain veut en réalité entamer un cycle sur le long terme avec le technicien italien.

"C'est un mythe que je poursuivais depuis dix ans, je l'ai finalement amené ici et il a ramené le club en Europe après la crise du Covid-19. Aujourd'hui, j'aimerais qu'un cycle s'ouvre sous sa direction, car c'est un grand leader. C'est pourquoi j'ai levé l'option sur son contrat, maintenant c'est à lui de jouer. Naples est né d'une sirène, Partenope, il faut donc tomber amoureux. Luciano a été déclaré qu'il était tombé amoureux de cette ville. C'est ici qu'il a remporté son premier Scudetto après ses deux championnats en Russie, il est devenu un héros et il est juste qu'il en profite", a confié De Laurentiis au micro de la Rai.



REAL MADRID
Bellingham, City offrait plus

Depuis mercredi, les médias espagnols et allemands se montrent catégoriques : le milieu de terrain du Borussia Dortmund Jude Bellingham (19 ans, 29 matchs et 5 buts en Bundesliga cette saison) a décidé de rejoindre le Real Madrid à l'occasion du prochain mercato d'été. Si le club espagnol doit encore s'entendre avec la formation allemande concernant un transfert estimé à plus de 100 millions d'euros, l'international anglais a accepté le contrat proposé par la Maison Blanche jusqu'en juin 2029.

Et sans dévoiler le salaire offert par la Maison Blanche, le quotidien madrilène Marca assure ce samedi que le jeune talent a réalisé un effort financier important pour s'engager avec le champion d'Europe en titre. En effet, dans le même temps, Manchester City lui a assuré un salaire annuel net estimé à 15 millions d'euros pendant 6 ans. Malgré une offre "largement inférieure" du Real, Bellingham a donc repoussé l'approche des Citizens pour les Merengues.



BARÇA
Raphinha envisage un départ

Il ne s'agit pas d'un secret, le FC Barcelone s'active pour tenter de boucler le retour de Lionel Messi, en fin de contrat en juin prochain au Paris Saint-Germain. Face à cette situation, l'ailier des Blaugrana Raphinha (26 ans, 31 matchs et 7 buts en Liga cette saison) commence doucement à envisager un départ lors du prochain mercato d'été, selon les informations du quotidien Sport ce samedi.

Pourtant heureux en Catalogne, l'international brésilien a des doutes sur son avenir chez l'actuel leader de la Liga par rapport à son futur temps de jeu. En effet, avec un possible come-back de Messi et la présence d'Ousmane Dembélé, l'ancien Rennais risque d'être considéré comme un simple remplaçant par l'entraîneur Xavi. Pour conserver sa place au sein de la Selecao, Raphinha pense donc à un départ, avec un intérêt sérieux de Newcastle.



MANCHESTER UNITED
Décision prise pour Weghorst

Prêté sans option d'achat par Burnley cet hiver, l'avant-centre Wout Weghorst (30 ans, 13 matchs en Premier League cette saison) ne devrait pas rester à Manchester United la saison prochaine. Le Manchester Evening News affirme que le club mancunien a décidé de ne pas conserver l'international néerlandais.

Il faut dire que l'ancien joueur de Besiktas, malgré sa combativité, n'a pas toujours répondu aux attentes. Le manager des Red Devils Erik ten Hag attend l'arrivée d'un avant-centre plus confirmé comme Harry Kane (Tottenham), Victor Osimhen (Naples) ou le Français Randal Kolo Muani (Francfort).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Small Oulebsir

Directeur de la rédaction
Small Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL :** contact@dknews-dz.com - **IMPRESSIION :** S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE - LYBIE

Le Président de la République reçoit la ministre libyenne des Affaires étrangères

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi à Alger la ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mme Najla El-Mangoush, indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'audience a eu lieu au siège de la Présidence de la République en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Mohamed-Ennard Larbaoui.



M. Attaf réaffirme l'attachement de l'Algérie à soutenir la stabilité et l'unité de la Libye

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a réaffirmé, jeudi à Alger, lors de sa rencontre avec son homologue libyenne, Najla Al-Mangoush, l'attachement de l'Algérie à soutenir la stabilité et l'unité de la Libye, a indiqué un communiqué du ministère. Les deux ministres ont coprésidé, en présence des délégations des deux pays, une séance de travail axée sur les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale, abordant les dossiers relatifs à l'ouverture des deux points de passage frontaliers, le transport terrestre, maritime et aérien, les investissements communs et la gestion des eaux souterraines, précise le communiqué. Les deux parties ont examiné, à

cette occasion, les questions d'intérêt commun sur la scène maghrébine et arabe, notamment "les développements de la question sahraouie et les initiatives arabes et internationales en vue de faire cesser les hostilités et mettre un terme à l'effusion du sang au Soudan".

Après avoir écouté un exposé présenté par Mme Al-Mangoush sur les derniers développements du processus politique mené par les Nations Unies pour mettre fin à la crise en Libye, M. Attaf a réaffirmé "l'attachement de l'Algérie à soutenir la stabilité et l'unité de ce pays frère et son appui aux efforts tendant à favoriser le consensus entre les enfants du même pays en vue d'aller de l'avant dans l'organisation des élections légis-

latives et présidentielle". Au terme des entretiens, les deux ministres ont exprimé "leur satisfaction de la convergence des vues et des positions des deux pays frères", et ont souligné "leur attachement à perpétuer la tradition de la coordination et de la concertation politique et à intensifier les efforts conjoints visant à renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines". La ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Najla Al-Mangoush est arrivée, mercredi soir à Alger, pour une visite de travail, à la tête d'une importante délégation composée, notamment, du ministre des Transports et du président de l'Autorité libyenne des investissements (LIA).

ALGÉRIE- GRANDE BRETAGNE

M. Attaf s'entretient à Londres avec le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, vendredi, avec le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, Lord Tariq Ahmad de Wimbledon, dans le cadre de la visite officielle qu'il effectue à Londres pour représenter le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie de couronnement de sa Majesté le Roi Charles III, indique un communiqué de ce ministère.

"De prime abord, le ministre d'Etat a tenu à saluer la participation de l'Algérie à la cérémonie marquant l'accession au trône du nouveau souverain britannique", note la même source.

Les deux parties ont, par la suite, examiné "l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement dans les domaines de l'énergie, du commerce, de la sécurité et de la culture".

A cet égard, "tout en exprimant leur satisfaction quant à l'évolution prometteuse de ces relations",

les deux ministres sont convenus de "relancer le Groupe de travail conjoint pour le renforcement du cadre global de la coopération économique dans la perspective de bâtir un partenariat solide qui soit à la hauteur des potentialités économiques et humaines des deux pays".

Par ailleurs, et en prévision de la prochaine session du dialogue stratégique algéro-britannique, l'entretien entre les deux ministres a donné lieu à un échange de vues sur "plusieurs questions d'intérêt commun, dont notamment les situations au Mali, en Libye et dans l'espace sahélo-saharien, ainsi que les développements enregistrés dans le traitement de la question du Sahara occidental". "La détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire au Soudan a été également abordée à la lumière des efforts en cours visant à faire cesser les hostilités militaires et à promouvoir une solution politique et durable à la crise dans ce pays", ajoute le communiqué.

RENCONTRE PÉRIODIQUE AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE NATIONALE Le président de la République insiste sur la contribution responsable et professionnelle de la presse dans l'accompagnement des acquis réalisés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en exergue l'importance de la contribution, responsable et professionnelle, de la presse dans l'accompagnement des acquis réalisés en Algérie.

"Sans presse, nous n'irons pas loin... une presse responsable... une presse professionnelle", a déclaré le président de la République dans des extraits de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse et qui sera diffusée ce samedi à partir de 21h00 sur les chaînes de télévision.

"L'Algérie est très grande... C'est à nous de devenir assez grands pour être au niveau de l'Algérie", a ajouté le Chef de l'Etat.

Soulignant que la "responsabilité ne se résume pas à un fauteuil ou un burnous rouge", le Président Tebboune a soutenu que la "responsabilité consiste à protéger ton peuple et à ne pas tolérer les fautes des responsables ou les protéger. Quiconque commet une faute doit payer".

Président de la République : "la Syrie ne saurait être privée de ses droits"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que ce que fait l'Algérie envers la Syrie part du principe qu'il s'agit d'un membre fondateur de la Ligue arabe et que "ce pays frère ne saurait être privé de ses droits", soutenant que la position de l'Algérie à l'égard de la Syrie "n'a jamais changé".

Lors de sa rencontre périodique avec les représentants de la presse nationale, tenue en marge de la cérémonie qu'il a présidée, mercredi au Centre international de conférences (CIC), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le président de la République a évoqué la qualité de membre de la Syrie au sein de la Ligue arabe, précisant que "ce que nous faisons part du principe que la Syrie est un membre fondateur de la Ligue arabe" et que "l'isoler ou non ne veut pas dire la priver de ses droits".

Cela dit, "il existe un ordre mondial qui s'impose au faible avant le puissant", a-t-il ajouté, souhaitant voir un "changement de la vision arabe" et le resserrement du rang arabe pour devenir une puissance. "Nous devrions être les premiers à croire en notre force", a-t-il dit. Après avoir affirmé que la position de l'Algérie à l'égard de la Syrie "n'a jamais changé", le Président Tebboune a rappelé l'aide apportée par l'Algérie à ce pays frère suite au séisme dévastateur qui l'a frappé en février dernier, soulignant que cette aide était "un don du cœur dénué de tout calcul politique".

Il a noté, à cet égard, que les positions de l'Algérie et toutes ses initiatives reposaient exclusivement sur le principe de solidarité et d'entraide arabe loin des calculs politiques et des intérêts étroits.

PÉTROLE

Le baril du Brent termine à 75,30 dollars

Les cours du pétrole sont vivement remontés vendredi, galvanisés par le rebond des créations d'emplois aux Etats-Unis en avril, éloignant les craintes de récession dans le pays et leurs conséquences sur la demande de brut. Mais les cours du brut

restent sur une perte hebdomadaire, après avoir plongé tout au long de la semaine.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a avancé de 3,86% à 75,30 dollars. Il a revanche perdu plus de 5% depuis le début de la semaine. Son

équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, a gagné 4,05% à 71,34 dollars mais a lâché quasiment 6% sur la semaine. Le WTI avait même atteint un plancher en séance jeudi à 63,64 dollars au plus bas

depuis le début de l'année. Le pétrole "bénéficiaire" (...) d'un rebond technique, après avoir été entraîné vers ses plus bas niveaux de mars par les craintes croissantes d'une récession mondiale, indique Han Tan, analyste d'Exinity.

Le pétrole tente un rebond technique mais échoue, plombé par les banques américaines

Les cours du pétrole ont tenté sans succès un rebond technique jeudi, après un début de semaine cauchemardesque, l'incertitude sur la conjoncture et le secteur bancaire étant trop pesante. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet n'a grignoté que 0,23%, pour clôturer à 72,50 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en juin, s'est lui effrité de 0,05%, à 68,56 dollars. La séance a été marquée par un écart brutal peu après l'ouverture, qui a fait chuter le WTI à 63,64 dollars,

son plus bas niveau depuis 17 mois. "C'était un +bug+", a estimé John Kilduff, d'Again Capital, le cours se redressant immédiatement après. Cet écart brutal, ajouté aux baisses des derniers jours, a provoqué une chasse aux bonnes affaires, qui a permis aux prix de se redresser, a expliqué l'analyste. Même si les prix se sont quelque peu raffermis jeudi, "si, d'un coup, la crise bancaire s'étend, on pourrait encore voir de la volatilité" sur le marché de l'or noir, a estimé Eli Rubin, d'EBW Analytics Group. Après avoir pris quasiment 2% en

séance, le WTI s'est ainsi rapidement essoufflé, pour clôturer autour de l'équilibre. Le secteur bancaire américain s'est de nouveau retrouvé sous pression jeudi, avec l'établissement régional PacWest particulièrement visé. "Il ne semble pas que la crise des banques régionales va se terminer demain", a renchéri l'analyste. "Et plus ces craintes (sur la solidité du secteur financier américain) se prolongent, plus cela peut peser sur les cours du pétrole, malgré la solidité des fondamentaux du marché".